

INPRECOR

INTERCONTINENTAL PRESS



SAINT-DOMINGUE

**La singularité
du communisme
dominicain**

Entretien exclusif
avec le secrétaire
général du PCD

LIBAN

**La menace
sioniste pèse
toujours
sur
Beyrouth-Ouest**



URSS

**Le nouveau visage de
l'opposition antibureaucratique**

Sommaire du numéro 131 du 26 juillet 1982

3	EDITORIAL	La menace sioniste pèse toujours sur Beyrouth-Ouest	INPRECOR
4	ISRAEL	De l'Afrique du Sud au Guatemala, Israël soutient les dictatures	Israël SHAHAK
7	PORTUGAL	La situation après les deux grèves générales du début de l'année	Francisco LOUÇA
10	IRAN	Dans la prison d'Evin : témoignage de Barham Ali Atai	Propos recueillis par « KARGAR »
14	SAINT-DOMINGUE	Le PRD a de nouveau remporté les élections	INPRECOR
15	—	Entretien exclusif avec le secrétaire général du Parti communiste dominicain	Propos recueillis par Julio ORTEGA
19	—	Interview d'un dirigeant de la CGT dominicaine	Propos recueillis par Enrique CAMINERO
20	URSS	Esquisse d'une nouvelle opposition antibureaucratique	Laetitia CAVAIGNALS
23	DOCUMENT IVE INTERNATIONALE	Thèses sur la construction des organisations de jeunesse révolutionnaires dans les pays impérialistes	CEI de la IVE INTERNATIONALE
33		NOUVELLES DU MOUVEMENT OUVRIER ET DE L'INTERNATIONALE PAYS-BAS : Les soldats libérés, la solidarité doit continuer. IVE INTERNATIONALE : Des livres pour l'école internationale de formation. CARAIBE : Tranchées, revue politi- que et culturelle du GRS. COLOMBIE : Mauvais résultats de la gauche aux présidentielles. ISRAEL : La LCR (Matzpen) contre la guerre au Liban.	
36	MEXIQUE	Derniers résultats de la campagne électorale du PRT	INPRECOR

Les articles signés ne représentent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.
 Les articles non signés expriment les positions du Secrétariat unifié de la IVe Internationale.

ABONNEMENT
25 NUMÉROS
PAR AN

Chèques bancaires et chèques postaux li-
 bellés à l'ordre de « PEC », à adresser à *Inpre-
 cor*, 2, rue Richard-Lenoir, 93108, Montreuil,
 France.

Virements bancaires à « PEC », BNP, agen-
 ce Robespierre, 153, rue de Paris, 93108 Mont-
 reuil, France, compte numéro 230179 / 90.

Virements postaux à « PEC », compte chè-
 que postal numéro 2.322. 42. T PARIS.

Inprecor, abonnement un an, 25 numéros,
 pour tous pays : 200 FF.

Par avion : Europe, Moyen-Orient, Afrique
 du Nord : 225 FF ; Afrique et Amériques :
 265 FF ; Asie : 290 FF.

Pli fermé : France 300 FF ; tous les autres
 pays (par voie de surface) 320 FF ; pli fermé
 par avion, écrire à *Inprecor*.

POUR TOUT ABONNEMENT, REMPLIR CETTE FORMULE EN LETTRES MAJUSCULES

Nom — Prénom |-----|

Numéro et Rue |-----|

Commune |-----|

Code Postal |-----| Pays |-----|

Réabonnement

Abonnement

La menace sioniste pèse toujours sur Beyrouth-Ouest

EN déclenchant son agression au Liban, le gouvernement sioniste visait à infliger une défaite militaire décisive à la résistance palestinienne, à créer un Etat fort réactionnaire au Liban, et donc à déterminer une évolution du rapport de forces global dans la région qui soit favorable aux impérialistes et à tous les régimes réactionnaires. Dans sa première phase, la *Blitzkrieg* de Begin-Sharon a remporté des succès militaires incontestables. Mais, dans une deuxième phase qui dure désormais depuis quelques semaines, les sionistes se sont trouvés dans une impasse politique.

Tout d'abord, parce que la conquête de Beyrouth, ville transformée en une véritable forteresse, n'apparaissait plus comme une opération simple et rapide. Il était certain qu'elle provoquerait en tout cas des pertes très lourdes, y compris du côté israélien. En deuxième lieu, parce que les pays impérialistes, et les Etats-Unis eux-mêmes, préfèrent une solution de compromis évitant un affrontement dramatique. Cette solution serait moins grosse de dangers pour l'avenir des régimes conservateurs arabes avec lesquels, pour des raisons évidentes, ils veulent réaliser ou maintenir un *modus vivendi*. Finalement, parce qu'une opposition sans précédent en période de guerre a profondément secoué le consensus traditionnel de l'Etat sioniste lui-même.

BEGIN-SHARON VEULENT TOUJOURS ANÉANTIR L'OLP

Pour sortir de l'impasse, Begin-Sharon ont réagi sur des plans différents. Ils n'ont cessé d'exercer une très forte pression militaire contre Beyrouth-Ouest en interrompant constamment les trêves par des bombardements meurtriers. Ils se sont efforcés d'obtenir un soutien international à leur action visant à la capitulation totale de l'OLP. Ils ont organisé en Israël une manifestation de leurs partisans réunissant 200 000 personnes, pour démontrer que la majorité de la population israélienne les soutient et reste prête à se mobiliser. C'est dans le cadre de cette manifestation qu'ils ont lancé la « proposition » à la fois démagogique et cynique d'accueillir en territoire israélien les Palestiniens rescapés du Liban qu'aucun Etat arabe n'est désireux de recevoir dans ses frontières. Les jours qui viennent diront dans quelle mesure le gouvernement sioniste pourra atteindre son objectif, à savoir l'écrasement militaire de l'OLP et, plus généralement, la désarticulation de la résistance palestinienne. Mais il est certain que la menace sioniste pèse toujours sur Beyrouth-Ouest. Le 18 juillet dernier, Begin affirmait même que Yasser Arafat « ne tarderait pas à être liquidé ».

La situation dans la région risque, par ailleurs, de devenir encore plus explosive à la suite de la reprise des opérations militaires entre l'Irak et l'Iran. Après de longues hésitations, la direction khomeiniste est passée à l'offensive dans l'espoir de porter un coup mortel au régime irakien de Saddam Hussein et d'exercer une force d'attraction accrue sur les forces intégristes des différents pays arabes, de manière à jouer un rôle hégémonique dans la région, en se présentant, entre autres, comme les champions de l'antisémitisme. En même temps, la direction khomeiniste compte se renforcer à l'intérieur, pour être mieux en condition de canaliser et de stopper le processus de révolu-

tion sociale, et de neutraliser et de réprimer toutes les oppositions. Il est significatif qu'une nouvelle attaque s'annonce contre les Kurdes luttant pour leurs droits nationaux, et que l'hebdomadaire du Parti communiste (Toudeh), pourtant favorable au régime, ait été récemment interdit.

LE CONFLIT IRAK-IRAN S'EST RALLUMÉ

Mais, quelles que soient les intentions ou les buts des dirigeants de la République islamique, le conflit qui s'est rallumé risque de créer une situation des plus incontrôlables pour les forces impérialistes, ce qui les pousse aussi à multiplier leurs efforts pour imposer leur solution au Liban.

Justement parce qu'existe une telle situation explosive et que, malgré tout, les marges de manœuvre du gouvernement sioniste et de l'impérialisme ne sont pas très grandes, les dirigeants palestiniens et libano-progressistes assument une responsabilité très importante s'ils acceptent un compromis qui correspondrait, en fait, à une capitulation. Ce compromis ne s'est pas réalisé jusqu'ici à cause des prétentions outrancières de Begin-Sharon. Mais, sur le fond, une majorité de la direction de l'OLP et des forces libano-progressistes semble déjà prête à accepter la demande essentielle d'Israël, à savoir l'abandon de Beyrouth et des positions militaires palestiniennes décisives, dans l'espoir d'une contrepartie absolument aléatoire sur le terrain politico-diplomatique.

RÉSISTANCE OU « SOLUTION POLITIQUE » ?

Certes, même l'écrasement militaire de l'OLP ne marquerait pas la fin de la résistance palestinienne, qui renaîtrait de ses cendres sur l'arrière-fond du problème posé par l'existence de plus de trois millions de Palestiniens sans patrie. Cela n'empêche pas qu'une capitulation à Beyrouth — même masquée par l'intervention de forces internationales au demeurant impérialistes — serait un énorme pas en arrière, une défaite majeure. Cela, qui plus est, dans un contexte où la résistance reste possible à Beyrouth, et où la situation régionale reste explosive.

C'est sur la base d'une telle analyse qu'existent, aussi bien dans la résistance palestinienne que dans les rangs des libano-progressistes, des forces qui rejettent toute perspective de capitulation et exigent la continuation de la lutte. Nos camarades libanais du Groupe communiste révolutionnaire (GCR) se rangent à leurs côtés et, dans un texte diffusé ces derniers jours (qui fait suite aux déclarations que nous avons publiées dans les numéros 129 du 28 juin et 130 du 12 juillet 1982 d'*Inprecor*), ils font appel à toutes les forces combattantes pour qu'elles refusent toute solution de capitulation, continuent sans répit le combat contre l'armée sioniste et s'opposent à toute tentative de celle-ci d'occuper Beyrouth-Ouest.

- Bas les pattes devant Beyrouth !
- Retrait immédiat et sans condition des troupes israéliennes du Liban !
- La résistance palestinienne continue le combat ! ■

INPRECOR,
19 juillet 1982.

Le pouvoir sioniste soutient toutes les dictatures

De l'Afrique du sud au Guatemala

L'ACTION contre-révolutionnaire de l'Etat sioniste au Moyen-Orient est particulièrement mise en évidence lors de chacune de ses agressions contre le mouvement national palestinien ou les populations arabes de la région. La guerre du Liban en est une nouvelle et terrible illustration.

Mais l'Etat d'Israël développe ses activités contre-révolutionnaires bien au-delà du Moyen-Orient, en participant notamment au soutien diplomatique (visite du général Moshe Dayan au Sud-Vietnam au début des années 1970) et à l'armement de régimes dictatoriaux parmi les plus sanglants qui soient, comme celui du Guatemala ou de l'Afrique du Sud raciste.

Israël SHAHAK

Nous sommes, ici en Israël et dans les territoires occupés, si profondément absorbés par notre lutte et, d'une façon plus générale, par l'appui que nous apportons aux forces progressistes du Moyen-Orient, que nous en arrivons à oublier que, depuis un certain nombre d'années, l'Etat d'Israël remplit une autre fonction à l'échelle internationale : celle de pourvoyeur d'armes et d'allié des régimes les plus méprisables et les plus haïs du monde entier. Ce rôle a pris depuis quelques années un poids important. On a pu lire récemment dans le *New York Times* qu'Israël occupe le septième rang parmi les Etats exportateurs d'armes. Le même article évaluait à 1,3 milliard de dollars US les exportations d'armes israéliennes pour l'année 1980.

Selon d'autres estimations, celles par exemple de l'Institut pour les recherches sur la paix de Stockholm (SIPRI), et de l'Institut pour les études stratégiques de Londres, ces exportations atteindraient 1,45 milliard de dollars. Pour mieux apprécier ces sommes, signalons que, pour l'année précédente — 1979 —, les exportations totales d'Israël représentaient seulement 3,8 milliards de dollars. On peut donc penser que, pour 1980 (mais nous n'avons pas encore tous les chiffres), les exportations d'armes ont dû représenter au moins 40 % des exportations israéliennes totales, à supposer que celles-ci aient réellement augmenté. Ce qui revient à dire que, de plus en plus, nous vivons de la mort et de la destruction d'autres peuples : des Palestiniens ici, et de beaucoup d'autres peuples dans le reste du monde.

Il faut bien considérer qu'une bonne partie, sinon la totalité, de l'« aide » que nous recevons des Etats-Unis s'explique par ces deux raisons. Nous commencerons par une description rapide des Etats qui, de par le monde, sont actuellement nos

alliés (ou l'étaient récemment), et auxquels nous fournissons largement armes et aides de toute sorte.

SALVADOR, GUATEMALA, NICARAGUA

Le Salvador attire actuellement l'attention du monde entier. Les crimes commis par la Junte qui gouverne ce pays, qu'ils soient le fait de l'armée ou des organisations criminelles financées par les autorités, ont reçu quelque publicité jusque dans la presse israélienne, après avoir été largement dénoncés par la presse internationale. Selon les informations de l'Institut pour les recherches sur la paix de Stockholm, l'Etat d'Israël a été, en 1980, la source de 83 % des importations d'ar-

Soldats israéliens en Cisjordanie. (DR)



mes de ce gouvernement d'assassins. Le monde entier (sauf Israël, bien sûr) a pu voir à la télévision les fusils d'assaut Galil et les pistolets-mitrailleurs Uzi entre les mains de ces tueurs.

Dans nombre de pays, en Europe de l'Ouest entre autres, parfois même aux Etats-Unis, les commentateurs soulignent : « Ces personnes (ces femmes, ces enfants, ces religieuses, ces prêtres) sont tombés sous les balles de Uzi, de Galil, ce village a été bombardé par des avions Arava construits en Israël. » La presse occidentale spécialisée dans la promotion de ce type d'équipements décrit ces avions comme des appareils « commerciaux » rapidement transformables en appareils militaires, et énumère en détail le nombre de soldats, de bombes, de canons qu'ils sont capables de transporter. Seuls nos médias omettent de publier ces faits. Et ensuite, nous nous demandons : « Comment se fait-il qu'on ne nous aime pas ? », et nous invoquons l'« antisémitisme » ou l'« argent arabe », au lieu de nous demander quelle est notre responsabilité dans les événements internationaux.

Selon des sources étrangères, le Salvador n'est pas le seul pays d'Amérique latine auquel nous fournissons des armes. Israël était

(passage censuré)

un important fournisseur d'armes pour le Guatemala (par rapport au total des importations de ce pays), dont le régime égale ou dépasse peut-être en horreur celui du Salvador. Ce qui est intéressant, c'est la façon dont se sont noués ces liens d'amitié entre les deux Etats. Il y a quelques années de cela, la répression au Guatemala atteignait alors un paroxysme. Des centaines d'étudiants qui manifestaient dans le centre de la capitale furent fauchés par les mitrailleuses. L'événement causa une profonde horreur dans le monde entier, à l'exception d'Israël. Les

Etats-Unis cessèrent pour un temps leurs envois d'armes vers le Guatemala. Peu de temps après, le chef d'état-major du Guatemala et Marcus Katz (l'un des principaux agents chargés des fournitures d'armes israéliennes dans cette région, un homme dont nous aurons à parler plus tard),

(passage censuré)

nous assisterons à de nombreuses autres manifestations de ce calme olympien. Mais, dans cette même région du monde, il faut inscrire au compte d'Israël une longue et étroite coopération avec le régime de Somoza au Nicaragua. Au cours de la dernière année d'existence de ce régime (1978-1979), Israël lui a fourni 90 % de ses importations d'armes. Le fait revêt toute son importance si l'on se rappelle qu'au cours de ses deux dernières années, le régime Somoza a massacré environ 50 000 personnes. Utilisant des appareils *Arava* et *Vent d'Ouest*, construits en Israël, le gouvernement a fait bombarder les quartiers pauvres de la capitale du pays, Managua, et d'autres villes encore.

Après la chute du régime, le monde entier a appris quelle avait été l'ampleur de l'aide accordée par Israël. Aide dont les conséquences se font encore sentir, puisque, aujourd'hui, l'armée populaire du Nicaragua libre est essentiellement équipée d'armes d'origine israélienne découvertes dans les arsenaux de Somoza, comme en témoignent les photos prises lors de la libération du pays.

Une série d'articles de Nahum Barnea et Shimshon Ehrlich, parus dans *Davar*, ont fait connaître cette aide à Somoza, et ont également fait apparaître la structure de cette vaste machine de guerre construite en Israël. C'est ainsi que nous avons appris (*Davar*, 23 novembre 1979) que les fusils d'assaut *Galil* vendus par Israël au régime Somoza vers le milieu de l'année 1978 étaient directement expédiés à une unité terroriste spéciale, commandée par le fils de Somoza et « responsable du massacre d'adversaires politiques parmi lesquels des femmes et des enfants. Ces armes furent vendues en contradiction formelle avec l'usage établi et sans aucun égard pour le préjudice politique causé à Israël auprès des pays d'Amérique latine en raison de ce marché. » (C'est moi qui souligne, Israël Shahak.) (...)

MARCUS, HAMMER, BEN MEIR ET LES MILIEUX PROCHES DE MENAHEM BEGIN

Mais continuons l'histoire : « L'agent qui a conclu l'affaire de vente d'armement à Somoza passait pour être un ami du dictateur du Nicaragua, ainsi que des plus hautes personnalités israéliennes. C'était David Marcus Katz. » (*Davar*, 13 décembre 1979). Dans la même série d'articles (*Davar*, 14 novembre 1979), les auteurs définissent la nature de cette amitié et de ces liens. Selon ses amis, « Marcus Katz a quitté notre pays avant la guerre de 1948. Il est actuellement le représentant de dix-sept entreprises israéliennes

qui sont en partie des fournisseurs d'armes et d'équipements militaires, la plus importante de ces entreprises étant l'Industrie aéronautique et d'armement (*Ta'as*). Il fait de fréquents séjours dans notre pays ; il y rencontre des personnalités politiques avec lesquelles il est en contact étroit. Parmi ces personnalités, des membres du Likoud et du Mifdal (Parti national religieux). On sait qu'il est proche du ministre Hammer et de Ben Meir, membre de la Knesset (deux dirigeants de Goush Emounim, mouvement religieux nationaliste fanatique) ; on sait aussi qu'il finance le mouvement religieux ... Dans les hautes sphères gouvernementales, on pense que Marcus Katz jouit de l'appui des instances politiques, dont certaines proches du Premier ministre. » (C'est moi, Israël Shahak, qui souligne ce passage.)

Ajoutons que les amis de l'ami du tyran Somoza ne se rencontrent pas seulement au sein du Likoud ou du Mifdal. Le journal qui a décerné le plus de louanges à ce marchand d'armes se trouve être l'organe du Mapam (Parti ouvrier unifié), *Al Ha-Mishmar* (« Qui êtes-vous, Marcus Katz ? », par Eliyahu Harel, 30 décembre 1980). Ce journal, qui a choisi pour devise « Pour le sionisme, le socialisme et la fraternité des peuples », encense sans réserve ce massacreur de femmes et d'enfants. « Marcus Katz parle hébreu couramment, il est sympathique. Il a débuté ici dans la vie publique en participant à la fondation des Jeunesses Naim Misrahi (Misrahi - précurseur du Mifdal). Comme la plupart à cette époque, il est entré à la Hagana (la principale organisation militaire sioniste dans la Palestine alors sous domination britannique), mais en 1947, avant la fondation de l'Etat d'Israël, il a rejoint ses parents au Mexique ... Il dit qu'il lui a été difficile de quitter notre pays à la veille de la création de l'Etat, et qu'il ne l'a fait que parce que l'un des dirigeants du Misrahi, David Zvi Pinkas, lui a confié la mission d'implanter le mouvement au Mexique. »

Al Ha-Mishmar souligne en outre, avec satisfaction, avec orgueil même, que M. Marcus Katz patronne des institutions religieuses aux Etats-Unis, au Mexique, en Israël, qu'il a créé le prix Katz destiné à promouvoir les « moyens de vivifier la Halakha (loi religieuse juive) dans la vie moderne », qu'il a également reçu l'approbation de la « couronne de la Torah » et un diplôme de docteur *honoris causa* de l'Université Yeshiva, aux Etats-Unis. *Al Ha-Mishmar* s'empresse d'ajouter que

« l'affaire de l'avion qui transportait des munitions pour les fusils d'assaut Galil, destinées au Guatemala, qui a atterri aux Barbades et qui a été intercepté par les autorités de ce pays, appartenait à l'entreprise Eisenberg et non pas à l'entreprise Katz ». Voilà qui nous console et, en passant, nous apprenons aussi pourquoi et comment la majorité de la Knesset a adopté la fameuse « Loi Eisenberg » qui exempte d'impôts cet exportateur d'armes. (...)

ISRAEL ET L'AFRIQUE DU SUD

Dans les premières parties de cet article, nous avons passé en revue les relations entre Israël et les dictatures d'Amérique latine et certains régimes corrompus d'Afrique, dans le domaine des fournitures d'armes. Venons-en maintenant aux relations, dans un sens plus large, et, me semble-t-il, d'une extrême importance, qui existent entre Israël et l'Afrique du Sud. Relations qu'aucun autre pays, à l'exception des Etats-Unis, n'entretient avec ce pays. Cette amitié a une longue histoire, que nous ne pouvons retracer ici. (...)

On connaît, bien sûr, la partie « visible » des relations entre Israël et l'Afrique du Sud. A l'exception du Malawi (ex-Nyassaland) et de la Côte-d'Ivoire, Israël est le seul pays où les ministres sud-africains et le Premier ministre lui-même soient reçus avec les plus grands honneurs ; de même, les ministres israéliens sont les seuls ministres d'Etats indépendants (à l'exception du président à vie du Malawi, Hastings Kamuzu Banda) qui rendent visite à l'Afrique du Sud et y soient reçus avec les plus grands honneurs. (...) Par-delà ces relations officielles d'« amitié », les liens entre Israël et l'Afrique du Sud sont triples :

1. Coopération économique ;
2. Coopération dans l'industrie (censuré) ;
3. Coopération politique.

1.— La coopération économique

Prenons tout d'abord un exemple caractéristique. Le *Yediot Aharonot* du 12 octobre 1976 s'extasie sur le grand nombre de sociétés israéliennes qui s'efforcent de développer leurs relations commerciales avec l'Afrique du Sud. Parmi celles qui réussissent le mieux, *Yediot Aharonot* mentionne Assia-Ma'abarot, qui appartient au kibboutz Ma'abarot de l'organisa-



INPRECOR
INTERCONTINENTAL PRESS

ABONNEZ-VOUS

tion de jeunesse Hashomer Hatzar'ir (Mapam). En 1976 déjà, les exportations de cette entreprise s'élevaient à un million de dollars, et le kibboutz se fixait pour objectif d'augmenter ses exportations en direction de l'Afrique du Sud de 20 % par an. Ce kibboutz produit de l'alimentation pour bovins. L'oppression la plus dure en Afrique du Sud est celle qui s'exerce à l'encontre des ouvriers agricoles noirs. Dans de nombreux cas, des prisonniers sont « confiés » à des agriculteurs blancs. Et ce kibboutz a choisi d'augmenter ses exportations à destination de l'Afrique du Sud, et, en même temps, il invite des éleveurs Sud-Africains à venir étudier sur place l'utilisation scientifique de sa production.

Le journal *Ma'ariv* du 12 décembre 1976 fournit un autre exemple. Le correspondant de ce journal en Afrique du Sud nous apprend que la société Tadiran a construit une usine près de Pretoria, en association avec une société sud-africaine. L'ingénieur en chef de cette usine, David Frenkel, a annoncé que la société allait produire du « matériel d'éclairage pour les situations d'alerte », et importer d'Israël du matériel de communication sophistiqué, et le commercialiser. C'est ainsi que lorsque les jeunes africains de Soweto ou d'autres ghettos se révoltent contre l'oppression, les policiers du régime d'apartheid peuvent appeler leurs collègues en renfort au moyen de matériel *made in Israël*; de même, les projecteurs géants qui illuminent les ghettos indigènes, durant les nuits « chaudes », viennent-ils d'Israël.

Mais la coopération économique entre Israël et l'Afrique du Sud ne se limite pas à ces (nombreuses) sociétés israéliennes qui fournissent à l'Afrique du Sud des produits essentiels et leur savoir-faire. Cela va beaucoup plus loin. Nous ne citerons ici que deux rapports publiés dans *Ma'ariv* le même jour (7 février 1979) concernant la visite en Afrique du Sud de Simha Ehrlich, alors ministre israélien des Finances. Pour expliquer l'idée fondamentale avancée alors par Simha Ehrlich, qui a été acceptée et qui est mise en œuvre aujourd'hui, nous devons rappeler à nos lecteurs que, l'écrasante majorité des pays condamnant le régime sud-africain, tout régime douanier de faveur pour des produits sud-africains a été supprimé et aucun pays (à l'exception d'Israël, du Malawi, etc.) n'a signé d'accords commerciaux avec l'Afrique du Sud. Cela rend évidemment très difficiles les exportations de ce pays.

Simha Ehrlich a proposé par conséquent qu'Israël serve à l'Afrique du Sud de tremplin pour pénétrer le Marché commun européen, dont Israël est « membre associé », et profite ainsi de grosses réductions de taxes douanières. La proposition de Simha Ehrlich valait également pour les Etats-Unis. De cette manière, les produits sud-africains sont « exportés » vers Israël pour « finition » (dans la plupart des cas, il s'agit seulement d'y coller l'étiquette *Made in Israël*), d'où ils seront réexpédiés à

destination de l'Europe et des Etats-Unis. Ajoutons que la presse européenne, et en particulier la plus conservatrice, a poussé de hauts cris devant cette utilisation d'Israël pour les exportations de l'Afrique du Sud, et qu'Israël a opposé un démenti officiel.

Cette coopération se développe rapidement dans d'autres branches économiques. Déjà, dans *Yediot Aharonot* du 28 novembre 1976, on pouvait lire que la société israélienne Netafim, qui produit des équipements pour l'irrigation, s'est associée avec une société sud-africaine pour la production et l'exportation de ce matériel vers l'Europe, les Etats-Unis, l'Amérique latine et d'autres régions du globe. Bien que le capital soit sud-africain, la nouvelle société s'est déclarée aux Pays-Bas comme société israélienne, patronnée par Netafim, cela afin de « blanchir » l'affaire.

Une grande partie de ces affaires se trouvent entre les mains de la Fédération générale des syndicats Histadrout, comme cela ressort d'un article publié dans *Ha'aretz* le 16 février 1981, sous le titre « *La plus grande partie du commerce avec l'Afrique du Sud est concentrée entre les mains du groupe Koor* ».

Selon ce journal, « les sociétés qui font partie du groupe Koor sont à l'origine de la plus grande partie du commerce extérieur israélien avec l'Afrique du Sud mais, pour des raisons politiques, elle n'est pas déclarée comme une société appartenant au groupe, mais comme appartenant à des personnes privées. Cette société traite des exportations représentant plusieurs dizaines de millions de dollars par an, dont certains marchés concernant des entreprises industrielles qui appartiennent à des kibboutz. Selon des sources bien informées, Koor n'a aucune intention de renoncer au commerce avec l'Afrique du Sud ». (...)

2.— La collaboration dans l'industrie (passage censuré)

3.— La collaboration politique

Nous avons vu que, parmi les services que le gouvernement israélien rend aux dictatures sud-américaines, il y a la publication de photos de dictateurs aux côtés de dirigeants israéliens (par exemple Motta Gur), photos qui sont ensuite reproduites aux Etats-Unis et utilisées comme preuves du caractère « progressiste » ou du moins « moins terrible qu'on ne le dit » de ces régimes et de leurs dirigeants. Car, dans bien des milieux américains, qui oserait accuser Israël et s'exposer, ce faisant, à l'accusation d'« antisémitisme » ? Ou bien, si l'accusateur est Juif lui-même, s'entendre taxer de masochisme ? Or, c'est bien cette caution que les dirigeants israéliens apportent à l'apartheid sud-africain. Les relations, les rencontres officielles, etc., tout cela sert à blanchir la réputation du régime auprès des pays occidentaux et particulièrement des Etats-Unis. En fait, comme en témoignent des hommes d'affaire américains, il existe depuis des années des relations étroites

entre l'ambassade sud-africaine aux Etats-Unis et le « lobby israélien », cette partie de la communauté juive d'obédience sioniste.

Ces dernières années, Taïwan a également joué son rôle dans cette « Sainte-Alliance ». La presse occidentale commente largement cette alliance entre l'Afrique du Sud, Israël et Taïwan, qui essaie d'entraîner les Etats-Unis à durcir leur politique envers le Tiers Monde et l'Union soviétique. Cette alliance, particulièrement entre Israël et l'Afrique du Sud, est née au temps de Henry Kissinger. Le prestigieux hebdomadaire anglais *The Economist* notait le 5 novembre 1977 que « dès le début de 1975, Henry Kissinger incitait le gouvernement israélien à se ranger aux côtés de l'armée sud-africaine pour combattre le Mouvement populaire pour la libération de l'Angola (MPLA) appuyé par Cuba ». Israël s'y est refusé, mais a cherché un compromis et a fini par envoyer en Afrique du Sud un certain nombre de conseillers, experts de la contre-guérilla, puis du matériel fabriqué spécialement pour l'occasion (la liste de ce matériel est intéressante). Israël a interprété, d'autre part, la requête de Henry Kissinger comme le feu vert donné à la collaboration entre Israël et l'Afrique du Sud. *The Economist* poursuit : « En mai 1976, le Premier ministre sud-africain John Vorster fit une visite officielle. Il signa toute une série d'accords économiques et militaires qui ont pour base commune l'intention de l'Afrique du Sud de financer quelques-uns des projets militaires israéliens les plus dispendieux. Israël s'engagea en échange à fournir des armes et des conseillers. »

The Economist donne, dans cet article, d'autres détails : « L'Afrique du Sud a financé toute la génération suivante de la flotte israélienne. » En échange de cet investissement, l'Afrique du Sud recevra les quatre ou cinq premiers navires de guerre construits. Quarante ingénieurs sud-africains séjournent à Haïfa et supervisent la construction dans les arsenaux. Israël a accepté de participer à la modernisation des navires de type *Centurion* appartenant à l'Afrique du Sud, ce que même le constructeur de ces navires, la Grande-Bretagne, a refusé de faire.

Après avoir passé en revue les sociétés israéliennes telles que Tadiran, et avoir dressé la liste des équipements militaires livrés à l'Afrique du Sud à partir de 1971, *The Economist* conclut : « En temps de guerre, les bateaux qui transportent du charbon à destination d'Israël seront escortés par des forces navales mixtes israélo-sud-africaines. » Et encore : « Des contacts préliminaires pris avec l'administration américaine produisirent une réponse mitigée ; il y était dit qu'on ne s'attendait pas à voir Israël changer de voie. » Peut-être les Américains se réservent-ils d'utiliser secrètement Israël pour leurs propres relations avec l'Afrique du Sud.

Le temps a passé. La voie secrète fonctionne, et l'alliance aussi. ■

Israël SHAHAK
Jérusalem, 17 juin 1981.

La situation sociale après les deux grèves générales du début 1982

Vers des élections générales anticipées

LE premier trimestre de l'année 1982 a vu se développer une importante agitation sociale dans tout le Portugal. De très nombreuses grèves ont eu lieu. Les transports de la capitale ont été régulièrement perturbés et une grève dans l'entreprise nationalisée des tabacs a même privé les Portugais de cigarettes pendant environ deux mois.

Le fait le plus significatif de l'année 1982 aura été sans conteste possible l'organisation, à seulement deux mois d'intervalle, de deux grèves générales. C'est un événement sans précédent depuis plusieurs décennies, puisqu'il faut remonter à 1934 pour trouver trace de la dernière grève générale du prolétariat portugais.

Francisco LOUÇA

A moins de deux mois d'intervalle, deux grèves générales ont eu lieu au Portugal. Plus d'un million de travailleurs ont participé à chacune d'elles, paralysant la grande majorité des usines. Un nombre significatif d'employés de la fonction publique, du commerce, des banques et des assurances se sont joints à ces mouvements, bien que la majorité de ces arrêts de travail n'aient pas été couverts légalement par un préavis de grève. Une grande partie des transports publics, aussi bien dans les grandes villes que sur les réseaux interurbains, a également été interrompue. La grève a été totale dans la zone de la réforme agraire (Alentejo).

Il s'agit-là de deux événements fondamentaux dans la situation politique portugaise.

La première modification que cela introduit, la plus importante, et qui agit en profondeur, c'est une nouvelle tradition, une nouvelle accumulation d'expériences pour le mouvement ouvrier. La dernière grève générale datait de 1934 et avait été déclenchée contre la prise de contrôle corporatiste des syndicats par la dictature d'Antonio Salazar (au pouvoir à partir de 1931 jusqu'à sa mort en 1970). Elle s'était achevée par une défaite. Toute la période de « crise prérévolutionnaire » des années 1974-1975 s'est déroulée sans que le prolétariat portugais ait recours à cette forme de lutte. La raison en est simple. Pendant toute la montée révolutionnaire qui a suivi le déclenchement de la « Révolution des œillets », le 25 avril 1974, le développement et l'initiative politique du mouvement ouvrier s'est surtout exprimé au travers des commissions de travailleurs et, dans une moindre mesure, des commissions de *moradores* (voisins), des unités collectives de production (UCP), des coopératives agricoles, des comités de soldats (SUV - Soldats unis vaincront). C'est à partir de

ces organes que se sont développées les occupations de terres et d'usines, les manifestations de rue, les initiatives comme les débats politiques.

Mais si ces organismes ont exprimé le niveau de la lutte politique et rendu compte, à leur manière, du développement de la crise prérévolutionnaire, ils ne sont jamais parvenus à quelque forme que ce soit de centralisation à l'échelle nationale.

Le mouvement syndical — constitué en grande partie à partir des syndicats corporatistes dont les directions avaient été évincées pour être remplacées par la bureaucratie du Parti communiste portugais (PCP), était la seule structure capable de centraliser à l'échelle nationale une action de grève. Mais, pour deux types de raisons, ses directions se sont opposées à la coordination des luttes. Tout d'abord, même si elle couvrait tout le pays, la structure syndicale restait fragile, parce que récente et mal organisée. Ensuite, la bureaucratie du PCP ainsi que d'autres secteurs du mouvement de masse se sont employés à limiter l'action politique de la classe ouvrière à des manœuvres de pression sur la crise de l'appareil d'Etat (en particulier sur tel ou tel secteur de l'assemblée du Mouvement des forces armées - MFA), ce qui excluait toute espèce de centralisation autonome qui aurait engagé une dynamique de construction d'un autre pouvoir. Là réside l'une des faiblesses essentielles de la révolution portugaise au cours de toutes ces années. Mais la situation s'est profondément modifiée dans la dernière période, tant en ce qui concerne la structuration du mouvement syndical qu'en ce qui concerne le contexte politique plus général.

Depuis 1976, la CGTP a fait d'énormes progrès dans sa structuration. De fait, la construction du mouvement syndical portugais est en grande partie postérieure au coup d'Etat du 25 novembre 1975, qui a porté un coup d'arrêt à la montée des mobilisations des dix-sept mois précé-

Au terme d'un important débat au sein du mouvement syndical, une première grève générale a eu lieu vendredi 12 février dernier. La seconde est intervenue le mardi 11 mai, à la veille de la visite du pape Jean-Paul II. Organisée par la Confédération générale des travailleurs portugais (CGTP), à direction communiste, cette seconde action a été organisée en protestation contre l'assassinat de deux travailleurs par la police, à Porto, lors du 1er Mai.

L'article que nous publions ci-dessous développe les traits fondamentaux de la situation politique portugaise après ces deux grands événements du début de l'année.

Il s'est consolidé, implanté et étendu nationalement après la défaite de la crise prérévolutionnaire. Par ailleurs, une seconde centrale syndicale, l'Union générale des travailleurs (UGT) a été constituée sur la base d'une direction paritaire entre le PS et les partis de droite — essentiellement le Parti social-démocrate (PSD, ex-PPD) et le Centre démocratique et social (CDS) — aujourd'hui regroupés dans l'Alliance démocratique (AD) au gouvernement.

Finalement, depuis six ans, la classe ouvrière a subi une offensive systématique et en profondeur contre ses conquêtes, et en premier lieu contre son pouvoir d'achat, qui s'est réduit de façon plus importante chaque année depuis 1976 (avec l'exception de 1980). Actuellement, le gouvernement menace de faire passer une nouvelle loi sur les licenciements qui accroîtrait encore les marges de manœuvre du patronat, ainsi qu'une loi sur le droit de grève extrêmement répressive. Cette offensive se développe dans le cadre d'une aggravation de la crise économique : la dette extérieure — calculée par tête d'habitant — dépasse déjà celle de la Pologne. La concrétisation de l'adhésion au Marché commun en 1983 exige que de nouveaux reculs soient infligés au mouvement ouvrier, et notamment un accroissement rapide du chômage. C'est dans ce contexte que la grève générale du vendredi 12 février a été préparée.

LE DÉBAT SUR LA GREVE GÉNÉRALE

Depuis près de deux ans, le courant minoritaire de la CGTP a proposé l'organisation d'une journée de grève nationale à l'occasion du renouvellement des contrats salariaux qui ont lieu soit en janvier-février soit à l'automne. La direction de la CGTP s'y est toujours opposée, pour maintenir son orientation qui privilégie les luttes dispersées. L'UGT ne s'est pas

prononcée. Pourtant, la situation a commencé à se modifier à la fin de l'année 1981.

Le gouvernement a annoncé qu'il allait proposer au Parlement un « Pacte du travail » (en fait un ensemble de lois anti-ouvrières sur les licenciements, les congés, la grève, etc.). L'UGT a répondu que si un tel projet était présenté, elle appellerait à une grève nationale et demanderait à la CGTP de s'y joindre.

Cette position a ouvert un grand débat dans le mouvement syndical. La minorité de la CGTP a réitéré sa proposition de grève générale et défendu l'unité d'action, en réclamant que la centrale appelle à la grève le même jour que l'UGT. Cette proposition a rencontré un large écho.

Elle semblait d'autant plus en prise sur la réalité qu'on se trouvait dans un contexte de luttes ouvrières concrètes de certains secteurs face aux violentes attaques du gouvernement, et que des expériences concrètes d'unité d'action entre les deux centrales, en dépit du sectarisme régnant, étaient en train d'être menées.

Le PCP en a d'abord rejeté l'idée. Mais la CGTP a finalement été contrainte de convoquer une Assemblée nationale de ses syndicats pour le vendredi 15 janvier. Le jour même, l'hebdomadaire du PC, *Avante !*, proposait une demi-journée de grève générale. La minorité de la CGTP, quant à elle, proposait une journée de grève sur la base d'un cahier de revendications incluant aussi bien les luttes contractuelles en cours que la démission du gouvernement et l'organisation d'élections anticipées. La majorité a été amenée à reprendre cette proposition, et la grève a été décidée pour le vendredi 12 février.

Un mois de préparation s'est révélé être un délai trop court. Pendant des années et des années, les dirigeants syndicaux et les militants du PCP, qui organisent la majorité de la classe ouvrière, se sont limités à des grèves strictement revendicatives ou de pression à l'occasion de la renégociation des contrats. Il n'y a donc eu aucune expérience de grèves de solidarité ou de grèves revendicatives coordonnées.

Ainsi, en dénonçant le « caractère politique de la grève », le leader socialiste Mario Soares, comme le gouvernement, jouait habilement sur un manque de traditions et une confusion essentielle au sein du mouvement ouvrier portugais. C'est pourquoi ces accusations ont pu rencontrer un certain écho auprès de certaines couches de travailleurs. En fait, l'UGT a pu renoncer à son initiative du début, appeler à travailler le vendredi 12 février, organiser des piquets de briseurs de grève dans des secteurs comme les centrales électriques et les centraux téléphoniques et accepter, dès la semaine suivante, la formation d'une « commission tripartite » avec le gouvernement et le patronat pour discuter des problèmes sociaux. Mario Soares a soutenu à fond cette position.

Pourtant, la grève générale a finale-

ment été un succès. Plus d'un million de travailleurs ont débrayé. Dans la plupart des cas, la grève a été comprise comme un acte politique, contre les lois anti-ouvrières, contre les restrictions budgétaires concernant la santé ou l'éducation, pour le renversement du gouvernement. Dans presque tous les secteurs de l'industrie, la grève a été plus suivie que les débrayages pour la négociation des contrats collectifs de la catégorie ...

Ce succès a été obtenu en dépit de l'organisation bureaucratique de la lutte et de la grève, qui est restée une grève passive. Les piquets n'ont pas été organisés. Et, quand il y en a eu, exceptionnellement, ils se sont contentés d'enregistrer le nombre de travailleurs entrant dans l'usine. Il n'y a pas eu de manifestations, et la CGTP a appelé les travailleurs à rester chez eux pour éviter les affrontements. Il n'y a pas eu de riposte aux agressions brutales des troupes de choc de la police contre les gens rassemblés sur la grande place du Rossio à Lisbonne.

Il y a eu grève dans les journaux et cela a été une erreur qui a abandonné à la presse la plus réactionnaire le monopole de l'information pendant la grève générale.

LA DIVISION SYNDICALE

La grève générale a modifié la situation du mouvement syndical. Elle a contribué à une meilleure unification nationale, amorçant un dépassement des divisions qui, issues de l'histoire récente du mouvement ouvrier, ont joué un rôle abominablement décisif en 1974-1975. Elle a affaibli la position de l'UGT, acculée à se dérober et à mener une campagne acharnée contre la grève. Près de 20 % des travailleurs des banques et des assurances ont participé à la grève, bien qu'étant sous le coup d'une procédure disciplinaire, puisqu'il s'est agi dans leur cas d'une « grève sauvage », dans la mesure où les directions de ces secteurs, à hégémonie UGT, avaient refusé de déposer le préavis légal de grève.

La combativité ouvrière, canalisée par la CGTP, s'est accrue tandis que l'UGT s'est alignée sur les positions de droite qui, en son sein, soutiennent le gouvernement. Une telle orientation n'a été possible que du fait de la faiblesse d'implantation de l'UGT (400 000 affiliés contre 2 300 000 à la CGTP) et de ses liens avec l'appareil d'Etat. En ce sens, l'orientation imprimée à l'UGT constitue un ballon d'essai pour Mario Soares, dans la perspective de la formation d'un gouvernement du PS avec le principal parti de droite, le Parti social-démocrate (PSD, ex-PPD).

La situation s'est aggravée les semaines suivantes, avec la préparation du 1er Mai à Porto, deuxième ville et centre industriel du pays.

Traditionnellement, le 1er Mai était célébré ces dernières années à Porto par un rassemblement de la CGTP sur la place centrale, avenida dos Aliados.

Cette année, le gouverneur civil a décidé d'accorder la place à l'UGT. Refu-

sant de s'incliner, la CGTP a convoqué les travailleurs sur la place. L'UGT a appelé la police pour protéger « son » 1er Mai, qui consistait en un meeting et un spectacle de variétés. La veille au soir, au moment où commençait la fête de l'UGT, des milliers de partisans de la CGTP se sont retrouvés sur la place. Vers minuit, quand les chanteurs étaient déjà partis, la police a exigé l'évacuation des lieux. Une unité de choc de la police est intervenue. Après des affrontements qui ont duré plusieurs heures, il y a eu deux morts (des jeunes) et plus de cent blessés hospitalisés, nombre d'entre eux blessés par balles.

Les journalistes présents ont décrit les scènes de violence auxquelles ils avaient assisté. L'un d'eux a enregistré les vociférations du commandant des forces de police, ordonnant à ses hommes de nettoyer la place, « *quel que soit le nombre des morts* ». Un autre est parvenu à photographier des agents le revolver au poing, tirant sur la foule.

Malgré ces affrontements sanglants, le jour suivant, 1er Mai, des milliers de manifestants ont rempli la place à l'appel de la CGTP. Devant leur détermination, la police a reculé et la place a été divisée en deux. Dans la partie supérieure se déroulait le spectacle de l'UGT devant un public de 250 personnes. Dans la partie basse se déroulait une manifestation montrant au cours de laquelle une nouvelle grève générale a été annoncée.

Le sens de ces événements est clair : à la veille du 1er Mai, la CGTP a voulu imposer la réalité de sa grande supériorité numérique face à l'UGT, ce qui correspond parfaitement à sa ligne sectaire, qui la rend d'ailleurs incapable de forger l'unité avec des secteurs socialistes de l'UGT ou de gagner leur appui. Mais l'affrontement n'a pas eu lieu entre les adhérents des deux centrales, mais bien entre les masses et la police. Cette provocation contre le mouvement ouvrier exigeait une riposte des plus fermes et l'Assemblée générale des syndicats de la CGTP, réunie d'urgence, a appelé à une grève générale pour le mardi 11 mai.

Pourtant, la direction de l'UGT a suggéré que c'était de la foule qu'étaient partis les coups de feu, et elle a défendu l'action de la police, se rangeant derrière la version gouvernementale des faits. Ces insinuations ont fait long feu devant les preuves apportées par des journalistes au-dessus de tout soupçon, dont certains avaient aussi été victimes de l'agression policière. L'UGT, aux côtés du gouvernement, a accentué la division syndicale et s'est isolée encore davantage dans la classe ouvrière.

PROBLEMES DE LA GREVE GÉNÉRALE DU 11 MAI

Une première indication sur l'impact de la grève générale a été apportée par les funérailles des deux victimes de la police à Porto. Une telle multitude ne peut être comparée qu'à celle qui a accueilli le pape Jean-Paul II dans la même ville une semaine plus tard.

Le lundi 11, les banlieues industrielles de Lisbonne, Porto et Setubal (chantiers navals) se sont mises en grève totale. Les transports urbains ont été fortement perturbés. Il n'y avait pas de transports aériens, ni d'approvisionnement en gaz de la ville de Lisbonne. En province, cependant, l'adhésion au mouvement a été un peu moins significative que deux mois auparavant, en raison aussi bien de la rapidité de l'appel que de la faiblesse des appareils syndicaux. Mais, à Porto comme dans les zones industrielles de Lisbonne et Setubal, la grève a connu une participation supérieure à la précédente. A Porto, l'impact direct de la fusillade en constitue la raison majeure. Mais dans le cas de Lisbonne et Setubal, il s'agit d'un grand progrès politique et organisationnel du mouvement, avec la formation de piquets de grève massifs, qui ont réuni dans certains cas des centaines de travailleurs et atteignant jusqu'à 1 000 participants aux chantiers navals de la Lisnave. Dans certains cas exceptionnels, il y a même eu occupation des entreprises.

Ces piquets ont été l'occasion de nouveaux affrontements avec l'UGT, cette fois à l'initiative de son courant de droite. Dans le cas de l'entreprise des transports publics de Lisbonne (CARRIS), l'UGT a organisé ses adhérents pour briser carrément la grève. L'un d'eux a lancé son bus sur un piquet de grève, blessant deux grévistes et un policier. Il n'est pas difficile d'imaginer les effets de ces exactions au sein du mouvement syndical.

APRES DEUX GREVES GENERALES

Dans l'ensemble, la mobilisation de la classe ouvrière au cours des deux grèves générales et l'isolement accru du gouvernement en raison de son attitude répressive ont accentué la crise de l'AD.

Au gouvernement depuis la fin de 1979, l'AD a réussi, un an plus tard, lors des élections du 5 octobre 1980, à consolider sa majorité parlementaire. Le Parti socialiste (PS), affaibli par la politique d'austérité drastique qu'il a menée quand il était au gouvernement (1976-1978), conformément aux diktats du Fonds monétaire international (FMI), a cédé davantage de voix à la droite à chaque élection. Malgré cela, les deux fois, les suffrages ajoutés du PS, du PC et de l'extrême gauche ont continué à devancer ceux de l'AD, qui n'a obtenu sa majorité que grâce aux effets d'une meilleure coalition et au mécanisme alambiqué du système d'Hondt (proportionnelle pondérée).

Cette fragilité sociale, qui donne une indication des limites de la base sociale du gouvernement, est particulièrement aggravée par trois facteurs :

— Au mois de décembre 1982, des élections municipales doivent avoir lieu dans tout le pays. Les effets de la politique antipopulaire du gouvernement de l'AD, dans ce contexte de remobilisation et de radicalisation de la classe ouvrière, menacent la coalition bourgeoise d'une défaite électorale. Les élections partielles

qui se sont déroulées dans la dernière période ont enregistré une montée considérable du PCP et une chute de l'AD. Une victoire électorale du PCP et du PS rendrait des élections générales anticipées pratiquement inévitables.

— La crise de direction de la bourgeoisie secoue le gouvernement et l'AD. Il y a un an, le Premier ministre, Pinto Balsemao, a été contraint à la démission en raison de la crise qui agitait le PSD. Une importante « aile critique » dénonçait alors les hésitations du gouvernement. Ce courant exige maintenant ni plus ni moins que de nouvelles élections et la démission du gouvernement. Un autre aspect de la crise réside dans le conflit entre le PSD et le Centre démocratique et social (CDS), qui envisagent même l'éventualité de se présenter en ordre dispersé aux prochaines élections pour mesurer leurs forces respectives. C'est ce qui va se produire aux prochaines élections municipales de décembre 1982.

— Les conflits entre la majorité de l'AD et le général-président Ramalho Eanes constituent le troisième facteur de la crise politique. Il s'agit d'un aspect décisif de la crise de direction politique de la bourgeoisie. A la fin de 1979, les élections parlementaires ont donné la majorité à l'AD. En octobre 1980, elles ont confirmé et renforcé cette majorité. Le projet de l'AD était alors clair et parlait de lui-même : entreprendre une profonde offensive contre les conquêtes du mouve-

masse, le gouvernement a été obligé de reculer dans la présentation de projets de loi aussi importants que celui autorisant le patronat à une politique de licenciements sauvages. Vu l'échec de son opération Soares Carneiro, l'AD a dû se retourner vers le PS pour rechercher avec lui un accord sur la révision de la Constitution.

Acceptant seulement une modification superficielle du chapitre de la Constitution concernant l'organisation économique, l'AD a obtenu du PS, en échange, un accord pour placer les forces armées sous le contrôle du gouvernement, et une réduction du contrôle du président de la République sur le gouvernement. Ainsi, l'AD visait deux objectifs : réduire les pouvoirs du général Ramalho Eanes et obtenir la faculté de nommer les chefs militaires, ce qui est évidemment décisif dans un pays comme le Portugal, où l'armée a encore un rôle politique aussi direct.

Mario Soares a accepté ce marché. Ses motivations sont aussi très claires : il a comme objectif fondamental de parvenir à un accord gouvernemental avec le PSD et d'être, sur cette base, candidat à la présidence de la République en 1985. D'où sa volonté de marginaliser le général Ramalho Eanes. Le président garde un soutien populaire significatif, avant tout parce qu'il n'apparaît pas comme directement compromis avec le gouvernement et qu'il est devenu l'une des cibles favorites de la droite parlementaire.

Manifestation de la gauche en novembre 1975 à Lisbonne. (DR)



ment ouvrier, notamment à travers la révision de la Constitution de février 1976, qui établit les fondements légaux d'un large secteur nationalisé, d'importants droits syndicaux, des commissions de travailleurs et des UCP à la campagne. Pour imposer cette révision constitutionnelle, il fallait à la droite à la fois une forte majorité, l'unité de ses parlementaires, et un président directement lié à l'AD.

Mais, deux mois après la victoire de l'AD, le général Ramalho Eanes était réélu président de la République avec plus de voix que n'en avait obtenu la majorité de l'AD, et contre son candidat le général Soares Carneiro.

A partir de là, son projet était compromis. Sous la pression des luttes de

Cette crise politique s'est réfractée à l'intérieur du PS. La majorité du groupe parlementaire du PS s'est opposée aux compromis de Mario Soares avec l'AD. Le PCP qui, de son côté, s'aligne ouvertement sur le général Ramalho Eanes, a cherché à tirer parti de ces contradictions pour renforcer sa propre intervention politique, d'où l'appel à la mobilisation des masses et le caractère précipité et improvisé de certaines de ses mobilisations.

Mais l'aspect principal, au cœur de cette crise, c'est l'apparition sur la scène politique de mobilisations ouvrières massives et coordonnées à l'échelle nationale, comme il ne s'en était pas produit depuis 1978 au moins.

L'expérience des deux grèves générales, de l'organisation de piquets massifs

dans certaines usines, de la lutte pour des revendications directement politiques, comme la dissolution des troupes de choc de la police ou la démission du gouvernement, tout cela constitue des éléments nouveaux au Portugal. Ils limitent, dans une certaine mesure, les marges de manœuvre politiques de la bureaucratie.

PREPARER LES ÉLECTIONS GÉNÉRALES

L'ensemble de ces éléments ouvre la possibilité d'élections générales anticipées.

Pour préparer cette éventualité, le mouvement ouvrier se trouve dans une situation difficile. Alors que se multiplient les expériences de luttes ouvrières sur une grande échelle, il n'est pas du tout sûr que la balance électorale penche du côté des partis ouvriers. La clef du problème est évidemment le PS et le développement des luttes.

Si l'on peut compter sur une progression électorale du PCP, en raison de son rôle actif dans l'opposition au gouvernement, les résultats du PS sont plus douteux. Bien que divisé, le PS maintient en permanence une politique de collaboration avec le gouvernement — dont l'attitude de l'UGT est la meilleure illustration —, au moment même où ce gouvernement s'identifie à la répression, à l'austérité, aux mesures antidémocratiques.

L'un des exemples de ces ambiguïtés, c'est la question des prisonniers politiques du Parti de la révolution portugaise (PRP) (1). Alors que ce qui est à l'ordre du jour, c'est la défense des droits démocratiques élémentaires et d'approfondir les divisions de la fraction parlementaire de l'AD, Mario Soares s'oppose à un vote du PS en faveur de l'amnistie. Avec l'argument que cette loi ferait perdre des voix au PS... Il n'est pas difficile de comprendre que cette orientation conduit au contraire à une perte supplémentaire de voix. C'est d'ailleurs la seule chose que la direction du PS ait réussi à faire avec quelque cohérence depuis 1974.

C'est dans ce contexte que l'on peut pleinement comprendre l'importance de ces deux grèves générales qui expriment la radicalisation du mouvement ouvrier et ses aspirations à l'unité. La traduction de cette pression au sein du PS doit se concrétiser par une rupture du PS avec la droite au sein de l'UGT et au développement des luttes pour parvenir à une majorité des partis ouvriers, indépendante du président Ramalho Eanes, au Parlement.

Cette solution est possible et désormais à portée de la main, après les deux grèves générales. Mais il faut lutter pour cela sans relâche et œuvrer à construire l'unité ouvrière pour chasser le gouvernement de l'AD. ■

Francisco LOUÇA
Lisbonne, mai 1982.

1. Cf. *Inprecor* numéro 129, du 28 juin 1982. On a appris, depuis la rédaction de cet article, que ces militants ont finalement été libérés (NDLR).

IRAN

Dans la prison d'Evin

Témoignage de Bahram Ali Atai , dirigeant du HKE, sur la torture des prisonniers

ARRETE fin décembre 1981 pour avoir distribué un tract réclamant justice pour un ouvrier de l'usine Dupar, du nom de Mostafa Seifabadi qui, après avoir combattu contre l'invasion irakienne s'était vu licencié de son travail, Bahram Ali Atai, ancien travailleur de l'usine de montage automobile Iran National et dirigeant du Hezbe Kargarane Engelabi (HKE, Parti socialiste des travailleurs), l'un des trois groupes se réclamant de la IV^e Internationale en Iran, a passé quatre-vingt-deux jours dans la prison d'Evin à Téhéran.

Après avoir été battu et promis à l'exécution sans pour autant qu'aucune charge sérieuse ou condamnation ne soient prononcées contre lui, Bahram Ali Atai sera finalement libéré sans plus d'explication le 3 mars dernier. Quelques jours plus tard, l'hebdomadaire du HKE, *Kargar* (l'Ouvrier), publiait sous forme d'une interview le témoignage de Bahram Ali Atai sur son passage à la prison d'Evin. En réaction, le 15 mars l'imprimeur de *Kargar*, Mohammed Bagher Falsafi, était arrêté. Le 26 mars, *Kargar* était interdit. Et le 29 mars, Bahram Ali Atai était de nouveau emprisonné.

Dans le numéro 128 du 14 juin dernier d'*Inprecor*, nous avons publié un appel à la libération de Bahram Ali Atai et de Mohammed Bagher Falsafi comprenant un modèle de télégramme pouvant être adressé en guise de protestation aux autorités iraniennes. Nous reproduisons ci-dessous les principaux extraits de l'interview de Bahram Ali Atai publiés dans *Kargar* début mars.

« KARGAR » : — Frère Atai, dans quelles conditions as-tu été arrêté ?

Bahram Ali ATAI : — Le vendredi 11 décembre 1981, je me suis rendu, avec d'autres militants du HKE et des sympathisants de *Kargar* sur les lieux de la prière du Vendredi à Téhéran, pour distribuer un tract adressé à l'hojatolislam Rafsanjani, président du Majlis (Parlement), réclamant justice pour le frère Mostafa Seifabadi, qui est un ouvrier qui a été licencié de l'entreprise Dupar. Dans les premiers jours de la guerre imposée par l'Irak, il a été appelé au front en tant que réserviste, il a combattu pendant six mois et a été blessé. Après avoir été soigné, il est retourné au front. Quand le frère Mostafa Seifabadi est revenu à son usine — l'expiration de son temps de service, le directeur, au lieu de le défendre à cause des souffrances endurées au front dans la guerre de défense de la Révolution islamique, l'a licencié ainsi que d'autres travailleurs, tels le frère Hamdollah Khodakarami, ouvrier musulman et représentant du *shora* (comité) islamique de l'usine. Nous avons distribué des centaines et des centaines de ces appels aux fidèles et nous avons rencontré beaucoup de sympathie.

Après la distribution de ce tract, je me suis dirigé vers le square de la Révolution quand deux personnes se sont approchées de moi et m'ont demandé de les accompagner. Comme je leur demandai : « Où allons-nous ? », ils m'ont répondu : « A la voiture de patrouille du comité islamique. » Je suis allé avec eux vers la

voiture du comité du VII^e secteur. En chemin, ils m'ont expliqué que le Centre d'organisation de la prière du Vendredi (Setade Bargazariye Maraseme Nemaze Jomeh — SBMNJ) leur avait demandé de m'arrêter. Il était midi quand nous sommes arrivés au comité du VII^e secteur et il n'y avait personne. Mais un jeune frère qui se trouvait là m'a rapidement interrogé. Il m'a posé une question sur le tract et sur l'organisation qui l'avait publié. Je lui ai expliqué que j'étais membre du HKE, que le tract en question était un appel en faveur du frère Mostafa Seifabadi, que d'autres personnes l'avaient également distribué à la prière du Vendredi mais que nul ne les avait inquiétés, et que j'étais le seul à avoir été amené là.

De toute façon, le comité du VII^e secteur ne savait pas quoi faire de moi et ils ont dû téléphoner au comité central du Parti de la République islamique (PRI) pour prendre des instructions. Ils sont entrés en communication avec le comité central et, apparemment, quelqu'un leur a dit alors de m'y amener. Comme nous étions le vendredi et qu'il n'y avait personne là-bas, on leur a dit de m'amener le samedi. Je suis resté au comité du VII^e secteur jusqu'à 6 heures du soir et, finalement, ils m'ont autorisé à rentrer chez moi par mes propres moyens et demandé de revenir samedi. Il m'est apparu clairement que cette arrestation n'était pas accidentelle, mais qu'elle avait été projetée.

Samedi matin, je me présentai au comité du VII^e secteur et, avec d'autres,

qui m'ont dit avoir été inculpés, j'ai été au comité central. A la section d'interrogatoire du comité central, j'ai parlé avec le frère Motahari, avec lequel j'avais été précédemment en contact et avec qui j'avais parlé des activités du HKE et de Kargar ; je le connais donc. Je lui ai expliqué le problème de la diffusion des tracts en défense du frère Mustafa Seifabadi et, du fait que ceux qui sont chargés du SBMNJ et les frères de la brigade d'opération du comité régional étaient depuis longtemps au courant de nos activités, comme de la vente de Kargar aux fidèles se rendant à la prière. Mais, cette fois, l'attitude du frère Motahari a été différente de celle du passé. Il m'a dit que je m'étais livré à une « provocation ». Je lui ai demandé : « Que veux-tu dire par "provocation" ? » Le frère Motahari m'a expliqué que distribuer un tract comme l'appel pour Mustapha Seifabadi constituait une provocation. Bien sûr, pour moi il était instructif de voir comment un responsable du comité central défendait un licencement illégal opéré par le directeur infidèle de l'usine Dupar. Je lui ai répondu : « Frère Motahari, la distribution de cet appel n'est pas une provocation, elle fait partie des activités du HKE légales et conformes à la religion. Ces activités se situent dans le cadre de l'intensification de la contradiction entre la Révolution iranienne et l'impérialisme et ses agents en Iran. » Le frère Motahari m'a répondu que l'ancien président Abolhassan Bani Sadr s'était livré à la même provocation puis, détournant la tête, il m'a dit que les Iraniens avaient décidé de combattre « la ligne américaine », et il a rangé les activités légales du HKE et de Kargar sous l'étiquette de « ligne américaine ». Cela aussi c'était intéressant : le frère Motahari était décidé à mener une lutte contre « la ligne américaine », lutte dont l'essence était le soutien à un directeur d'usine qui licenciait illégalement. Le frère Motahari a conclu ses remarques par ces mots : « De toutes façons, nous sommes fatigués de vos activités politiques et nous allons vous déférer au procureur de la Révolution islamique. » Ils m'ont alors bandé les yeux et m'ont gardé dans la salle d'interrogatoire improvisée du comité central du PRI.

Le dimanche, vers les 10 heures du matin, ils m'ont extrait de ma cellule et m'ont brièvement interrogé dans une pièce, puis ils m'ont pris en photo dans une autre pièce et finalement ils m'ont bandé les yeux et, avec quelques autres, ils nous ont fait aligner. C'est alors que quelqu'un que je ne connaissais pas m'a mis la main sur l'épaule et a dit à un autre : « C'est l'un de ceux qui doivent être exécutés ? » L'autre a répondu : « Ouais ! » Cela m'a stupéfié, parce qu'ils m'avaient amené de la prière du Vendredi au comité central, m'avaient bandé les yeux, et maintenant, sans même me dire de quoi j'étais accusé, ils me considéraient comme l'une des personnes à exécuter. Les jours passant, il m'est apparu que de telles conversations et de telles pratiques étaient assez communes ...

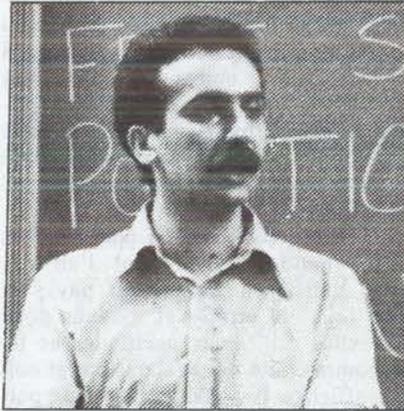
Enfin, plusieurs d'entre nous sommes montés dans un fourgon sans fenêtres, de ceux utilisés couramment pour transporter les criminels, et nous avons quitté le comité central. J'ai demandé aux deux personnes qui étaient assises à mes côtés quels étaient les crimes qui leur étaient reprochés, pour essayer de savoir dans quelle situation je me trouvais. Ils n'ont tous les deux affirmé que leurs crimes étaient « graves ». Ils m'ont dit que sans aucun doute mon crime devait aussi être « grave », puisque j'étais mis dans le même sac que des gens aussi « grave-ment » accusés. En tout cas, après avoir roulé un peu, le véhicule a dévalé une pente raide et j'ai deviné que nous allions à la prison d'Evin.

ENTRÉE A LA PRISON D'EVIN ET INTERROGATOIRE

— Frère Atai, que s'est-il passé quand tu es arrivé à la prison d'Evin ?

— Ils nous ont fait sortir du fourgon, ont relevé nos noms et nous ont conduit au deuxième étage d'un bâtiment. J'ai découvert par la suite qu'il s'agissait du bâtiment du procureur de la Révolution, dans l'enceinte de la prison d'Evin.

Barham Ali Atai. (DR)



Nous nous sommes assis dans un vaste hall. Il y avait beaucoup d'autres gens, environ 100 à 150, assis là également. C'était l'heure du déjeuner et ils se préparaient à nous donner à manger. Je pouvais seulement deviner tout cela à partir des bruits de voix autour de nous, car pendant tout ce temps nous avions les yeux bandés. Ils m'ont donné un peu de nourriture et, nos yeux toujours bandés, ils nous ont dit : « Mangez ! » Pendant tout le temps où nous sommes restés assis dans le hall, nous entendions des cris déchirants provenant des pièces situées des deux côtés du hall, des voix criant des choses comme : « Ne me battez pas, laissez-moi partir, je dis la vérité. Je vous ai tout dit, ne me battez pas ! » Exactement comme ça. Ces cris nous parvenaient depuis ces pièces. C'était comme si des tas de gens étaient en train d'être battus. (...)

Après quelques heures, ils nous ont amenés, toujours les yeux bandés, dans une de ces pièces où pouvaient se trouver environ 30 personnes. J'ai compris, plus tard, que ces 30 personnes étaient comme

les autres accusés ; elles venaient soit de la prison, soit du dehors comme moi, et étaient amenées chez le procureur pour être interrogées.

Je suis resté dans cette pièce trois ou quatre jours, les yeux bandés. Ils nous conduisaient de temps en temps aux toilettes, nous donnaient à manger, et personne ne nous a rien demandé. Finalement, le quatrième jour, jeudi, quelqu'un est arrivé et m'a appelé. J'étais content que quelqu'un m'appelle par mon nom et m'apprenne de quoi j'étais accusé. Il a appelé mon nom et m'a communiqué des détails personnels. Puis il a dit : « Tu retournes dans ta section ! » Je demandai : « Que veux-tu dire par section ? » Il m'a répondu : « Section de la prison ! » Je lui ai demandé de quoi j'étais accusé et pourquoi je n'avais pas été interrogé. Il m'a répondu : « Il y a là trop de monde et, pour le moment, tu vas dans ta section ! »

Cette pratique des yeux bandés à la prison d'Evin a commencé après le début de la période des attentats (fin juin 1981) ; des camarades socialistes emprisonnés, Faranak Zahrai et Monavar Shir Ali ont pu parler d'une pratique visant à créer un chaos mental en bandant les yeux, à Evin. Cette méthode a été étendue à un degré étrange.

J'ai donc été transféré, en bas, à la Ire section de la prison d'Evin, cellule numéro 6, et dans cette section, pour la première fois, j'ai pu ouvrir les yeux. Quand je les ai ouverts, j'ai vu que j'étais dans une salle dont je n'avais jamais vu l'équivalent. J'ai été très choqué par la disposition de la pièce. Elle faisait environ 6 m sur 6 et il y avait à peu près 70 personnes dedans. L'entassement était tel qu'il était impossible de bouger.

— Parle-nous de ton interrogatoire.

— Un mois de détention environ a passé et j'étais resté dans la même pièce avec les autres prisonniers quand, un jour, ils m'ont appelé par mon nom, m'ont bandé les yeux et finalement m'ont amené chez le procureur islamique de la prison d'Evin. C'était là qu'ils m'avaient amené lorsque j'étais arrivé. Plus tard, j'ai remarqué que, dans les services du procureur islamique d'Evin, il y a plusieurs départements d'interrogatoire. J'étais dans le 5e département. Ils m'ont mis face au mur, m'ont fait asseoir sur une chaise et m'ont enlevé le bandeau des yeux. On m'a ordonné de ne jamais regarder derrière moi. Alors, mon interrogateur m'a enjoint de répondre la vérité à chaque question car sinon, ce serait ta'zir, c'est-à-dire le fouet. Je lui ai expliqué : « Je suis content que vous m'interrogiez, parce que je veux que la vérité soit faite et connaître les charges portées contre moi. »

Le magistrat instructeur m'a montré une photo à laquelle était attaché un formulaire imprimé, et il m'a dit d'écrire mon nom et mes coordonnées personnelles dessus. J'ai regardé la photo et j'ai vu que ce n'était pas une photo de moi. Je lui ai dit que ce n'était pas ma photo. Il

a demandé : « *Ce n'est pas ta photo ?* » J'ai dit : « *Non !* » Il a dit : « *Pourquoi mens-tu ?* » J'ai répondu : « *Je ne mens pas, regarde, compare cette photo avec moi et vois s'il s'agit de ma photo ou non.* » Il a séparé la photo du papier et m'a fait écrire mon nom et mes coordonnées sur le papier. Après avoir écrit mon nom, mon adresse et d'autres détails personnels, celui qui m'interrogeait a regardé le papier et m'a demandé : « *Pourquoi as-tu changé ton écriture ?* » Je rétorquai : « *Par Allah, j'ai toujours écrit ainsi !* » Il a insisté pendant un moment sur le fait que je mentais et a finalement concédé que oui, c'était mon écriture sans aucun doute. En parlant par la suite avec d'autres prisonniers, j'ai appris que cela était une tactique d'interrogatoire pratiquement standard à la prison d'Evin ...

Tout au long de l'interrogatoire, puis quand je traversai le hall, des cris stridents à vous briser les tympans montaient des salles d'interrogatoire. J'ai su plus tard que ces cris venaient de prisonniers que l'on fouettait. Ordinairement, lorsqu'un prisonnier réintègre sa section, il pousse un soupir de soulagement parce qu'il est délivré des cris horribles des prisonniers que l'on bat dans le bâtiment du procureur de la Révolution, et qu'il peut alors être délivré du diabolique bandeau sur les yeux. Comme certaines personnes qui vont à l'interrogatoire dans le bâtiment du procureur y restent plusieurs jours, les cris et les yeux bandés finissent vraiment par les affecter sérieusement. (...)

LES CONDITIONS D'EMPRISONNEMENT A EVIN

— Quel genre de gens étaient à Evin et pourquoi y étaient-ils ?

— J'étais donc dans la Ire section, cellule numéro 6. Il y avait plusieurs sortes de gens dans ma cellule qui comprenaient environ 80 personnes. Il y avait deux ouvriers qualifiés de la raffinerie de pétrole de Téhéran. Ils n'avaient pas de contacts particuliers avec un groupe politique ; ils avaient été arrêtés seulement pour des problèmes internes à la raffinerie et, par chance, l'un d'entre eux a été relâché en même temps que moi.

Il y avait un frère de la compagnie des autobus municipaux, appelé Asghar Kaheh, un travailleur de l'entretien du quartier de Narmak, un autre de la compagnie municipale d'autobus et un membre du *shora* (comité) islamique. Le frère Asghar Kaheh avait été arrêté quelque neuf mois auparavant et son cas avait été examiné pendant tout ce temps. Il y avait plusieurs ouvriers d'une fabrique textile, de la National Shoe et de l'Iran National.

Bien sûr, les ouvriers étaient une minorité parmi les 80 personnes. Environ la moitié des occupants de la cellule avaient été arrêtés sous l'inculpation d'avoir des relations ou de sympathiser avec l'Organisation des Moujahidin Kalq (du peuple) (OMPI), l'autre moitié était accusée

de sympathie ou de relations avec de prétendus groupes « de gauche » comme le Peykar, les Fedayin du peuple (minorité), Razmandegan (les Combattants), les Fedayin du peuple (majorité), le parti Toudeh (communiste) ou des groupes comme « Hadad » et « Prophètes », dont je n'avais jamais entendu parler. Un ou deux étaient arrêtés en relation avec l'ancien président Abolhassan Bani Sadr.

Un nombre significatif de personnes, une quinzaine, étaient docteurs, médecins, spécialistes ou étudiants en dernière année d'université. La plupart avaient été arrêtées à cause de leurs relations passées avec des groupes politiques ou, au cours des deux dernières années, avec le front étudiant des Moujahidin appelé Organisation des étudiants islamiques, ou l'organisation étudiante des Fedayin appelée « Avant-garde ». Leur âge allait de 17 ou 18 ans jusqu'à plus de 40 ans, mais la plupart avaient entre 20 et 30 ans. La plupart étaient là sans raison apparente, certaines avaient déjà été interrogées ; pour d'autres, leur interrogatoire était à moitié terminé. Enfin, certaines n'avaient pas du tout été interrogées. Environ 90 % des personnes de la cellule étaient opposées à la lutte armée. Plusieurs avaient été arrêtées arbitrairement ou sans motif apparent. Par exemple, un membre des Moujahidin du peuple activement recherché par les fonctionnaires du bureau du procureur ayant réussi à échapper à l'arrestation, les sbires du procureur avaient arrêté tous les membres de sa famille, son fils, sa mère, son père, sa sœur et son frère ; son frère était dans notre salle et sa sœur était toujours à la prison des femmes.

En ce qui concerne les partisans des Fedayin (majorité), qui sont l'un des groupes politiques légaux du pays, ils avaient tous été arrêtés et détenus pour des activités politiques pacifiques et légales, comme faire des déclarations et coller des affiches. Il y avait même deux partisans des Fedayin (majorité) qui étaient étudiants et avaient été arrêtés le premier jour de leur arrivée à l'université et amenés à la prison d'Evin. A l'époque, ils avaient bien sûr de grands espoirs d'être relâchés dès que possible.

Je dois ajouter que pendant les quelques jours où nous avons été dans la mê-

me cellule, j'ai eu l'occasion de parler un moment avec Shkrollah Paknezhad, le dirigeant du Front démocratique national. Lors de mon arrivée dans la cellule numéro 6, plusieurs personnes m'ont entouré pour savoir ce qui se passait au dehors. Tout en parlant, je remarquai que les traits de l'une d'entre elles m'étaient familiers. Je lui demandai : « *Qui es-tu ?* » ; il m'a répondu : « *Paknezhad.* » Tout d'un coup, je me suis rendu compte que, oui, ... avant la révolution, je l'avais vu. Je lui dis : « *Frère Paknezhad, j'ai participé à des initiatives pour te faire libérer, lorsque j'étais en dehors du pays, pendant les années de l'oppression Pahlavi. Comme il est étrange que nous nous rencontrions, pour la première fois, ici.* » En tout cas, il pensait que vu les accusations portées contre lui par le tribunal, il serait sûrement exécuté. Et il m'a dit qu'il craignait que l'impérialisme ne réussisse à défaire la Révolution. Comme je lui expliquai la lutte pour la libération d'intellectuels comme Mostafa Rahimi et Reza Baraheni, il m'a demandé si son nom était également parmi ceux qui, à l'extérieur, étaient défendus. J'ai dû lui répondre qu'à mon avis il ne l'était pas, parce que je n'étais même pas au courant de son arrestation. Il s'est montré très découragé. Un jour, à l'aube, on l'a appelé et on lui a demandé de venir avec toutes ses affaires. Il a salué tout le monde et a dit : « *Soyez courageux !* » Il est intéressant de noter que Shkrollah Paknezhad disait n'avoir jamais participé à aucune action armée.

— Peux-tu parler des exécutions à Evin ?

— Le procureur avait retenu douze chefs d'accusation contre Shkrollah Paknezhad. Six d'entre eux concernaient le Front démocratique national, plusieurs le Kurdistan et les liens avec les Moujahidin, et un autre l'accusait, en gros, d'avoir « *trompé la jeune génération* ». Il l'ont emmené et l'ont fusillé.

Il y avait aussi là un jeune homme de 18 ans qui avait secrètement aidé à poser une bombe. Il a aussi été fusillé. Plusieurs occupants de la cellule avaient déjà été fusillés avant mon arrivée. Mes compagnons de cellule me l'ont dit. En général, les exécutions avaient lieu entre 6 et 8

Exécutions sommaires en Iran. (DR)



heures du soir, ainsi nous savions, lorsqu'ils venaient dans l'après-midi et disaient à untel et untel de venir avec toutes leurs affaires, que ceux-ci allaient être exécutés. De plus, pendant les premières semaines de mon emprisonnement, une fois par semaine, on entendait le bruit des exécutions et de la fusillade. Les prisonniers restaient calmes et comptaient le nombre de coups de feu ; ceux-ci atteignaient parfois le chiffre de 50, 60, jusqu'à 70, et ces exécutions n'ont jamais été rapportées dans la presse quotidienne que nous lisions en prison.

(Bahram Ali Atai parle ici des coups infligés aux prisonniers) ... Quatre jours les yeux bandés dans ce hall et quand quelqu'un a les yeux bandés, il ne se rend même pas bien compte que c'est l'heure de manger. C'est pourquoi les pressions qui s'exercent sur les prisonniers dans le bâtiment du procureur de la Révolution sont de loin plus terribles que celles des cellules de la prison. Une des choses qui bouleverse beaucoup les prisonniers dans le bâtiment du procureur de la Révolution, ce sont les cris de ceux que l'on fouette dans les pièces où se mènent les interrogatoires. Leurs cris et leurs hurlements ont un effet terrible sur les prisonniers. Bien sûr, c'est au moment de l'interrogatoire que les prisonniers sont battus. Les frères du bureau du procureur appellent ça *ta'zir*, mais *ta'zir* c'est lorsque le crime de quelqu'un a été reconnu et que les juges religieux l'ont condamné à la punition religieuse du fouet. Mais, chez le procureur, les prisonniers sont fouettés avant même que leur crime et l'accusation aient été confirmés et qu'ils soient passés devant le tribunal, c'est-à-dire au début de l'interrogatoire, alors que le détenu ne sait même pas encore de quoi il est accusé. J'ai connu des gens, et je suis prêt à donner leurs noms si besoin, qui ont été battus seulement pour qu'elles donnent des informations à la personne menant l'interrogatoire, aussi longtemps que les prisonniers ne donnaient pas les informations que le frère recherchait et jusqu'à ce qu'ils parlent. Les cris de « *Ne me battez pas !* », la voix de celui qui mène l'interrogatoire disant « *Parle !* », et puis des hurlements ...

— Est-ce que les fonctionnaires du service du procureur utilisent d'autres méthodes pour obtenir des renseignements ?

— Oui. Dans la prison, j'ai rencontré des gens qui avaient subi des traitements illégaux d'au moins deux sortes, dont on pouvait encore voir les marques sur leur corps.

L'un de ces traitements consiste à lier les mains du prisonnier avec des menottes, à les lever au-dessus de sa tête et à suspendre le prisonnier à un clou. Ainsi, tout son corps est suspendu à ce clou et seul le bout de son orteil touche le sol, et cela pendant des heures. Les menottes exercent une pression sur les poignets, la peau et les muscles des mains sont entamés ; les blessures arrivent presque jusqu'à l'os et une cicatrice de deux centimètres reste sur le poignet. L'autre trai-



Khomeïni terrassant le Shah sur une affiche à Téhéran. (DR)

tement consiste à passer un bras au-dessus de la tête vers le dos du prisonnier, l'autre main est tordue dans le dos à hauteur de la taille. Les deux mains sont attachées derrière sa tête avec des menottes, ce qui fait que les mains plient complètement le dos en arrière et que le prisonnier doit soulager alternativement la douleur de son dos et de sa taille, et ce pendant des heures ...

La série de coups de fouet qui sont régulièrement administrés au cours d'un interrogatoire, pour obtenir des renseignements ou la confession d'un prisonnier, comprend entre 40 et 45 coups qui ne se limitent pas à la plante des pieds, mais frappent aussi le dos. Ordinairement, un prisonnier battu voit ses pieds enfler, de la cheville à la plante, jusqu'à deux fois leur taille normale. J'utilise le mot « fouet », mais ce sont des coups portés avec une corde épaisse et très serrée qui fait terriblement mal. La plante des pieds se couvre d'énormes cloques et de couches de pus. J'ai vu de mes propres yeux beaucoup de prisonniers dans ce cas, dans la cellule et dans les services du procureur de la Révolution. Bien sûr, il n'y avait ni les bandages ni les médicaments dont ils auraient eu besoin pour se soigner.

Ils battent évidemment aussi les femmes, car on entendait venant des salles d'interrogatoire des voix et des cris de femmes et d'hommes, et dans le hall on pouvait voir, par-dessus nos bandeaux, des femmes et des hommes avec les pieds enflés ou enveloppés de chiffons, qui marchaient en clopinant.

— As-tu été battu ?

— Oui.

— Raconte-nous.

— Le deuxième ou troisième jour, j'étais assis sur le sol et j'attendais dans le bâtiment du procureur, avec environ 20 autres personnes. Tout le monde avait les yeux bandés, comme d'habitude. Dans l'après-midi, mes jambes étaient très fatiguées. Je me suis levé pour changer de position et la tête me tournait un peu. Pour garder mon équilibre, j'ai mis la main sur l'épaule de quelqu'un. Juste à ce moment-là, mon bandeau a glissé et s'est légèrement déplacé. Alors un homme d'environ 26 ans, appelé frère Morteza, qui était chargé de diverses tâches dans le hall et les pièces du deuxième étage du bâtiment du tribunal à Evin, comme donner à manger aux détenus, s'est arrêté devant la porte et a crié : « *Eh ! Est-ce que je ne t'ai pas déjà dit une centaine de fois de ne pas desserrer ton bandeau ?* » Il m'a alors appelé, ainsi que deux autres personnes assises près de moi et a dit : « *5 coups de fouet pour chacun !* » Evidemment, les deux autres n'avaient rien fait mais, apparemment, le frère Morteza pensait que nous avions tous les trois desserré notre bandeau. Nous avons été immédiatement emmenés dans une pièce qui était au bout du hall. Il nous a dit d'enlever nos chaussures et nos chaussettes et, un par un, de nous coucher sur le ventre, sur le lit, de façon à ce que la plante de nos pieds dépasse un peu du lit. Il nous a alors frappé chacun de cinq coups de fouet. Ce fouet faisait environ 2 à 3 cm de circonférence, il était fait de fils de nylon tressés et mesurait à peu près 60 à 70 cm de long. J'ai entendu dire que des câbles étaient également utilisés comme fouets, mais je n'en ai jamais vu ...

Propos recueillis pour « KARGAR »
Téhéran, mars 1982.

Malgré l'érosion de sa popularité, le PRD a de nouveau remporté les présidentielles

LES résultats des élections générales qui ont eu lieu en République Dominicaine le dimanche 16 mai dernier indiquent tout d'abord que la situation reste caractérisée par une polarisation entre les deux principaux partis — le Parti révolutionnaire dominicain (PRD) et le Parti réformiste (PR) du très réactionnaire ex-président (1966-1978) Joaquin Balaguer — qui ont recueilli ensemble 85 % des voix environ. Ce pourcentage élevé reste, toutefois, inférieur à celui des élections de 1978 où PRD et PR avaient obtenu à eux deux 94 % des suffrages. Cette fois-ci, c'est surtout la bonne performance du Parti de la libération dominicaine (PLD), dirigé par Juan Bosch, qui a probablement pris des voix des deux côtés, qui explique ce résultat. Ce qui implique, par ailleurs, que le parti gouvernemental est désormais minoritaire par rapport à l'ensemble des formations de l'opposition, droite et gauche confondues.

Mais, grâce à la loi électorale, il n'y a pas eu d'évolution parallèle au niveau parlementaire. En effet, le PRD non seulement conserve la majorité absolue des sièges à la Chambre des députés, mais il arrache également la majorité au Sénat, dont le contrôle était auparavant assuré par le PR. Le PLD obtient 7 députés, alors que les deux listes de gauche se réclamant du mouvement ouvrier n'ont finalement obtenu aucune représentation.

Les résultats de la gauche sont nettement inférieurs aux prévisions. Aux présidentielles, la Unidad Socialista (US) a obtenu 18 495 voix et la Izquierda Unida (IU) 14 941. Aux élections parlementaires — dont les résultats détaillés n'ont toujours pas été publiés — la performance a été légèrement supérieure : environ 50 000 voix au total. Un tiers des électeurs de la gauche ont fort probablement voté pour le candidat du PRD à la présidence, Salvador Jorge Blanco. Ils ont été encouragés à voter de la sorte par l'attitude prise aussi bien par le Parti communiste dominicain (PCD) que par l'Union patriotique anti-impérialiste (UPA) — dans une moindre mesure par Rafael « Fafa » Taveras, membre du Noyau communiste des travailleurs (NCT) — qui ont accepté l'idée d'un *voto fraccionado*, à savoir un vote différent à l'élection présidentielle par rapport aux élections parlementaires.

Si on se rappelle que, par exemple, plusieurs dizaines de milliers de personnes ont participé au mois de mars à une grande manifestation de la IU, et que bien plus de 100 000 signatures ont été récoltées pour la présentation des listes, il est évident que de nombreux électeurs ont surtout voulu évi-



ter un succès du parti de l'ancien président Joaquin Balaguer en soutenant le PRD. D'autres ont voté pour le PLD, qui pouvait jouir du prestige de l'ancien président Juan Bosch, vainqueur des élections de fin 1962 et renversé quelques mois plus tard par un coup d'Etat militaire.

Les bilans faits par les organisations de gauche soulignent, en général, la persistance des illusions dans le PRD de larges secteurs de masses, malgré l'usure que celui-ci a subie par un exercice du pouvoir qui n'a presque rien apporté depuis 1978 aux ouvriers et aux paysans. Ces illusions ont été stimulées par une candidature comme celle de Salvador Jorge Blanco, qui s'est présenté comme exempt de toute responsabilité dans la gestion du président sortant Antonio Guzman (décédé récemment d'une balle dans la tête dans des circonstances suspectes). Par ailleurs, les masses craignaient notamment un retour éventuel du très réactionnaire Joaquin Balaguer ou, à moyen terme, un coup d'Etat, et ont estimé qu'une victoire du PRD leur donnait plus de garanties de pouvoir maintenir les droits démocratiques élémentaires qu'elles avaient arrachés. Dans ce contexte, la gauche dans son ensemble n'est pas apparue comme une alternative crédible.

Cela d'autant moins qu'elle s'est présentée divisée non seulement entre les deux candidats Narciso Isa Conde et Rafael « Fafa » Taveras, mais aussi entre deux différents bulletins de vote au sein de la même liste. Qui plus est, la propagande pour le *voto fraccionado* l'a affaibli politiquement, de même que la différenciation insuffisante par rapport au PLD qui a mené une campagne nationaliste très modérée en attaquant vigoureusement la gauche.

En dernière analyse, celle-ci a manqué une occasion importante pour mener le combat — fondamental en République Dominicaine — pour l'autonomie du mouvement ouvrier face à toutes les formations politiques bourgeoises. « *Le mouvement ouvrier* — ont écrit dans leur premier bilan nos camarades de la Liga comunista revolucionaria (LCR), l'une des deux organisations dominicaines sympathisantes de la IVe Internationale — n'a pas atteint la conscience de la nécessité de créer des organisations politiques de masse indépendantes, différenciées substantiellement du PRD et du populisme bourgeois et petit-bourgeois. »

Cette bataille pour l'indépendance du mouvement ouvrier reste plus que jamais à l'ordre du jour. A cette étape, elle devra être menée surtout au niveau du mouvement syndical, pour son unité et son autonomie par rapport au gouvernement et au parti au pouvoir, et au niveau de la solidarité agissante avec la révolution qui monte en Amérique centrale, contre toute agression, menace et manœuvre de l'impérialisme nord-américain et de ses complices.

RÉSULTATS DES ELECTIONS DU 16 MAI 1982

- Parti révolutionnaire dominicain - PRD (Salvador Jorge Blanco) : 46,7 %
- Parti réformiste - PR (Joaquin Balaguer) : 39,14 %
- Parti de la libération dominicaine - PLD (Juan Bosch) : 9,69 %
- Parti quesqueyen démocratique - PQD (Elias Wessin y Wessin) : 1,89 %
- Unidad Socialista - US (Narciso Isa Conde) : 1,03 % (dont 0,62 % au Parti communiste dominicain - PCD et 0,41 % au Mouvement populaire socialiste - MPS).
- Izquierda Unida - IU (Rafael « Fafa » Taveras) : 0,83 % (dont 0,50 % à l'Union patriotique anti-impérialiste - UPA et 0,33 % au Bloc socialiste - BS).

Aux élections de 1978, le PRD avait eu 52 %, le PR 42 % et le PLD 1 % environ des voix.

L.M.

La singularité du communisme dominicain

Un entretien exclusif avec Narciso Isa Conde,
secrétaire général du Parti communiste dominicain (PCD)

Nous publions ci-dessous le texte d'une interview que le secrétaire général du Parti communiste dominicain (PCD), Narciso Isa Conde, a donnée pour Inprecor avant les dernières élections.

Depuis la moitié des années 1960, le PCD occupe une place assez particulière parmi les partis communistes. A la Conférence de Moscou de 1969, il a été le seul à voter contre la résolution finale.

Aujourd'hui, ses dirigeants expriment des positions critiques face aux dirigeants soviétiques, tout en rejetant en même temps les conceptions dites eurocommunistes.

« INPRECOR » : — Dans quelles conditions le Parti communiste dominicain (PCD) a-t-il été fondé ?

Narciso ISA CONDE : — La fondation du PCD remonte au début des années 1940. Sa date de création formelle est le 27 février 1944, quand s'est tenue une sorte d'Assemblée ou Congrès de fondation du Parti nationaliste démocratique révolutionnaire (PNDR), doté de statuts et se proclamant marxiste-léniniste et même marxiste-léniniste-stalinien.

En 1946, sous l'influence du « brownisme », qui avait une certaine force en Amérique latine à cause de l'influence du Parti communiste des Etats-Unis, il a changé de dénomination et est devenu le Parti socialiste populaire (PSP). Mettant à profit le climat prévalant à la fin de la Seconde Guerre mondiale après la défaite du fascisme, le parti s'est lancé dans l'activité publique et a développé avec audace un travail légal important, mais son organisation est restée précaire. Cette période s'est terminée avec l'ouverture de la guerre froide et la répression exercée par la dictature de Rafael Trujillo (au pouvoir de 1930 à 1961), qui a pratiquement démantelé le parti. C'est à peine s'il restait encore quelques militants, par ailleurs très dispersés. De nombreux camarades se sont retrouvés en prison ou se sont réfugiés dans les ambassades. D'autres ont été assassinés, parmi lesquels il faut compter notre principal fondateur, le camarade Freddy Valdez, qui avait été militant du PSP cubain.

Pratiquement, le PSP est alors devenu un parti en exil, sans racines dans le pays, ce qui a influé de façon décisive sur son histoire, en entraînant un éloignement de la réalité nationale, accentué par une approche dogmatique de celle-ci. La réimplantation sur le territoire national ne s'est faite que tardivement et on n'a pas profité des possibilités d'apparition publique. A la fin de l'année 1961 (Rafael Trujillo est assassiné le 30 mai 1961), des relations ont été établies avec d'anciens militants qui avaient été liés au mouve-

ment en 1946-1947. Quelques cellules sont constituées. Au début de 1962, le parti est réorganisé par des dirigeants en exil rentrés clandestinement dans le pays. Commence alors le travail de construction des premiers cercles de formation marxiste et la publication du journal du parti, *El Popular*.

Jusqu'en 1965, l'organisation est terriblement fragile. Le parti n'a pas de programme. Son orientation politique se limite à la lutte pour la démocratie et la libération nationale. Le slogan de l'époque est d'ailleurs « Pour la démocratie et la libération nationale ! ». La propagande socialiste y est tout à fait absente.

C'est au cours de cette période que commence à se développer en son sein tout un courant critique visant surtout ce que nous qualifions alors d'attitude tout à fait suiviste par rapport à la politique extérieure de l'URSS. Cela se combinait d'ailleurs avec une absence quasi complète de relations avec le monde socialiste, le mouvement communiste et le mouvement révolutionnaire mondial dans toute sa diversité. Les seuls liens existants étaient avec l'URSS. Les relations avec Cuba s'étaient relâchées à la suite de la polémique entre les partis communistes d'Amérique latine et les Cubains. Le mouvement critique s'affirme en 1964, avant tout dans l'organisation étudiante du parti et dans le District national (capitale). Cela aboutit à une modification des positions traditionnelles du parti. Des décisions sont prises pour aller vers l'élaboration d'un programme qui applique le marxisme à la réalité nationale et définit clairement la finalité socialiste du parti. Ce processus de critique-autocritique culminera au moment de la révolution d'Avril 1965 (guerre civile entre les partisans de Juan Bosch et du colonel Francisco Caamano contre les partisans du général Imbert Barreras).

Le parti parvient à s'intégrer politiquement dans le mouvement insurrectionnel et à jouer un rôle politique significatif, malgré le nombre limité de ses militants. Il renforce ses rangs, multiplie ses forces. Il adopte le nom de Parti communiste dominicain (PCD) et élabore un projet de programme. Des changements interviennent au sein des organismes de direction. De nouveaux cadres sont promus, notamment des dirigeants étudiants. Certains dirigeants de province ou provenant du mouvement ouvrier entrent à la direction du parti, comme aboutissement du processus critique.

La direction éclate en deux parties (mais pas le parti) dès la fin de la révolution d'Avril (défaite après l'intervention des marines américains), surtout autour de la discussion sur la politique internationale, une partie des vieux dirigeants n'acceptant pas de se plier aux nouvelles

décisions prises par le parti sur toutes ces questions. Le document autocritique qui est rédigé en août 1965 définit une orientation programmatique et une politique internationale indépendantes, tout en s'affirmant en général pour le renforcement des liens avec le monde socialiste, les partis communistes et le Parti communiste de l'Union soviétique (PCUS). Voilà, à grands traits, les aspects les plus importants de notre histoire.

— Après la chute de la dictature de Rafael Trujillo, quel a été l'axe d'intervention fondamental du PSP et quelles en ont été les conséquences pratiques ?

— Nous pouvons mieux apprécier maintenant quelles ont été nos erreurs fondamentales à l'époque. J'exprime là mon opinion personnelle, mais je pense qu'elle est très largement partagée par la direction du parti.

D'abord, l'absence du parti sur le terrain. Là, nous avons manqué d'audace, même s'il est vrai que tous les moyens étaient bons pour empêcher le retour des communistes et d'autres militants de gauche. Ce dont le Parti révolutionnaire dominicain (PRD), alors dirigé par Juan Bosch, a incontestablement pu profiter.

De toute façon, on peut penser qu'on aurait dû prévoir cette possibilité, et qu'il aurait fallu faire preuve de plus d'audace dans le travail clandestin, afin d'être plus présent. Le parti a pratiquement été absent de juin à décembre 1961, lors du développement du mouvement de masse contre les derniers résidus de la dictature de Rafael Trujillo. C'est ce vide qu'ont occupé une série de mouvements de gauche politiquement hétérogènes, comme le Mouvement révolutionnaire du 14-Juin (MR-14) et le Mouvement populaire dominicain (MPD), qui étaient présents dans le pays dès la fin des années 1950. Notre parti n'est pas parvenu à se lier aux masses.

Comme je l'ai déjà dit, un certain nombre de cadres sont rentrés à la fin de 1961 pour former les premiers noyaux et établir des contacts avec le Mouvement révolutionnaire du 14-Juin. Nos militants étaient alors dans l'Union civique nationale (UCN), mais ce n'était pas une présence publique, c'était plutôt une tactique d'infiltration, ce qui fait que le parti manquait alors complètement d'identité. Il n'avait pas d'organe de presse, pas ses propres porte-parole, pas de présence ouverte dans la rue.

Le parti n'a commencé à publier un organe clandestin qu'au début de 1962, alors que la crise était déjà tranchée en faveur de l'oligarchie. Ce n'est qu'à ce moment que commence un lent travail d'organisation, alors que d'autres organisations s'étaient déjà implantées parmi les

masses : à droite, l'Union civique nationale (UCN), au centre-droit, le Parti révolutionnaire dominicain (PRD) et, à gauche, le MR-14 Juin et le MPD. Dans ce contexte, notre parti était quantité négligeable. Cette faiblesse pèsera énormément sur son développement ultérieur.

— Quelles sont les divergences qui ont commencé à se préciser entre la « vieille garde » et le « mouvement critique » animé par des secteurs jeunes du PSP ?

— Il ne s'agissait pas exactement d'une question de générations. En effet, une partie des dirigeants historiques du parti, parmi lesquels le camarade Pedro Mir, poète de renommée nationale, et Justino José del Orbe, dirigeant ouvrier des années 1940, a donné son appui aux conceptions rénovatrices et, finalement, tout le monde a accepté ces conceptions, même si c'est à contre-cœur ...



Le secrétaire général du PCD, Narciso Isa Conde, et Georges Marchais, dirigeant du PCF. (DR)

En gros, sur le terrain national, un premier aspect essentiel du débat concernait le programme et les buts socialistes du parti. On peut dire que, par le passé, il y avait toujours eu une sorte de mépris pour les questions programmatiques. Dans la mesure où l'on pouvait parler d'un programme, ce n'était qu'une répétition de formules livresques sur les processus de libération nationale. En fait, il y avait une certaine sous-estimation du développement capitaliste dans notre pays, on parlait de régime féodal ou semi-féodal dans l'agriculture, on affirmait que la révolution devait être démocratique et anti-impérialiste, qu'il existait une bourgeoisie nationale avec qui il était possible de s'allier. Tout cela était remis en question par nous.

Un deuxième aspect concernait la question de savoir quelles étaient les méthodes de lutte à mettre en œuvre. En principe, le parti déclarait qu'il ne fallait négliger aucune forme de lutte. Mais, dans la réalité, il n'était pas animé par une ap-

proche envisageant le recours à un affrontement armé et, qui plus est, il n'existait aucune préparation dans ce sens. Ce problème est devenu plus aigu à la suite du coup d'Etat d'avril 1965, au moment où les affrontements violents s'annonçaient.

Un troisième aspect était celui de la politique internationale. Nous caractérisions l'orientation internationale du parti comme suiviste non seulement parce qu'elle s'adaptait aux positions d'un autre parti communiste, à savoir le PC de l'Union soviétique, mais aussi parce qu'il n'y avait aucune élaboration autonome sur ce terrain. On se limitait tout simplement à reproduire des textes. La crise s'est précisée lors du limogeage de Nikita Khrouchtchev (15 octobre 1964), qui a provoqué un malaise dans une partie de la direction du parti. L'explication officielle était qu'après l'élimination de Nikita Khrouchtchev, le PCUS maintenait son orientation léniniste. Bref, un roi était tombé, vive le roi !

Pour nous, le problème était beaucoup plus complexe et nous étions stimulés à nous poser beaucoup de questions et à adopter une attitude critique face au socialisme existant. Nous avions, toutefois, beaucoup de limites à cause du retard de notre formation politique. Il ne faut pas oublier que le pays avait traversé, sous Rafael Trujillo, plusieurs décennies d'obscurantisme où il n'y avait pratiquement aucune possibilité d'avoir accès à la littérature marxiste.

— Quelle a été la position du PCD face à l'intervention soviétique du 20 août 1968 en Tchécoslovaquie, alors que vous étiez déjà à la direction ?

— Nous avons suivi le problème de la Tchécoslovaquie de très près, avant même l'intervention soviétique. Les voyages que nous avons faits dans des pays socialistes et les rapports des délégations et des camarades qui poursuivaient leurs études dans ces pays, nous avaient fait com-

prendre qu'on ne pouvait pas parler du socialisme sans parler de tous ses problèmes. Cela était particulièrement vrai dans le cas de la Tchécoslovaquie.

Nous avons adopté une attitude favorable au processus de rénovation, avant même le déclenchement du « Printemps de Prague » (Antonin Novotny remplacé par Alexandre Dubcek à la tête du PCT le 25 janvier 1968). Nous nous rendions compte en même temps qu'il y avait des réactions hostiles dans d'autres pays et dans les directions de certains partis. Nous avons eu des échanges d'opinions, des discussions. Nous nous sommes efforcés d'être francs dans nos relations internationales, d'éviter les attitudes diplomatiques, de ne pas dire aux gens ce qu'ils auraient aimé entendre, mais ce que nous pensions. C'est pourquoi nous avons obtenu du respect, malgré nos critiques. Pendant le processus en Tchécoslovaquie notamment, nous avons parlé clair avec les Soviétiques lors de pourparlers tenus à un niveau assez élevé.

Au fur et à mesure que le processus se développait et que nous avions des informations sur le programme du PC tchèque, sur sa réinsertion au sein des masses, sur le processus de démocratisation de la société, nous arrivions à la conclusion que le socialisme avait des bases solides et que ce qui était remis en cause, ce n'était pas le socialisme, mais une forme déterminée de gestion. Par conséquent, nous étions favorables au processus de rénovation et nous nous sommes prononcés — au début non publiquement — contre toute forme de pression de l'extérieur.

Après les événements, nous les avons analysés dans un texte qui est l'un des plus importants que le parti ait jamais produit en la matière. Nous avons expliqué quel était le programme du processus de rénovation et quels étaient les maux de la société tchécoslovaque. Nous avons rejeté l'intervention en soulignant qu'elle avait été entreprise surtout à cause des effets que le processus tchèque aurait pu avoir sur les autres pays socialistes. C'était dans une certaine mesure une réaction défensive. Il va sans dire que notre attitude a provoqué des réactions, mais nous en avons discuté très fermement.

Par ailleurs, le fait qu'un petit parti comme le nôtre puisse exprimer des divergences sur un tel terrain et en même temps maintenir ses rapports avec le mouvement communiste (nous avons participé à toutes ses réunions et conférences), donnait une idée assez claire des changements importants qui s'étaient produits depuis la mort de Staline. En fin de compte, nous estimons que malgré toutes les déformations, du point de vue historique, le saut qualitatif qui a été opéré avec la création des pays socialistes a été positif.

Le socialisme pour lequel nous luttons sera le résultat non seulement de modèles nouveaux élaborés dans des pays où le capitalisme existe toujours, mais aussi du renouveau du socialisme à partir des expériences qui ont été faites, des forces qui ont été accumulées, etc.

— L'un des plus importants débats au sein de la gauche dominicaine au cours des années 1970 a été l'attitude du PCD face à ce que tu as toi-même caractérisé dans ton rapport au IIe Congrès comme « la deuxième période Balaguer » (le président Joaquín Balaguer au pouvoir de 1966 à 1978). De quoi s'agit-il ?

— Tout d'abord, nous avons pris conscience du fait que la gauche, y compris nous-mêmes, était entrée dans un processus d'isolement croissant. Le phénomène avait été déjà souligné par Marx : à la suite de toute révolution étouffée, les protagonistes d'une révolution ont du mal à se rendre compte que la révolution a été battue, que la contre-révolution a pris le dessus et que la dynamique du mouvement a été changée. C'est ce qui nous est arrivé après la révolution d'Avril 1965. Tous nos efforts visaient à répéter l'expérience de 1965, en nous concentrant sur une relance de la lutte armée, alors que la contre-révolution avait éliminé les possibilités et les potentialités d'une telle lutte. Déjà en 1970, nous étions considérablement isolés.

Notre réflexion nous a amenés à la conclusion que la contre-révolution était en train de s'imposer non seulement par des méthodes violentes, mais aussi par un processus de développement qui était en train de modifier les traits traditionnels de la société dominicaine dans le cadre du capitalisme dépendant. Le résultat a incontestablement été un développement des couches moyennes qui a privé la gauche d'une partie importante de sa base sociale des années 1960, tout en l'isolant.

Le problème nous est apparu encore plus clairement à partir de 1972, lorsque Joaquín Balaguer a proposé au Congrès national (Parlement) une série de lois réformistes. Mais, déjà auparavant, à la lumière de la première victoire électorale de Joaquín Balaguer (élu le 1er juin 1966, réélu en 1970 et en 1974), nous avions commencé à nous battre pour obtenir la légalisation du parti et sa réintégration dans la vie politique. Certes, le régime avait des traits extrêmement répressifs, mais en même temps il voulait se donner une certaine représentativité démocratique formelle. D'où la possibilité de lutter en même temps contre la terreur et pour la légalité. Nous avons commencé cette lutte en 1971 et nous l'avons menée pendant sept années.

L'adoption des lois agraires représente un autre volet de la conception réformiste du régime Balaguer. Cela a provoqué des conflits avec la base sociale du régime et même une rupture avec une partie de celle-ci, notamment un secteur des propriétaires terriens. Toutefois, ce qui a surtout attiré notre attention, c'est le fait qu'une nouvelle conscience était en train de se créer parmi les paysans et que les luttes sociales allaient reprendre dans les campagnes. Il ne faut pas oublier, par ailleurs, que l'une des faiblesses essentielles de la gauche dominicaine a toujours été son caractère éminemment urbain, particulièrement en avril 1965.

Nous avons compris que nous avions

une occasion de préciser l'attitude des communistes face à des réformes. Les écrits de Rosa Luxemburg nous ont beaucoup aidés en la matière. Il était impossible, d'après nous, de lutter contre la politique de Joaquín Balaguer en se limitant à la dénoncer comme démagogique, comme le faisait le reste de la gauche. Nous devions mettre le gouvernement au pied du mur en exigeant qu'il applique les mesures réformistes, notamment les lois de réforme agraire. C'est à ce moment que nous avons commencé à nous insérer dans le mouvement paysan en expliquant le caractère des lois « réformistes » de Balaguer, leurs limites, la nécessité d'exiger leur application et en les soutenant partiellement. En même temps, nous avons mené la lutte pour notre légalisation.

Cela n'a jamais impliqué la moindre collaboration du PCD avec le régime de Balaguer. Personne n'a jamais pu avancer le moindre élément de preuve d'une telle accusation. Nous n'avons à aucun moment renoncé à notre lutte contre la répression, ni contre la dépendance. Nous avons affirmé qu'il était nécessaire de passer des slogans d'ordre général à une analyse plus précise de la dépendance, en démontrant concrètement pourquoi les investissements étrangers étaient nuisibles à notre pays. Tout cela, la gauche ne l'avait pas compris et elle continuait à considérer la clandestinité comme une fin en soi et les méthodes de la lutte armée comme le seul chemin.

— La victoire du PRD aux élections du 16 mai 1978 et l'élection d'Antonio Guzmán à la présidence de la République ont créé une nouvelle situation politique. Quelle est l'attitude du PCD face au régime du PRD et au PRD en tant que parti ?

— Des années avant la victoire du PRD, nous avions constaté le développement de liens de plus en plus étroits entre la haute direction du PRD et la grande bourgeoisie, ainsi qu'avec l'impérialisme, ce qui l'amenait à abandonner progressivement les références démocratiques du parti.

Cela était évident, déjà à partir de 1974, lorsque fut réalisé un accord entre le PRD, l'opposition de droite et le MPD (Accord de Santiago de los Caballeros). Malgré cet accord, entre 1974 et 1977, les compromis avec la grande bourgeoisie et Washington se sont précisés dans le but de rendre le PRD « acceptable » par les forces conservatrices. Cela s'est combiné avec une décomposition progressive du régime Balaguer et avec un essor des luttes de masse revendicatives et démocratiques.

Lors des élections de mai 1978, dans un contexte d'« ouverture » relative, les masses ont vu dans le PRD l'instrument le plus crédible pour se libérer du balaguérisme. Il est important de souligner que cela coïncidait alors avec la politique de Washington visant à favoriser l'instauration de régimes moins répressifs (défense des « droits de l'homme » de Jimmy Carter).

Voilà dans quelle situation le PRD est arrivé au pouvoir, avec l'aureole du parti qui avait été frustré de sa victoire électorale du 27 janvier 1963 (Juan Bosch, renversé et remplacé par un triumvirat soutenu par l'armée), qui avait participé à la guerre civile d'avril 1965 et qui était apparu pendant les douze années du régime Balaguer comme une force d'opposition intransigeante.

Nous avons analysé la situation dans ces termes, en tirant la conclusion que les accords que le PRD avait réalisés avec les forces bourgeoises l'avaient attiré sur un terrain où il allait devenir insensible aux revendications et aux luttes des masses. Nous avons décidé qu'il fallait assumer une attitude d'opposition intransigeante en même temps que de défense constante des avancées démocratiques du pays. Nous avons, par ailleurs, continué notre bataille idéologique contre les conceptions social-démocrates défendues par le PRD sous la direction de José Francisco Pena Gomez. Tout cela ne nous empêche pas de comprendre que, lors des prochaines élections générales du 16 mai 1982, au-delà des luttes fractionnelles dont le but est d'assurer avec Salvador Jorge Blanco (dirigeant de l'aile « anti-officialiste ») une solution de rechange dans le cadre du PRD lui-même, il y a dans celui-ci des secteurs importants de militants de base qui ont une conscience démocratique et même socialiste. Cette conscience est canalisée justement par un parti de type populiste qui est devenu un fils adoptif de la social-démocratie.

— Quelle est la politique du PCD dans le mouvement syndical ?

— Synthétiquement, nous estimons qu'il est nécessaire d'adopter une politique très ouverte d'unité des syndicats et dans les syndicats en fonction des intérêts économiques de la classe ouvrière. Nous nous opposons à toute manipulation politique, bien que nous comprenons que le parti ne peut pas être neutre par rapport à ces problèmes et, en fait, il peut exister en son sein des positions différentes en matière syndicale. Il ne faut pas oublier, entre autres, qu'en République Dominicaine il y a une influence de ce qu'on pourrait appeler l'anarcho-syndicalisme, et que l'utilisation du syndicat comme tribune des partis, indépendamment des aspirations de la base ouvrière, a provoqué des déformations dans le mouvement syndical.

Bref, nous pensons que le mouvement syndical en tant que tel est une chose, et le travail politique dans la classe ouvrière une autre chose. Les positions anarcho-syndicalistes qu'engendre souvent le mouvement syndical lui-même, représentent un obstacle au travail de structuration du parti dans la classe ouvrière, sur la base d'une politique socialiste, que nous considérons comme essentielle. Il faut tenir compte, par ailleurs, du fait que la classe ouvrière dominicaine est différenciée du point de vue de sa formation et de son origine paysanne récente et qu'il y a une pression considérable de

la population marginale et la masse énorme des chômeurs. En outre, nous sommes en retard dans l'analyse du secteur industriel, non dans sa réalité globale, mais dans ses aspects concrets. La construction d'un parti ouvrier présuppose une telle étude.

Du point de vue du mouvement syndical, nous sommes pour une structuration sur la base d'un seul syndicat dans chaque entreprise et d'une seule centrale syndicale. Le but doit être non pas d'appliquer les orientations des différentes organisations, mais d'organiser le maximum de travailleurs. Malheureusement, nous avons le lourd handicap que représente la fragmentation actuelle par tendances du mouvement syndical.

— Au cours de la campagne électorale ont surgi deux coalitions de la gauche, l'Izquierda Unida (la Gauche unie) et l'Unidad Socialista (Unité socialiste), dont tu es le candidat présidentiel. Peux-tu nous expliquer quelle est la politique d'alliances du PCD et pourquoi, selon toi, l'unité ne s'est pas réalisée entre les deux coalitions de la gauche ?

— En ce qui concerne les alliances, nous prenons en considération deux aspects importants : l'unité d'action et une alliance politique plus durable qui corresponde aux besoins d'une situation politique donnée.

Pour ce qui est de l'unité d'action, nous ne traçons aucune limite. Sur le terrain des luttes sociales et de la lutte avec des objectifs nationaux, il est possible de réaliser une unité d'action avec des forces larges. Dans ce cadre, nous privilégions évidemment l'unité d'action avec la gauche. Sur le terrain de l'unité politique, dans la situation actuelle où il existe un régime de démocratie représentative et que les objectifs démocratiques bourgeois ont été partiellement réalisés, nous privilégions l'unité sur des bases programmatiques socialistes. Nous estimons qu'il faut utiliser la démocratie pour définir l'option socialiste, y compris sur le terrain électoral.

C'est de ce point de vue qu'il y a des divergences avec Izquierda Unida (IU). Dans Izquierda Unida, il y a évidemment des secteurs favorables à une alliance sur des bases programmatiques socialistes. Nous voulons maintenir des rapports avec eux. Mais il y a, d'autre part, des secteurs auxquels on a fait des concessions importantes. Par exemple, le gouvernement pour lequel on lutte est caractérisé comme démocratique, populaire et révolutionnaire. On met la sourdine à la propagande socialiste et on ouvre la porte à des interprétations différentes : une partie de Izquierda Unida parle de la nécessité d'une politique carrément antibourgeoise, de classe, alors que d'autres ont fait des déclarations envisageant la possibilité d'une alliance avec des secteurs de la bourgeoisie. Voilà les raisons de la différenciation entre les deux coalitions. J'ajoute qu'ont pu également jouer des éléments de nature plus strictement électorale (candidatures, etc.), mais en réalité

on n'est pas arrivé à entamer la discussion sur ce terrain.

En l'absence d'un accord d'ensemble, nous avons opté pour une unité encore limitée sur des bases programmatiques socialistes. Nous pensons que l'expérience stimulera des réflexions et que l'idée d'une alliance de gauche sur des bases programmatiques socialistes fera son chemin au sein des organisations d'Izquierda Unida aussi.

— Ce que tu viens de dire correspond à la proposition faite par le PCD, selon laquelle on aurait dû réaliser une alliance sans le Parti des travailleurs dominicains (PTD) et de son « front de masse », l'Union populaire anti-impérialiste (UPA) qui, pourtant, représentent une force considérable dans le mouvement ouvrier et populaire. En effet, il ne peut pas être question d'exclure des forces bourgeoises pour la simple raison qu'il n'existe aucune force bourgeoise dans les deux coalitions.

— C'est vrai, mais le problème est de savoir quel est le rôle des marxistes — nous sommes en train de parler d'une unité entre marxistes —, et ce rôle est de former la conscience socialiste. C'est pourquoi le problème ne peut pas se résoudre à une simple question de dénomination. Nous ne sommes pas confrontés à deux programmes équivalents : l'un se présente explicitement comme socialiste et l'autre ne le fait pas. Toute une série de références et de formules concernant la propriété sociale, le remplacement de la société capitaliste par une société alternative, etc., ne peuvent pas remplacer l'idée d'un projet socialiste. Il ne s'agit pas d'inventer des choses et, d'autre part, il ne faut pas oublier que nous sommes bombardés par la propagande bourgeoise à laquelle il faut répondre avec clarté.

Nous n'excluons pas que, dans une autre conjoncture, une unité sur des bases plus limitées puisse être souhaitable. Cela pourrait être le cas si on était en présence de forces réelles, ni marxistes ni socialistes, mais qui seraient disposées à réaliser une alliance avec nous sur des objectifs déterminés. Aujourd'hui, nous sommes dans une situation différente, notre rôle est de former une conscience socialiste, d'avancer et de développer une option socialiste nous permettant d'avoir une influence plus grande dans une nouvelle conjoncture. Cela n'est possible que par un processus de lutte sociale et d'affrontements de classe dans les termes d'options bourgeoises ou d'une option socialiste. S'il y avait un interlude de régimes despotiques, on pourrait envisager la possibilité d'une hégémonie socialiste dans le cadre d'une alliance plus ample. Mais, réitérons-le, ce n'est pas la situation actuelle.

Quant à l'UPA et au PTD, nous ne demandons absolument pas leur exclusion

à cause de leur origine pro-chinoise. Il y en a d'autres qui sont d'origine pro-chinoise, y compris certains de nos alliés actuels. Le problème est de savoir sur quelles bases programmatiques, sur quelle ligne politique nous fondons une alliance.

— Le PCD affirme qu'il est un parti indépendant et qu'il lutte pour le socialisme aux couleurs dominicaines. Comment cette recherche d'une « voie nationale au socialisme » peut-elle s'accorder avec l'appartenance du PCD au mouvement communiste international ?

— Nous pensons qu'il s'agit d'un processus mondial. Nous considérons le socialisme « réel » ou existant comme un processus inachevé. En fin de compte, ce n'est pas vrai que sans la domination sur les centres fondamentaux du marché mondial, sans l'utilisation des forces productives les plus développées, on puisse réaliser le socialisme dans sa plénitude.

Certes, il y a une expérience du socialisme existant dont il faut tenir compte, en évitant les appréciations purement apologétiques. Notre effort doit tendre, toutefois, vers la construction d'un socialisme dominicain qui dépasse les limites et les échecs du socialisme « réel ». Le problème n'est pas facile à résoudre à cause des conditions objectives arriérées de notre société et du niveau culturel existant. Mais notre effort conscient doit aller dans le sens de ce que nous avons indiqué. Nous pensons qu'il faut partir des données nationales, assurer le développement de la conscience démocratique et les conquêtes et les traditions sur ce terrain, contrecarrer les tendances éventuelles au despotisme, à une centralisation extrême, etc. Avec une telle approche, nous pouvons maintenir notre intégration dans le mouvement communiste international et sauvegarder notre autonomie.

— Et comment le PCD analyse-t-il les événements de Pologne ?

— Pour le PCD, ces événements font ressortir très clairement les difficultés auxquelles se heurtent les pays socialistes. La Pologne c'est un drame, une tragédie pour le socialisme. Les difficultés découlant de l'absence d'une ligne socialiste rénovatrice ont remonté à la surface lors des événements de l'été 1981. Mais toute la force créatrice et rénovatrice des travailleurs s'est mélangée à des courants antisocialistes et contre-révolutionnaires au sein de Solidarité. Après les événements de décembre 1981, le PCD pense que, dans les conditions de la Pologne, la chose la plus sensée serait un accord entre les forces saines et vives du pays, notamment entre les éléments rénovateurs du Parti ouvrier unifié polonais (POUP) et de l'Etat, et les courants qui expriment les sentiments majoritaires de la base de Solidarité. ■

ABONNEZ-VOUS,
REABONNEZ-VOUS
A « INPRECOR » !

Propos recueillis par Julio ORTEGA
pour « INPRECOR »
à Santo Domingo de Guzman
Mars 1982.

La CGT, les élections et l'unité syndicale

Un entretien avec Francisco Antonio Santos,
responsable de la CGT dominicaine

L'entrevue qui suit a été donnée pendant la campagne électorale par Francisco Antonio Santos, secrétaire général à l'organisation de la Centrale générale des travailleurs (CGT) de la République Dominicaine.

« INPRECOR » : — Quelle est l'origine de la Centrale générale des travailleurs (CGT) ?

Francisco Antonio SANTOS : — La CGT a été fondée en 1972 grâce à l'effort de militants syndicaux combattifs en lutte contre le régime de Joaquín Balaguer. Elle a rassemblé à ses débuts plus que le 80 % du secteur urbain de la Confédération autonome des syndicats chrétiens (CASC), qui était regroupé dans le « Mouvement rénovateur de la CASC » et la FOUPSA-CESITRADO qui avait été sous l'influence du Mouvement populaire dominicain (MPD), le principal courant syndical des années 1960.

Par la suite, la CGT a intégré toute une série de syndicats indépendants, comme celui des conducteurs des machines lourdes, le syndicat des instituteurs et d'autres. Il s'agit donc d'une synthèse du mouvement syndical progressiste et de tendances antidictatoriales et anti-impérialistes d'origine chrétienne inspirées par le « camillisme » (du nom de Camillo Torres, le prêtre mort au combat dans les rangs de l'ELN de Colombie).

— Comment la CGT pense-t-elle surmonter la situation de division du mouvement syndical dominicain ?

— Notre approche du problème est qu'il faut accepter l'idée d'une organisation syndicale idéologiquement et politiquement différenciée. En d'autres termes, il faut respecter la diversité du mouvement ouvrier. Mais, en même temps, il faut que le mouvement se donne une ligne combative et de classe pour mener à bien les revendications de la classe ouvrière. Nous sommes donc pour l'unité dans la diversité.

Comme mesure transitoire, nous proposons une expérience d'unité d'action de toutes les centrales syndicales sans exclusive ; c'est là la précondition pour créer la confiance réciproque nécessaire.

Cette ligne a été adoptée par notre dernier Congrès national. A l'étape actuelle, la CGT bénéficie du soutien de syndicats qui, auparavant, étaient restés indépendants de toute confédération.

— Dans un de tes discours, tu as appelé les travailleurs à ne pas voter pour les partis bourgeois et à exprimer un vote de classe pour le Bloque Socialista et l'Izquierda Unida (IU) lors des élections générales du 16 mai prochain. Quelle est à ce propos la position de la CGT ?

— En tant que centrale syndicale qui regroupe en son sein des travailleurs appartenant à des partis et des courants différents, la CGT n'a pas pris officiellement position. Des dirigeants se sont prononcés à titre individuel. La CGT en tant que tel-

le pourrait tout au plus inviter les travailleurs à voter pour les candidats dont le programme est le plus proche des revendications des travailleurs. Mais nous voulons surtout respecter le critère de l'unité dans la diversité.

— Le dernier Congrès de la CGT a adopté une motion visant à démocratiser les formes d'élection de la direction nationale et des directions fédérales. Pourrais-tu nous dire qu'est-ce qu'implique cette décision ?

— C'est un effort pour démocratiser les élections. Nous sommes la seule centrale dominicaine qui applique la proportionnelle aux élections, en assurant donc la représentation des minorités. Dans la mesure où les conditions matérielles et le niveau de conscience le permettent, nous pensons qu'il faudra procéder à l'élection de la direction nationale directement par les ouvriers membres de la CGT dans les centres de production.

Il faut éviter que les centrales syndicales continuent d'apparaître comme des appareils où les membres n'ont aucune possibilité de décision. De temps en temps, elles tiennent des Congrès, après quoi ce sont les appareils intermédiaires et supérieurs qui décident de tout.

— Quelle est la position de la CGT face à la répression antisyndicale en Pologne ?

— La CGT n'a pas fait de déclaration officielle. Notre secrétaire général, Julio de Pena Valdez, a pris position en soutenant les travailleurs polonais. Je suis entièrement d'accord avec lui.

Nous appuyons les travailleurs polonais, nous sommes pour la démocratie. La Pologne ne doit pas faire marche arrière. Nous condamnons la campagne de l'impérialisme nord-américain visant à discréditer les forces révolutionnaires dans le monde. Solidarité doit pouvoir agir dans la réalité polonaise. Le peuple polonais ne doit pas renoncer à ses conquêtes historiques, il doit pouvoir avancer vers le socialisme dans un cadre de démocratie prolétarienne réelle. C'est mon avis personnel, mais je crois que la majorité du mouvement syndical progressiste du pays le partage. Dans la mesure où Solidarité n'accepte pas que la Pologne fasse marche arrière, nous appuyons Solidarité contre la bureaucratie et contre toute déviation bureaucratique. ■

Propos recueillis par Enrique CAMINERO
pour « INPRECOR »
à Santo Domingo de Guzman
12 mai 1982.

Manifestation de la LCR, organisation sympathisante de la IV^e Internationale, lors de la campagne électorale. (DR)



Esquisse d'une nouvelle opposition antibureaucratique

LE mardi 6 avril dernier à Moscou, une opération de ratisage d'une certaine ampleur était opérée par les agents de la bureaucratie soviétique dans les milieux « dissidents ». Au total, 12 arrestations et une cinquantaine de perquisitions étaient effectuées au terme de cette rafle. Le silence qui, en Europe occidentale, a entouré cette action répressive, montre bien que l'époque des sermons hypocrites sur les droits de l'homme, au nom desquels l'on s'apitoyait sur l'opposition en URSS, est révolue.

Peut-être est-ce aussi parce que parmi les arrêtés figurent nombre d'inconnus qui ne représentent pas des « personnalités » dissidentes au même titre qu'Andrei Shakarov ou d'autres. Ainsi en est-il d'Andrei Fadine, de Boris Kagarlitski, de Iouri Khavkine, de Pavel Kouidioukine et de Vladimir Tchernitski, qui figurent parmi les 12 emprisonnés et chez lesquels a été découverte une abondante littérature, dont des numéros de la revue *samizdat Socialisme et Avenir*, un appel au Parti communiste italien au nom de cette même revue, des documents sur la Pologne, les réponses de la rédaction de *Variantes* à l'in-

terview de la revue française *l'Alternative*, la revue *le Tournant à gauche* et l'Appel aux ouvriers polonais — que nous publions en encadré — qui ont été confisqués. Ces cinq « inconnus » sont incarcérés à la prison de Lefortovo à Moscou et vraisemblablement inculpés sur la base de l'article 70 du Code pénal soviétique — fait inhabituel pour une première condamnation ; ils risquent à ce titre des peines de sept ans de camp d'internement et de cinq ans de relégation.

L'évolution au sein même de la dissidence, qu'analyse l'article ci-dessous, ainsi que la répression à laquelle elle doit faire face, montrent qu'aujourd'hui le soutien au mouvement démocratique en URSS dépasse la simple motivation humaniste et morale pour devenir plus que jamais une réelle nécessité politique. En effet, la répression ne touche pas simplement des gens « qui pensent autrement » (traduction littérale du mot dissident en russe) mais également des gens qui luttent pour l'avènement d'un socialisme sans guillemets.

A l'aspect exemplaire de leur combat doit donc répondre une campagne de solidarité exemplaire elle aussi.

Laetitia CAVAINALS

Quelques lignes ont parfois plus de valeur et de signification qu'un long discours ou qu'une action spectaculaire. C'est le cas par exemple de *l'Appel aux ouvriers polonais* que nous reproduisons ci-après.

A la fois message et manifestation de solidarité dont les termes apparaissent exemplaires, cet appel ne se contente pas de faire naître un sentiment mêlé d'enthousiasme et d'étonnement. Il dit et exprime davantage, notamment sur une réalité soviétique évacuée des discours des *mass media*. Ces lignes suffisent à elles seules à opérer une rupture avec toute la vulgate soviétologue, les poncifs et les idées reçues véhiculées sur la dissidence.

A commencer par le bilan posthume qui a été tiré de l'existence même de cette dissidence. L'opposition en URSS s'est en effet trouvée enterrée dans le même cercueil que celui de la politique de détente, et pourtant la période brejnevienne n'a jamais connu une répression aussi systématique qu'aujourd'hui : arrestations et condamnations sont des faits quasi quotidiens. A l'Ouest, l'indifférence a succédé tout aussi rapidement aux trémolos hypocrites. Ce silence dont sont victimes désormais les opposants en URSS est doublement révélateur : tout d'abord, il en dit long sur la nature des préoccupations « humanitaires » à la mode de Jimmy Carter ; le marchandage entre Etats dont ils étaient l'objet naguère n'est désormais plus de mise. Mais surtout, il révèle une incapacité profonde à analyser la nature du phénomène dissident. Celui-ci ne réside pas dans l'apparition d'un nombre va-

riable et limité d'individus conscients, mais bien dans le fait qu'il est un reflet de processus réels et profonds à l'œuvre dans la société soviétique. Sous cet angle, il ne peut être durablement écrasé. Sans cette compréhension, il était impossible de saisir et de prévoir que, face à la répression, le mouvement démocratique subirait inévitablement une recomposition nécessitant d'autres formes et d'autres modes d'apparition : cet appel à la solidarité avec les ouvriers polonais en est un signe tangible.

UN NOUVEAU COURANT D'OPPOSITION

Cependant, à la lecture de l'appel, la rupture la plus manifeste se situe au niveau politique : il relativise la vision d'une opposition soviétique qui, marquée par cinquante ans de stalinisme, tendait à pratiquer un rejet d'ensemble de tout ce qui gravite autour du mot socialisme. Cette vision, largement favorisée par l'écho que lui donnait la presse occidentale, montrait une dissidence centrée uniquement soit sur des programmes de régénération morale, soit sur une activité volontairement limitée à la défense des droits de l'homme. Associer de façon systématique l'ensemble de l'opposition à des « grands noms » (Alexandre Soljenitsyne, Andreï Sakharov ...) n'est plus possible.

En outre, c'est précisément cette même vision unilatérale qui conduisait à présenter une image déformée de la « Pologne vue d'Union soviétique ». Là encore, aucun courant alternatif n'était perçu : on évoquait soit un courant de sympathie, mais qui semblait se munir d'un té-

lescope pour observer les événements polonais (la Pologne est une autre « planète », elle a une autre histoire, une autre classe ouvrière, son expérience n'a donc que peu de signification pour l'URSS), soit un courant fait d'hostilité et de rancœur, sensible aux arguments nationalistes et « alimentaires » du pouvoir (ces Polonais, ils font la grève et du coup on est obligés de les nourrir alors, bien sûr, il n'y a plus rien dans nos magasins).

Ici, ces dissidents soviétiques non seulement expriment leur solidarité aux travailleurs polonais mais également « espèrent et croient » en eux... A cet égard, il importe de relever un détail qui revêt une signification importante et qui correspond à la dernière rupture introduite par cet appel : il s'agit de sa signature volontairement anonyme. Si nous avons l'habitude de prendre connaissance de manifestations d'opposition par des déclarations à valeur générale, presque toujours associées à des visages connus, signées de « grands noms », ici nous sommes confrontés à un discours concis, explicite et engagé, mais qui est un discours sans visage. Et ce fait ne doit pas être interprété seulement comme une réponse tactique et technique à la répression de ces dernières années. Il est le reflet d'une nouvelle volonté politique.

Tous ces traits, qui marquent une différence nette avec les conceptions d'une dissidence « traditionnelle », méritent d'être détaillés précisément parce qu'ils apparaissent nouveaux et inhabituels. Cependant, une conclusion s'impose : il convient de ne pas associer l'inhabituel à l'« accidentel ». Il serait erroné de faire de ces anonymes des individus d'except-

tion, ayant miraculeusement échappé aux règles, aux lois et aux marques laissées par l'histoire sur les citoyens soviétiques, il serait erroné d'en faire des dissidents atypiques. Cet appel, qui apparaît comme un reflet parlant d'un nouveau courant d'opposition qui se dégage en URSS, équivaut en fait à un bilan. Et qui dit bilan dit expérience. Si ce nouveau courant apparaît en rupture avec la génération décimée des dissidents des années 1970, il ne convient pas pour autant de les opposer : cette rupture n'a pu être opérée que sur la base d'un bilan de l'expérience et de l'activité de la dissidence des années 1970. Ce bilan, véritable acte de naissance de ce courant n'est pas, sou-

lignons-le, un bilan de la répression. Celle-ci n'aura servi qu'à le précipiter. Il s'agit d'une réflexion politique qui n'aurait pu naître sans les acquis et l'expérience du mouvement démocratique dans les années antérieures.

Sans doute est-il encore trop tôt pour localiser de façon précise cette génération « post-droits de l'homme ». Il apparaît cependant possible d'identifier, à une origine, à une amorce de cette réflexion, différents projets : que ce soit les syndicats libres, qui marquaient une nette volonté de ne pas évacuer les problèmes et les revendications économiques de la question des droits de l'homme, que ce soit la revue moscovite *Poiski* (Recherches), dont

le projet était de rassembler les divers courants démocratiques afin de parvenir à l'élaboration d'un programme ou, de façon plus générale, dans le développement de tendances « associatives », telles que le Groupe d'initiative pour la défense des droits des invalides, l'Union interprofessionnelle libre des travailleurs (SMOT), l'almanach *Femmes et Russie* de Léninograd, etc. En effet, la logique de ces tendances, qui n'avaient plus pour objet une « vague » défense des droits de l'homme, mais la défense de certaines catégories concrètes de citoyens, était à long terme porteuse d'une alternative politique, d'une alternative de société.

UNE REFLEXION SUR LE PASSÉ

Mais ce n'est qu'aujourd'hui que cette réflexion reçoit une forme définitive, plus nette et politique, et cela au sein de plusieurs jeunes revues *samizdat* qui, pour la majorité d'entre elles, se situent dans une perspective de critique socialiste du régime soviétique. On peut citer les noms de *Poedinok* (Duel), *Levy povorot* (le Tournant à gauche), *Sotsializm i Boudouchtche* (Socialisme et Avenir), évoquer le Groupe d'initiative pour la démocratie populaire. Mais le plus important est de voir pour l'instant comment s'oriente ce nouveau « bilan et perspectives ».

En premier lieu, il tire un trait définitif sur les illusions nées du XXe Congrès du Parti communiste de l'Union soviétique (PCUS) de février 1956 à l'égard du pouvoir. Il aura fallu plus d'une dizaine d'années pour s'en débarrasser. Illusions qui ont pris leur source dans un prétendu retour à la « légalité léniniste » que le XXe Congrès prétendait augurer. Dans ce sens, elles étaient véritablement politiques et ont contribué au développement de courants marxistes oppositionnels. Puis, ayant compris que l'abandon de la terreur de masse ne signifiait pas abandon de la répression (celle-ci est simplement devenue plus raffinée et rationnelle), mais visait à donner des garanties de survie et d'équilibre à la caste bureaucratique, ayant compris que celle-ci défendrait bec et ongles le monopole de son pouvoir, ce « légalisme oppositionnel », qui visait à se faire entendre du pouvoir, à « influencer, changer, prévenir » pour infléchir une politique, s'est métamorphosé en constitutionnalisme. Dès lors, le mouvement a prôné « la limitation de la lutte à la dénonciation des exactions du pouvoir, des violations par ce pouvoir de ses propres lois (1) », espérant ainsi obtenir en échange une certaine légalité. On connaît maintenant la suite : une répression qui a quasiment contraint le mouvement des droits de l'homme à l'autodéfense ; une logique, née de la politique de détente, qui poussait à centrer presque toutes les activités et les énergies vers l'Ouest ...

Appel aux ouvriers polonais

Chers camarades, amis et frères polonais,

Aujourd'hui, alors que votre pays traverse une période difficile, nous nous adressons à vous pour vous exprimer notre admiration et notre solidarité. Il y a très peu de choses que nous puissions faire pour vous aider, il ne nous reste qu'à espérer et à croire en vous.

Aujourd'hui, après un an et demi de révolution, les conquêtes de la classe ouvrière polonaise, entérinées par les accords de Gdansk et consolidées par la lutte consécutive des travailleurs, sont menacées.

L'expérience de l'histoire nous enseigne que, lorsque la réaction subit une défaite, elle est prête à recourir à la force militaire : la terrible menace d'une dictature militaire est suspendue au-dessus de la Pologne.

Nous sommes avec vous, amis !

Nous sommes tous là sur les places de Varsovie et de Gdansk, dans les usines de Katowice et de Lodz, dans les prisons où croupissent les socialistes du KOR et les dirigeants de Solidarité.

Nous sommes là où, pour la première fois de l'histoire, un peuple a porté un coup sévère à un régime totalitaire, à un régime de marionnettes. Nous croyons qu'à la force des baïonnettes et des tanks, les ouvriers pourront opposer la force de leur organisation et de leur unité.

Ce qui est arrivé en Hongrie et au Chili ne doit pas se répéter en Pologne.

Nous croyons à la classe ouvrière polonaise, à sa capacité de défendre ses conquêtes. Aujourd'hui, vous êtes à l'avant-garde du mouvement ouvrier mondial, au premier rang des combattants pour un socialisme démocratique. Une défaite de Solidarité serait une catastrophe pour les forces progressistes du monde entier.

Nous, socialistes, sociaux-démocrates, ainsi que tous les gens honnêtes de Russie, nous nous joignons aux millions de personnes qui souhaitent votre victoire.

Nous répétons les paroles prophétiques de Herzen (1) : il n'y a plus de frontières entre la Russie et la Pologne. Mais l'Europe sait ce que représente la Pologne : c'est une nation abandonnée par tous dans un combat inégal, qui a versé depuis des flots de sang sur tous les champs de bataille où l'enjeu était la conquête de sa liberté par un peuple.

Tous connaissent ce peuple ...

On peut détruire la Pologne, on ne peut la soumettre.

- Vive les héroïques ouvriers polonais !
- Vive Solidarité !
- Vive le socialisme démocratique !
- Vive notre et votre liberté !

Des dissidents soviétiques
Le lundi 14 décembre 1981.

Bulletin « Nouvelles d'URSS »
édité par Kronid Lioubarski
Munich (RFA), juin-juillet 1982.

1. Alexandre Ivanovitch Herzen, (1812-1870), né à Moscou, mort à Paris, éditeur de la première revue politique et littéraire d'opposition à l'autocratie tsariste, *l'Etoile polaire* puis *la Cloche* ; figure du populisme russe, de tendance panslaviste et démocratique.

1. Cette citation ainsi que toutes celles qui suivent sont extraites de l'interview des rédacteurs de la revue *Variations*, parues dans *l'Alternative* numéro 15, Paris, mars-avril 1982.

Mais ce n'est qu'aujourd'hui que ces opposants « nouvelle vague » mettent le doigt sur le prix à payer pour une telle orientation, et c'est bien là que réside le véritable bilan. Ce légalisme qui se prétendait apolitique faisait du pouvoir son interlocuteur privilégié, entraînait le mouvement dans une situation de dépendance quasi totale vis-à-vis de la presse occidentale, mais surtout le plaçait « pour toujours hors de la société soviétique ». C'est là l'analyse des rédacteurs de la revue *Variante* (qui se définissent d'orientation social-démocrate, socialiste et « eurocommuniste ») notamment, qui peuvent déclarer entre autres : « En effet, et on ne peut que le déplorer, un secrétaire de comité de quartier du parti est incomparablement plus proche de la réalité quotidienne que ne le sont Andreï Sakharov et le Groupe de surveillance pour l'application des accords d'Helsinki. » La dissidence se découvre largement refermée sur elle-même et presque totalement coupée des masses et de leurs préoccupations. Et celles-ci, face à l'argument massue du pouvoir « eux et nous », se retrouvent dans leur quasi-totalité derrière ce « nous ».

Ainsi, en tirant un bilan critique d'une dissidence affaiblie, peu efficace, vivant en vase clos, qui « désarme politiquement devant le pouvoir », ces opposants tracent un cadre général pour une nouvelle orientation. Le propos n'est plus d'obtenir une certaine légalité de la part du

pouvoir. Celui-ci a totalement cessé d'être l'interlocuteur. Le temps des suppliques a pris fin. Il n'est pas non plus de se fixer comme but ultime l'écho dans la presse occidentale et la solidarité d'une opinion publique internationale, et c'est bien en cela que leur « discours sans visage » revêt une signification politique.

Il s'agit très clairement de s'orienter non plus en direction du pouvoir et des régimes occidentaux, mais « en direction des masses ». L'issue à la crise de la dissidence est de créer, « dans un proche avenir, des organisations politiques de tendances différentes, et en les tournant vers "les gens d'en-bas" avec des programmes sociaux concrets ». C'est sur cette base-là que mûrissent les nouvelles formes d'opposition. Et cette orientation nécessite à son tour de rompre avec la conception du dissident « martyr enthousiaste » qui agit sans doute comme un repoussoir vis-à-vis des masses (2), avec la conception du « dissident professionnel » qui, tant au niveau de la vie quotidienne qu'au niveau de ses activités, n'est pas intégré dans la vie sociale. Réinsertion sociale donc, mais aussi politique, dont les termes sont encore à définir : « Certes, il nous faut encore beaucoup grandir pour nous hisser au niveau polonais mais, pour nous, la leçon principale doit être la suivante : chercher les fondements de notre activité dans les besoins réels de la société (définis non pas "en général" mais à partir d'études précises) et en mettant

en avant des programmes réalisables. Ce dont nous avons besoin, ce n'est pas d'une opposition uniquement morale ou rétro-utopique ou communiste utopique ; nous avons besoin d'une opposition concrète, socialement et politiquement. »

Ainsi, ce courant qui s'ébauche et dont « la tâche essentielle est le rassemblement de tous les partisans de la démocratie et du socialisme » semble être effectivement une relève riche de promesses du mouvement dissident des années 1970. Et c'est sans doute ainsi que les « organes compétents » du pouvoir l'ont perçu : l'unique réponse envisageable pour une bureaucratie ne s'est pas faite attendre. Echaudée par les événements polonais, empêtrée dans le bourbier de l'Afghanistan, incapable de remédier aux difficultés économiques grandissantes, la bureaucratie se trouve contrainte de faire montre d'une précipitation maladroite et inaccoutumée : les récentes mesures limitant sévèrement les communications avec l'Ouest, l'ampleur des opérations policières et la dureté des inculpations le prouvent amplement. ■

Laetitia CAVAIGNALS
Paris, 1er juillet 1982.

2. A cet égard, il est révélateur de comparer le présent appel avec celui de la rédaction de la revue *Poiski i Razmychlenia*, paru à Moscou en janvier 1981, sous le titre « Quelle honte d'être Russe ... » et repris en français dans l'*Alternative* numéro 12, Paris, septembre-octobre 1981.

Quatrième Internationale

juillet-août-septembre 1982

n° 9 SPECIAL :

LA QUESTION NATIONALE AUJOURD'HUI

EDITORIAL :

La question nationale aujourd'hui.....	5
Question nationale et question de la terre dans la révolution sud-africaine.....	13
S. Jaber - Le concept de nation et la nation arabe.....	33
Livio Maitan - La question Kurde.....	47
Lutte nationale et révolution en Euzkadi.....	67
La question nationale en Irlande.....	83
Indépendance nationale et lutte de classes au Québec.....	97
Michèle Lee - La lutte de la minorité albanaise en Yougoslavie.....	111
ARCHIVES DU MARXISME Le problème racial en Amérique Latine.....	131
NOTES DE LECTURE John Ross, e.a. : <i>Profils de la social-démocratie européenne</i> ; Michel Lequenne : <i>Les Antilles dans l'impasse ?</i>	143

TARIFS

ABONNEMENTS : 1 AN,
4 NUMEROS

FRANCE

Ab. ordinaire 70 francs français
Ab. soutien 140 francs français

Chèques à l'ordre de
P.E.C.

2, rue Richard Lenoir
93108 MONTREUIL
FRANCE

AUTRES PAYS

Ab. ordinaire 500 francs belges
Ab. soutien 1 000 francs belges
Par avion 600 francs belges
Mandats, virements, chèques pour le compte CGER n° 001-1020473-12 de
Quatrième Internationale
12, rue de la Buanderie
1000 BRUXELLES
BELGIQUE

Thèses sur la construction des organisations de jeunesse révolutionnaires dans les pays impérialistes

Résolution du Comité exécutif international (CEI) de la IVe Internationale du 27 mai 1982

1 Au cours de la dernière période, la IVe Internationale a fait des progrès dans deux domaines de la construction du parti :

— Un effort a été entrepris pour implanter sérieusement nos organisations dans la classe ouvrière, et ses conséquences organisationnelles ont produit le tournant vers l'industrie ;

— Un effort a également été fait pour la prise en considération plus générale de l'importance politique de la jeunesse dans les luttes de classe, qui s'est traduit par des mesures organisationnelles visant à se lier à ces jeunes par la construction d'organisations de jeunesse révolutionnaires.

C'est un processus qui doit transformer la IVe Internationale, ses sections et

leur champ d'activité, les préparant ainsi à leurs tâches futures. Ces deux mesures organisationnelles ne sont pas séparées mais reliées entre elles.

L'objectif de ce texte est d'indiquer la démarche que nous devons suivre dans les pays impérialistes sur la question de la jeunesse.

I. Le rôle de la jeunesse dans la lutte des classes

2 C'est la classe ouvrière, à la tête de ses alliés, qui joue le rôle principal dans la lutte des classes. Dans ce cadre, la jeunesse issue de ces couches joue un rôle crucial. L'expérience contemporaine, et pas seulement historique, le confirme.

Ce rôle clé de la jeunesse de la classe ouvrière et des couches opprimées se reflète directement dans la construction du parti révolutionnaire lui-même. Bien qu'un parti révolutionnaire ait dans sa direction et parmi ses cadres des éléments plus expérimentés, la majorité de ses membres seront des jeunes. Bien qu'il ne faille évidemment pas faire d'analogies trop précises, il faut noter que la moyenne d'âge dans le Parti bolchevique en 1917 était de 23 ans, dans le Front sandiniste de libération nationale (FSLN) au Nicaragua, en 1979, elle était de 24 ans, et le Parti communiste allemand (KPD), quand il était un parti révolutionnaire de masse, avait une moyenne d'âge qui se situait entre 20 et 25 ans.

C'est également la jeunesse qui a déclenché, dans les années 1960, la nouvelle vague de politisation dans les pays impérialistes, en particulier à partir de la solidarité avec la révolution coloniale. Après la grève générale de mai-juin 1968 en France, cette politisation a touché de plus en plus de couches de la classe ouvrière et a grandement élargi l'éventail des problèmes pris en compte. Dans la révolution coloniale et dans les mouvements d'opposition au sein du mouvement ouvrier, la jeunesse a joué un rôle central. Cette jeunesse forme la colonne vertébrale du renforcement des sections de la IVe Internationale depuis la fin des années 1960

Cependant, les jeunes se radicalisent très vite et peuvent passer rapidement du manque d'expérience et de l'activité centrée sur un seul thème à l'acceptation du programme révolutionnaire tout entier. D'autre part, le modèle de radicalisation des jeunes diffère par des aspects importants de celui des couches plus âgées et a ses propres rythmes et ses propres modalités. D'où la nécessité d'un type d'organisation différent du parti pour attirer le plus grand nombre de jeunes à la politique révolutionnaire, c'est-à-dire une organisation qui ne réclame pas le même ni-

veau d'expérience politique et qui n'a pas les mêmes exigences que le parti en ce qui concerne l'adhésion, et qui soit largement ouverte aux jeunes en cours de radicalisation. Aujourd'hui, la IVe Internationale bénéficie d'importantes possibilités de construction de telles organisations de jeunesse révolutionnaires dans les pays impérialistes.

3 La question de la construction des organisations de jeunesse révolutionnaires est indissolublement liée à la question de la construction du parti révolutionnaire. Une fois achevée la création de l'organisation de jeunesse, le parti n'est pas déchargé pour autant de l'activité dans ce secteur. Au contraire, les responsabilités du parti en sont accrues. Pour la première fois, les problèmes posés par l'existence d'une organisation de jeunesse doivent être affrontés dans la pratique. Aucun des principaux problèmes auxquels est confrontée l'organisation de jeunesse ne peut être résolu par cette organisation seule, car ce sont des problèmes que le parti doit résoudre. Toutes les erreurs et les faiblesses du parti réapparaîtront dans l'organisation de jeunesse à une échelle encore plus grande que dans la section concernée de la IVe Internationale elle-même.

Une organisation de jeunesse n'est possible que si le parti lui attribue des ressources importantes et si elle est conçue comme une des principales priorités de la section. L'adoption de ce texte indique donc que la IVe Internationale considère que ses sections dans les pays impérialistes doivent faire de la construction des organisations de jeunesse révolutionnaires une tâche hautement prioritaire.

Combattants du FMLN. (DP)



II. La construction du parti révolutionnaire aujourd'hui

4 La stratégie et la tactique de construction du parti révolutionnaire et des organisations de jeunesse ne sont pas valables *ad vitam aeternam*, mais découlent de la situation objective et des tâches de la classe ouvrière. Dans la période actuelle, celles-ci peuvent être brièvement résumées comme suit :

a) La situation actuelle est incontestablement une situation de crise *internationale* du capitalisme, de l'impérialisme et du stalinisme. Les luttes révolutionnaires en Amérique centrale et dans la Caraïbe, en Pologne, et le mouvement contre les missiles et les armes nucléaires en apportent une confirmation dramatique. Il faut intégrer cette crise internationale de plus en plus directement à nos perspectives dans tous les pays, car elle est décisive pour la construction de la IVe Internationale et de ses partis nationaux ;

b) Dans ce cadre, l'offensive *économique* de la bourgeoisie ira s'approfondissant et s'élargissant. La première récession généralisée de l'après-guerre, celle de 1975, et la deuxième, celle de 1979-1981, ne sont que les premières phases d'une crise grandissante. Le capitalisme sera de plus en plus contraint de mener une offensive continue et intense pour imposer sa politique d'« austérité » et pour affaiblir et détruire les organisations des secteurs les plus importants de la classe ouvrière ;

c) Nous sommes en présence d'une crise sociale générale et permanente du capitalisme, et aussi d'une crise qui — sous une forme différente — affecte les Etats ouvriers bureaucratés. Elle frappe les couches les plus opprimées de la société (femmes, Noirs, jeunes) particulièrement sévèrement, mais ses effets touchent l'ensemble de la classe ouvrière ;

d) L'issue de toutes ces luttes se décidera de plus en plus directement au niveau politique. Des crises politiques en tout genre et des manœuvres politiques de grande envergure caractériseront de plus en plus la prochaine période. Elles poseront des tâches de plus en plus ouvertement et directement politiques à la classe ouvrière.

Dans ce cadre, la lutte dans les pays impérialistes sera longue et difficile. Nous ne nous trouvons qu'au tout début des grandes luttes qui se dérouleront dans les centres impérialistes. Seules les forces les plus importantes de chaque camp peuvent espérer remporter la victoire dans cet affrontement. Ni les unes ni les autres ne peuvent y parvenir sans développer une stratégie politique d'ensemble la plus efficace et sans mettre en mouvement les forces sociales disponibles les plus puissantes : en d'autres termes, l'Etat bourgeois et la réaction d'une part, le prolétariat industriel et ses organisations de l'autre. C'est ce cadre politique et les conclusions sociales qu'on peut en tirer qui détermi-

nent les tâches de construction du parti révolutionnaire. Comme composante de celles-ci en découlent les tâches de construction de l'organisation de jeunesse révolutionnaire.

5 Il est souvent arrivé au cours de l'histoire qu'une nouvelle vague de radicalisation commence en dehors du cœur de la classe ouvrière, parmi les étudiants, les employés et les couches intellectuelles. Ce fut le cas dans les années 1960 avec les mouvements de solidarité avec la révolution coloniale. La dynamique de cette radicalisation l'a conduit cependant à toucher de plus en plus les couches les plus décisives de la classe ouvrière industrielle, poussant cette dernière à devenir de façon croissante l'épine dorsale des luttes sur toutes les questions politiques.

Dans ce cadre, celui de l'intensification des crises et des développements politiques, la situation internationale actuelle se caractérise donc également par une tendance de plus en plus forte de la classe ouvrière à jouer le rôle dirigeant dans les luttes de classe, de façon conjoncturelle aussi bien que de façon historique. Telle a été la tendance dans les pays impérialistes depuis la grève générale de mai-juin 1968 en France. De là découle la principale tâche organisationnelle de la IVe Internationale dans cette période, qui est le tournant pour s'implanter dans la classe ouvrière industrielle, avec les implications tactiques qui en découlent : parmi celles-ci, la nécessité de transférer des forces vers l'industrie afin de gagner une majorité de nos membres dans la classe ouvrière industrielle.

Cette situation politique et cette dynamique sociale dictent le type de parti que nous devons construire : *des partis dont la base sociale se situe à l'intérieur de la classe ouvrière, mais capables d'intervenir sur tous les problèmes de la lutte de classe.*

6 Si la nouvelle radicalisation a déjà pénétré la classe ouvrière industrielle, ce processus reste nécessairement très inégal. Les défaites imposées par le stalinisme, la longue vague d'expansion capitaliste d'après-guerre, le poids toujours important des appareils réformistes impliquent que les masses, et même la plupart des cadres organisateurs anciens de la classe ouvrière dans les Etats capitalistes, continuent dans tous les pays, à quelques exceptions près, à entretenir des illusions réformistes. Celles-ci ne seront surmontées qu'au travers d'une série de luttes massives à une échelle bien plus grande que celle que nous avons déjà connue.

La dynamique de la lutte de classe mène cependant inévitablement vers un conflit grandissant entre l'orientation des masses et celle des directions réformistes. Cela implique, pour le parti révolutionnaire, les tâches de construction

d'une aile gauche « lutte de classe ». Cependant, ce processus a trait à une période prolongée de la lutte de classe, dont nous ne connaissons aujourd'hui que les débuts.

7 Ce processus de radicalisation de la classe ouvrière et de différenciations au sein du mouvement ouvrier ne se produit pas de manière graduelle ou égale. Il se développe abruptement sur des thèmes particuliers dans des couches particulières, ou à l'occasion de luttes spécifiques. D'autre part, l'âge en détermine une inégalité fondamentale. L'expérience contemporaine et historique a reconfirmé que les jeunes ouvriers constituent la couche qui agit de façon décisive pour intervenir dans les problèmes de la lutte de classe et pour repousser la ligne des directions réformistes.

Cela indique clairement quelle est la couche décisive pour la construction de partis révolutionnaires aujourd'hui. Les organisations révolutionnaires de la IVe Internationale recruteront des militants ouvriers expérimentés, à titre individuel, de 30 ans ou plus, et chacun de ces militants est d'une importance énorme mais, dans la période qui s'ouvre, il n'y aura pas de recrutement important dans cette couche. L'écrasante majorité de ceux qui peuvent être gagnés et seront gagnés à une organisation révolutionnaire, à court terme, sont beaucoup plus jeunes, entre 15 et 30 ans. *Aujourd'hui, la construction de partis socialement implantés dans la classe ouvrière et capables d'intervenir sur tous les problèmes de la lutte de classe implique avant tout une orientation vers le recrutement de jeunes ouvriers.* La perspective fondamentale sur laquelle les sections de la IVe Internationale doivent se baser est donc de recruter ces couches, de les éduquer dans le mouvement ouvrier, et de créer une aile gauche « lutte de classe ».

8 C'est en partant de ce point de vue sur la dynamique de la radicalisation et de la recomposition au sein de la classe ouvrière qu'il est possible de comprendre les tâches actuelles de construction du parti révolutionnaire et de l'organisation de jeunesse. Cela signifie que le parti doit concentrer et orienter son activité, surtout dans les usines, vers la *jeunesse ouvrière*. Cette orientation se fonde sur la perspective de deux processus qui reflètent le même phénomène sous-jacent.

a) Il y a un processus continu, et qui ira s'accroissant à l'avenir, par lequel les jeunes ouvriers se distinguent et recomposent les directions de base de la classe ouvrière dans ses luttes quotidiennes. C'est là un produit inévitable de l'aiguïssement et de l'intensification des conflits entre les classes.

Il faut mettre cette évolution dans les usines et les syndicats en parallèle avec les processus similaires qui se déroulent au dehors, sous des formes différentes et dans lesquels des couches jeunes et particulièrement opprimées sont forcées d'entreprendre des luttes sérieuses pour la défense de droits même restreints, pour récupérer les aides sociales minimales qui leur sont retirées, pour s'opposer à l'oppression de l'Etat, etc. Ce processus fait aussi surgir des militants jeunes, dans les luttes et mouvements des Noirs, des femmes, des nationalités opprimées et autres couches ;

b) Il arrive périodiquement que des mouvements basés principalement dans la jeunesse débordent complètement les directions réformistes. Les révoltes de la jeunesse en Grande-Bretagne au cours de l'été 1981, les luttes pour le logement en Allemagne de l'Ouest en 1980, représentent des exemples extrêmes de ce phénomène.

Mais le « front uni » avec des secteurs réformistes de gauche peut souvent être imposé par le poids des forces sociales impliquées, ce que nous nous efforçons d'obtenir. Mais, même dans ce cas, la jeunesse représente de loin la composante la plus active et la force dynamique, force qui tend souvent à prendre des formes d'organisation spécifiques au sein du mouvement général. Ce fut le cas par exemple lors des grandes actions de la « Ligue antinazie » en Grande-Bretagne en 1977-1979, et c'est généralement le cas dans le mouvement contre la remilitarisation et les armes nucléaires, ainsi que dans le mouvement de solidarité avec l'Amérique centrale, dans les pays impérialistes aujourd'hui.

La question de la construction de l'organisation de jeunesse révolutionnaire se pose dans ce processus de reconstitution du mouvement ouvrier et de la direction de la classe ouvrière, à partir de deux points de vue essentiels :

— Le premier est qu'il faut intervenir dans le processus par lequel *des couches importantes de jeunes* débordent, entrent en conflit et rompent avec les directions réformistes, et y recruter ;

— Le deuxième concerne la tactique de la construction du parti révolutionnaire.

Les deux sont liés par la dynamique fondamentale de la lutte de classe et le mode de radicalisation.

9 Il faut comprendre que ce processus signifie que la jeunesse, plus que tout autre secteur de la société, tend à se radicaliser *autour des questions politiques les plus urgentes*. Elle engage l'action politique plus volontiers parce qu'elle est moins influencée et contrôlée que les autres couches par les appareils des bureaucraties réformistes ou par les institutions de l'Etat bourgeois. C'est cela qui ouvre la possibilité d'introduire les questions politiques les plus brûlantes directement dans la classe ouvrière à travers les jeunes ouvriers, et



Jeunes guérilleros à l'entraînement au Salvador. (DR)

de recruter dans cette couche. Ce processus contribue aussi à la formation d'une force réelle à partir de laquelle on peut intervenir dans les différenciations au sein des organisations réformistes, intervention qui ne peut être efficace au simple

plan propagandiste mais qui exige une véritable organisation pour ce travail. Ces tâches constituent aujourd'hui la base de la construction des partis révolutionnaires et le cadre pour la construction des organisations de jeunesse.

III. La nécessité de l'organisation de jeunesse révolutionnaire

10 La construction d'organisations de jeunesse en solidarité politique avec les sections de la IVe Internationale est une composante importante des tactiques qui permettent de construire le parti révolutionnaire dans le cadre décrit ci-dessus. On ne peut se contenter d'un recrutement direct au parti même si, bien sûr, beaucoup seront directement recrutés dans la section. L'organisation de jeunesse est la réponse simultanée à deux questions. Premièrement, elle permet de toucher des couches plus larges de la jeunesse et de la classe ouvrière. Deuxièmement, c'est un terrain pour le recrutement des meilleurs éléments de la jeunesse combattive au parti.

L'évolution de la radicalisation dans la période récente a posé la question de la construction d'organisations de jeunesse, avec une insistance accrue et dans un contexte nouveau. Vers le milieu et la fin des années 1960, des organisations de jeu-

nesse soutenues par la IVe Internationale existaient en Amérique du Nord (Young Socialist Alliance - YSA), en France avec la Jeunesse communiste révolutionnaire (JCR), et un mouvement dans ce sens se profilait en Italie (Falcemartello). Mais il n'y en avait pas dans la plupart des pays d'Europe occidentale.

Cette situation fut changée par le IXe Congrès mondial, de 1969, qui a pris la décision générale de construire des organisations de jeunesse. Toutefois, cette décision ne fut appliquée que pendant une brève période dans la plupart des pays européens. En général, les vieilles sections de l'Internationale fusionnèrent avec les organisations de jeunesse pour créer des organisations qualitativement nouvelles de la IVe Internationale.

C'est seulement vers la fin des années 1970 qu'un certain nombre de sections de la IVe Internationale en Europe de

l'Ouest commencèrent à construire, de leur propre initiative, des organisations de jeunesse indépendantes. C'est à juste titre que ce cours est de plus en plus fréquent aujourd'hui.

Les résultats obtenus dans différents pays confirment de façon éclatante que c'est là une orientation correcte pour la construction des organisations de la IVE Internationale aujourd'hui.

La nécessité stratégique générale d'organisations de jeunesse se combine donc aujourd'hui avec les possibilités conjoncturelles de démontrer que les sections de la IVE Internationale dans les pays impérialistes doivent faire, à l'heure actuelle, de la construction d'organisations de jeunesse indépendantes, une de leurs principales tâches prioritaires.

11 Cette importance est confirmée par l'expérience des tentatives de solutions autres que la construction d'organisations de jeunesse organisationnellement indépendantes. Dans les cas où celles-ci n'existent pas et où il y a simplement un « secteur jeunes » du parti, d'importants problèmes se sont posés. Quand l'orientation organisationnelle du parti n'est plus presque exclusivement tournée vers la jeunesse, comme cela avait été le cas à la fin des années 1960, et quand le parti commence à faire de son activité dans le mouvement ouvrier son centre de gravité, il existe le risque sérieux que le travail jeune ne soit marginalisé dans le parti. Cela crée des difficultés non seulement pour la centralisation et la direction du travail jeunes, mais aussi pour la capacité de saisir les nouvelles opportunités offertes par la radicalisation de la jeunesse.

Le fait qu'un secteur jeunes du parti ne saurait suffire sera d'autant plus évident que le parti se tourne vers l'industrie. Toutes nos informations montrent que le tournant vers l'industrie et la construction de l'organisation de jeunesse sont indissolublement liés. Un tournant vers l'industrie qui ne serait pas accompagné de la construction d'organisations de jeunesse ne réussirait pas à utiliser toutes les possibilités de construction du parti qui existent. Mais la construction d'une organisation de jeunesse dans la jeunesse ouvrière est impossible si les partis eux-mêmes ne se tournent pas vers l'industrie.

12 Dans le cadre des tâches politiques des sections, la construction d'organisations de la jeunesse révolutionnaire comprend deux aspects décisifs : agir et former des militants, et appliquer une tactique de construction du parti.

1.— L'organisation de jeunesse, l'action et la formation des militants.

a) Une organisation de jeunesse qui est indépendante organisationnellement du parti mais politiquement en solidarité avec lui, peut attirer des jeunes, des ouvriers et des jeunes scolarisés qui ne sont pas encore décidés à adhérer au parti révolutionnaire ou qui n'ont pas encore adopté la perspective de devenir des révo-

lutionnaires à vie, mais qui sont disposés et prêts à participer à un large éventail d'actions politiques décidées par leur propre organisation et coordonnées avec le parti révolutionnaire et ses membres ;

b) La jeunesse, justement parce qu'elle est jeune, parce qu'elle n'a pas connu les défaites, les désillusions du passé, est plus combative, plus disposée à se battre que les couches plus âgées. C'est pourquoi il lui faut une organisation qui corresponde à cette disposition instinctive à la lutte ;

c) L'organisation de jeunesse est avant tout une organisation d'action, de combat. Le meilleur moyen d'apprendre le marxisme n'est pas d'apprendre par cœur des livres sur l'histoire du mouvement ouvrier, mais de s'engager dans la lutte. On apprend par l'action. La jeunesse doit avoir le droit de faire ses propres erreurs, parce que c'est seulement en prenant des initiatives et des responsabilités, et en déterminant leurs propres tactiques, qu'il y aura des jeunes qui pourront devenir de véritables cadres.

2.— L'organisation de jeunesse est une tactique de construction du parti.

Les tâches de l'organisation de jeunesse décrites ci-dessus ne diminuent nullement mais, au contraire, sont liées au fait qu'un de leurs buts principaux est de recruter des jeunes au parti révolutionnaire.

Il serait bien sûr possible d'entrer en contact avec un certain nombre de jeunes très combattifs et de tenter de les recruter directement au parti par un travail de contact individuel sérieux. Mais les sections ont à faire face à une autre situation. Il ne s'agit pas d'un nombre relativement restreint de jeunes individus réceptifs à nos idées, prêts à se battre, dégoûtés par la société capitaliste, et désireux de la transformer. Il y a un phénomène de radicalisation *relativement important* dans la jeunesse qui offre la possibilité d'en gagner des couches significatives au marxisme révolutionnaire et au parti. Cela exige une réponse organisationnelle différente que le simple travail de « contact individuel ». Si le parti prend l'initiative de construire une organisation de jeunesse indépendante, dotée d'une réelle indépendance organisationnelle, y compris dans certains cas contraire au parti, c'est précisément parce que c'est la seule forme d'organisation qui corresponde aux besoins des jeunes.

Dans ce cadre, une organisation ne forme pas seulement les jeunes à la lutte de classe, mais aussi à l'activité en tant que membre du parti révolutionnaire :

a) Une organisation de jeunesse contribue directement à la formation, en enseignant le marxisme, ses principes et ce qui constitue notre programme. Nous expliquons à tous les jeunes dégoûtés par cette société que c'est seulement sous le drapeau du socialisme révolutionnaire que l'on pourra mettre fin à ses ravages.

b) L'organisation de jeunesse est une école de formation parce que sa solidarité avec le parti fournit aux jeunes l'occasion de rencontrer, de collaborer avec et d'écouter ses membres, c'est-à-dire des cadres aguerris, dévoués à la cause de leur classe, des révolutionnaires professionnels. Cela ne change en rien l'autonomie organisationnelle de l'organisation de jeunesse, mais indique ses relations politiques avec le parti ;

c) Nous construisons des *organisations* politiquement bien définies de la jeunesse et non des « mouvements ». La nécessité d'un profil politique, d'un programme et de structures claires, implique que nous nous battons pour que ces organisations de jeunesse, même lorsqu'elles comprennent d'autres forces, adoptent la solidarité politique avec les sections de la IVE Internationale elle-même ;

d) De tout cela découle la conception juste de la différence entre l'organisation de jeunesse et le parti.

Pour jouer son rôle d'avant-garde politique dans la lutte, le parti révolutionnaire, soumis aux pressions de la société capitaliste, exige de ses membres un niveau de compréhension et d'activité bien défini et bien plus élevé qu'un parti réformiste, une compréhension des positions programmatiques fondamentales du marxisme et de leur application. Il faut du temps pour assimiler tout cela. C'est pourquoi le parti garde soigneusement ses « frontières ».

Néanmoins, l'organisation de jeunesse est une organisation d'un type différent. Une organisation de jeunesse doit être capable de s'adresser à une couche large de jeunes en révolte contre plusieurs aspects de la société capitaliste, mais qui ne comprennent pas forcément toutes les modalités qui relient ces aspects. Cette explication de la nature d'ensemble du capitalisme et toute la stratégie de lutte contre lui est une tâche à réaliser à l'intérieur de l'organisation de jeunesse et non une précondition à l'adhésion. Comme le disait le Congrès de fondation de la IVE Internationale en 1938 : « *L'organisation de jeunesse (...) comme elle décide par elle-même ses actions en conformité avec le programme et qu'elle assume la tâche d'enseigner ce programme à la jeunesse laborieuse, ne pose aucune condition à l'adhésion autre qu'un accord général, même sentimental, avec les objectifs poursuivis par la IVE Internationale et avec ses méthodes de lutte. Elle est l'expression de la révolte instinctive des jeunes ouvriers contre la surexploitation, des jeunes paysans enchaînés à la terre, des jeunes intellectuels, des millions de jeunes chômeurs déclassés, et l'expression de leur soutien enthousiaste à la révolution. Dans ce sens c'est une organisation plus large que le parti.* »

La distinction organisation de jeunesse/parti ne doit donc pas être conçue en premier lieu comme une différence d'âge, mais de *type d'organisation*.

IV. Une organisation de jeunesse militante

13 Il est impossible de séparer la construction de l'organisation de la jeunesse de la construction du parti révolutionnaire. La stratégie de la construction du parti constitue le cadre dans lequel l'organisation de jeunesse opère. En effet, les considérants qui président à la construction du parti se manifestent le plus dramatiquement au sein de l'organisation de jeunesse.

Nos tâches et nos priorités dans la construction du parti révolutionnaire découlent du fait que des *problèmes politiques nationaux et internationaux de plus en plus centraux* domineront la situation. Le parti se construira surtout au moyen de campagnes politiques centralisées sur les problèmes les plus centraux de l'actualité. Cela se traduit dans une approche qui n'est pas seulement organisationnelle mais aussi politique, de construction d'un *parti engagé dans des campagnes*.

Naturellement, dans certains secteurs, certaines usines, etc., les sections de la IV^e Internationale peuvent être amenées à avoir des mandats de dirigeants qui les entraînent à devoir donner des réponses sur tous les problèmes. En fait, les développements très inégaux des situations et des sections de la IV^e Internationale signifient que ces dernières peuvent, bien sûr, avoir des tactiques spécifiques selon les différents secteurs. Il est cependant erroné de concevoir la construction du parti secteur par secteur, surtout sous forme de prise en charge des problèmes spécifiques à tel secteur de travail.

14 Cet aspect de la construction des partis révolutionnaires qui passe par des campagnes politiques s'applique avec une force particulière aux organisations de jeunesse. Au centre du travail de la construction d'organisations de jeunesse, il doit y avoir les campagnes politiques.

Les thèmes politiques centraux qui traversent la société aujourd'hui — la guerre, les effets directs et indirects de la militarisation, l'austérité, la répression des droits démocratiques — affectent *toutes* les couches de la jeunesse. C'est pourquoi il est de plus en plus possible et nécessaire que nos organisations de jeunesse et que nos sections mettent en œuvre des campagnes s'adressant à toutes ces couches de la jeunesse et en particulier aux jeunes ouvriers. Là où nous avons établi des sections et des organisations de jeunesse qui n'en sont qu'au tout début du processus d'application du tournant vers l'industrie, cela peut prendre la forme, dans un certain sens, d'un double tournant : des sections vers la jeunesse, y compris en utilisant l'implantation ouvrière déjà acquise pour cela, et un tournant des organisations de jeunesse vers la jeunesse ouvrière. Là où nos organisations en sont plus loin dans le tournant vers l'industrie, cela participe de l'orientation prioritaire commune de

construction du parti par une orientation vers les jeunes ouvriers.

Ce genre de campagnes doit être mené en même temps qu'une activité permanente dans certaines structures de masse qui organisent la jeunesse (syndicats, secteur jeunes des syndicats, syndicats étudiants, etc.). Ce genre de travail exige bien sûr des tactiques spécifiques, mais il doit prendre comme point de départ la lutte politique dans l'ensemble de la société et non les problèmes qui sont conçus comme « internes » à ces structures.

Enfin, cette centralité des campagnes politiques dans la construction des organisations de jeunesse traduit le fait que les jeunes, encore plus que leurs aînés, sont orientés vers l'action. Encore plus directement que dans le cas du parti « adulte », un haut niveau d'activité au travers de campagnes est décisif pour la construction de l'organisation de jeunesse.

Manifestation de la JCR de France. (DR)



15 La nature de la crise où se débat la société, les tâches de construction du parti révolutionnaire, et les besoins objectifs des jeunes, déterminent le type de campagnes que nos sections et nos organisations de jeunesse doivent mener en priorité. Il faut que ces campagnes correspondent aux questions de la lutte de classe objectivement les plus centrales et les plus importantes : l'austérité, la militarisation, la division au sein du mouvement ouvrier, la lutte anti-impérialiste, le racisme, etc. Naturellement, les tactiques que l'organisation de jeunesse adopte et l'importance respective qu'elle donne à ces questions peuvent être différentes de celles du parti, mais les thèmes essentiels de la situation politique à laquelle les deux organisations doivent apporter des réponses doivent être essentiellement semblables.

Les différences entre l'activité du parti et celle de l'organisation de jeunesse sont des différences de tactique et de poids respectif accordés à ces thèmes à des moments donnés (par exemple, à la fin de 1981, la Ligue communiste révolutionnaire — LCR — a fait campagne en

France, centralement, pour la semaine de 35 heures, tandis que les Jeunesses communistes révolutionnaires — JCR — la faisait pour le service militaire à 6 mois). Ces différences découlent essentiellement des différences de mode de radicalisation des jeunes comparés à celui de leurs aînés, que nous avons déjà exposées. *Mais les deux organisations doivent faire campagne sur les divers aspects des questions politiques les plus centrales qui se posent à la société.*

16 Ces considérations générales sur le caractère des organisations de jeunesse s'appliquent aussi à leur lancement, étape que plusieurs de nos sections sont encore en train de franchir. Il n'y a bien sûr pas de schéma précis pour commencer la construction d'une organisation de jeunesse révolutionnaire. La tactique concrète doit être établie en fonction des situations prévalant dans chaque pays où le travail est engagé. Néanmoins, il existe des modèles fondamentaux pour engager ce travail qui découlent des considérations générales et reflètent l'expérience concrète de la plupart des sections. Il en est deux essentiels : le premier consiste dans le lancement d'un journal de la jeunesse qui n'acquiert une réelle efficacité que lorsqu'il devient un journal national ; le deuxième est la constitution de groupes (cercles) autour du journal.

En général, c'est cette combinaison d'un journal national et de groupes locaux, c'est-à-dire une première accumulation de cadres, qui crée le cadre organisationnel sur lequel l'organisation de jeunesse peut être construite.

Cependant, en liaison avec ces mesures organisationnelles, il faut en général que deux préconditions *politiques* essentielles soient remplies avant de lancer réellement l'organisation :

— La première est que les membres de la nouvelle organisation doivent être capables de communiquer entre eux, avoir eux-mêmes un sentiment d'identité politique comme organisation nationale. Pour cela, il faut d'abord des campagnes politiques centrales clés comme celles que nous avons exposées, appliquées à l'échelle nationale et des activités à caractère national : rassemblements, réunions nationales, etc. Celles-ci permettent aux jeunes qui y participent d'acquérir le sentiment de vraiment appartenir à une organisation ;

— En deuxième lieu, l'organisation doit posséder et discuter un programme. Cela est indispensable pour créer une homogénéité politique à partir de jeunes qui ont été attirés à travers diverses campagnes et qui ont des expériences différentes. C'est au cours de ce processus que l'organisation choisit pour ainsi dire son drapeau et que ses cadres commencent à acquérir le sens de l'identité historique et politique de l'organisation, de la IV^e Internationale dans le cas qui nous concerne.

Finalement, le lancement réel de l'organisation de jeunesse doit être considéré comme une initiative majeure de l'organisation et du parti.

V. L'organisation de jeunesse révolutionnaire et le tournant vers l'industrie

17 La construction d'une organisation de jeunesse révolutionnaire est un objectif permanent et à long terme du parti révolutionnaire, mais elle prend différentes formes et différents degrés de priorité selon les diverses phases de la lutte de classe et du développement des organisations révolutionnaires.

Aujourd'hui, si nous considérons les tâches auxquelles nos sections ont objectivement à faire face, le tournant vers l'industrie et les nécessités découlant de la construction du parti, nous pouvons voir clairement quelles sont nos priorités dans la construction de l'organisation de jeunesse. Nous construisons une organisation de jeunesse qui est ouverte et qui se veut ouverte à toutes les couches de jeunes, quelle que soit leur origine sociale, qui acceptent son programme. Néanmoins, il y a des priorités dans ce cadre. *Nos partis et nos organisations de jeunesse doivent aujourd'hui être orientés avant tout vers les jeunes travailleurs.* Pour bien saisir cette question, nous devons analyser les conditions générales de construction du parti révolutionnaire et de l'organisation de jeunesse dans la période actuelle.

18 Depuis la Seconde Guerre mondiale, le capitalisme a subi dans les pays impérialistes d'importantes transformations sociales qui ont touché principalement la situation des jeunes. La plus importante d'entre elles, découlant du besoin du capitalisme d'une force de travail plus qualifiée et de l'expansion massive du secteur étatique, fut l'extension considérable du système d'éducation et l'incorporation évidente de nouvelles couches dans le mouvement ouvrier (sauf aux Etats-Unis où ce phénomène est plus limité).

Cette incorporation de nouvelles couches d'employés et de fonctionnaires dans le mouvement ouvrier en est un renforcement important et permanent. Les couches étudiantes également n'ont pas seulement un poids numérique accru ; comme elles ont intégré un éventail social beaucoup plus large de carrières qu'auparavant, elles ne redeviendront pas à nouveau cette force politique élitiste essentiellement de droite qui existait avant la Seconde Guerre mondiale.

Cependant, ces transformations sociales, si elles ont changé l'élément quantitatif de la classe ouvrière, n'ont pas joué sur ce qui constitue qualitativement les forces décisives de la lutte de classe. C'est toujours l'Etat bourgeois central et ses appareils politiques d'un côté, et de l'autre les secteurs les plus forts de la classe ouvrière qui sont capables, et eux seuls, de polariser réellement et de diriger les autres couches sociales. Cela se vérifie de façon éclatante avec l'intensification de la lutte de classe et la polarisation des forces sociales.

Cela ne signifie pas que ces couches de jeunes qui sont dans le système d'édu-

cation ne s'engagent plus dans les luttes, mais qu'elles le font de plus en plus comme composantes de luttes plus générales dont les forces dirigeantes se trouvent souvent ailleurs. En même temps, la profondeur de la crise économique, sociale et politique, porte de façon croissante la radicalisation au cœur même de la classe ouvrière. Ce schéma de développement de la lutte de classe et de la classe ouvrière, et les tâches de construction de nos organisations qui en découlent, se reflètent dans le changement du schéma de la radicalisation de la jeunesse elle-même au cours des dernières années.

19 Ce nouveau modèle de la radicalisation de la jeunesse est bien entendu inégal et diffère dans ses formes précises d'un pays à l'autre. Cependant, son cours général est très clair.

Bien qu'il continue à y avoir, dans la plupart des pays, radicalisation parmi certaines couches d'étudiants, la radicalisation de la jeunesse n'est plus aujourd'hui conduite par ces couches. C'est là un changement clé que l'on peut noter depuis les années 1960 et d'après les dernières expériences majeures de la plupart des sections dans la construction d'organisations de jeunesse. Cela met en relief le fait que la majorité de la jeunesse n'est pas seulement un allié, mais aussi une composante de la classe ouvrière.

Une jeune militante sandiniste. (DR)



20 Cette composition sociale élargie de la jeunesse radicalisée n'est cependant pas, en elle-même, la seule raison ou une raison suffisante pour comprendre pourquoi c'est d'abord vers les jeunes ouvriers de l'industrie que la IVE Internationale se tourne comme couche la plus décisive. Dans aucun pays la majorité des jeunes ne se trouve dans l'industrie. Au contraire, dans quelques cas, ceux qui sont dans l'industrie ne forment qu'une petite minorité de la jeunesse.

Mais l'importance d'un secteur ne tient pas simplement, ni même premiè-

rement, à son importance numérique, mais à son poids social et politique. Pour prendre un exemple extrême, les millions de retraités âgés dans un pays comme la Grande-Bretagne n'ont pas, même de loin, le même poids dans la lutte de classe que 250 000 mineurs. C'est le poids social, la capacité à lutter et à s'organiser qui sont décisifs. C'est pourquoi, par exemple, ce sont les luttes, ou l'absence de luttes, de la classe ouvrière industrielle en Europe qui ont été décisives pour déterminer les rapports de forces entre les classes sur ce continent, depuis 1968. Voilà pourquoi la classe ouvrière industrielle, et surtout les jeunes ouvriers, constituent la couche décisive pour la construction du parti et deviennent l'axe directeur de la construction des organisations de jeunesse.

Cela ne signifie naturellement pas que notre organisation de jeunesse devrait être ou sera construite seulement chez les jeunes ouvriers de l'industrie. Une grande partie de la jeunesse sera toujours dans le système éducatif, en apprentissage, dans des secteurs extérieurs à la classe ouvrière industrielle, et nos organisations sont ouvertes à tous ceux qui acceptent leur programme. Nous bâtissons une organisation de jeunesse largement ouverte qui comprendra donc de nombreuses couches de la jeunesse et non pas un « petit parti de jeunes ». Cependant, cela ne change rien au fait que le secteur décisif que nous voulons gagner est celui des jeunes ouvriers et que, pour y parvenir, de même que pour le parti lui-même, des mesures spécifiques et particulières doivent être prises.

21 Même si l'expérience montre qu'au moins dans les pays où la lutte de classe est la plus développée, il existe aujourd'hui d'importantes possibilités de construire une organisation révolutionnaire de la jeunesse au sein de la jeunesse ouvrière, ces opportunités ne pourront pas être mises à profit seulement de façon spontanée. Cela est d'autant plus le cas étant donné la composition sociale de nos organisations au moment où elles *entreprennent* le tournant vers l'industrie. L'expérience d'un certain nombre de pays montre qu'une organisation de jeunesse active peut très rapidement attirer à elle des jeunes travailleurs. Mais, si nous ne prenons pas des mesures conscientes, nous retomberons vers ces couches qui ont été la base traditionnelle de nos sections.

L'expérience montre également que des efforts conscients doivent être faits pour maintenir ou transformer la composition sociale de l'organisation. Toute organisation laissée à son développement spontané recrute selon sa propre image sociale : une organisation essentiellement étudiante recrutera spontanément des étudiants, une organisation essentiellement composée d'employés recrutera des employés, etc. Pour être capable d'attein-

de la jeunesse ouvrière, une organisation doit prendre des mesures spécifiques : mutation de camarades d'autres secteurs de travail vers le travail parmi — ou dirigé vers — la jeunesse ouvrière, camarades entrant dans l'industrie ou se déplaçant vers

des régions industrielles où existent d'importantes concentrations d'ouvriers, etc.

Cela fournit donc les éléments de base que nous aurons à combiner pour bâtir nos organisations de jeunesse aujourd'hui : campagnes politiques centrales

pouvant toucher toutes les couches de la jeunesse ; mesures organisationnelles spécifiques pour faire pénétrer ces campagnes chez les jeunes ouvriers et les enrichir. C'est sur cette base que nous construirons des organisations de jeunesse.

VI. Organiser l'organisation de jeunesse dans le tournant vers l'industrie

22 Pour gagner des couches de jeunes travailleurs de l'industrie, le rôle décisif pour l'organisation de jeunesse, comme pour toutes les autres questions, est joué par le parti. Dans le parti révolutionnaire, c'est la question de savoir si la direction fait et dirige le tournant qui décidera si cette politique sera menée à bien ou non. En ce qui concerne l'organisation de jeunesse, c'est surtout le parti dans son ensemble, ainsi que ses organismes élus, qui constituent la direction de l'organisation. Savoir si l'organisation de jeunesse sera capable de s'orienter vers les jeunes ouvriers dépendra de la façon dont le parti dans son ensemble, et les membres du parti à l'intérieur de l'organisation de jeunesse, sauront mener à bien cette tâche.

Ce dernier point est d'une extrême importance, car une situation très dangereuse naîtrait si une partie du parti faisait le tournant vers l'industrie et si une autre construisait l'organisation de jeunesse dans des secteurs très différents. Ce qui arriverait alors serait que les relations entre le parti et l'organisation de jeunesse deviendraient tendues à l'extrême.

Cela implique également que le tournant soit un processus organisé. Comme pour une section, une situation où le tournant est laissé à la responsabilité individuelle des camarades restera sans résultats. Il faut des mesures spécifiques dans l'organisation de jeunesse elle-même et des liens clairs entre l'organisation de jeunesse et la section.

23 Il y a bien sûr des différences significatives, dans la pratique, entre le tournant du parti et le tournant de l'organisation de jeunesse. Une grande partie de la jeunesse se trouve dans la filière scolaire ou en apprentissage, et il y a des limites d'âge légales à l'entrée des jeunes dans le travail, etc. Certaines de ces couches sont très importantes et sont de composition ouvrière. Par exemple, en France, il y a 600 000 jeunes dans les collèges techniques dont 80 % feront partie de la classe ouvrière. Etant donné qu'il continue d'y avoir une radicalisation significative chez les étudiants et les lycéens, l'organisation de jeunesse à construire devra avoir une présence dans ces couches de la jeunesse, c'est-à-dire qu'elle sera une organisation de toute la jeunesse. Mais cependant cela ne modifie en rien le fait que notre objectif est de donner clairement la priorité à la jeunesse ouvrière et d'y recruter une grosse majorité de nos organisations.

Etant donné la composition sociale actuelle des sections, des mesures parti-

culières doivent être prises dans ce sens. Chaque pays demande une combinaison spécifique de ces éléments, mais des lignes générales peuvent être indiquées :

a) Par-dessus tout, la construction de l'organisation de jeunesse et le tournant vers l'industrie doivent être considérés comme les composantes d'une perspective intégrée de construction du parti. Il ne s'agit pas de tâches différentes, mais de différentes tactiques pour la même tâche de construction d'un parti implanté dans la classe ouvrière et capable de répondre à tous les problèmes clés de la lutte de classe. Cela veut dire que la section et l'organisation de jeunesse doivent avoir des tactiques et des formes organisationnelles spécifiques mais que les mêmes problèmes politiques doivent être affrontés et faire l'objet de campagnes, de façon différente, pour toutes les deux. Cela veut dire aussi qu'ils doivent être essentiellement construits dans le même milieu : au sein de la classe ouvrière. Les jeunes dans la section et l'organisation de jeunes peuvent jouer un rôle dirigeant dans le tournant vers l'industrie. Cependant, si l'on veut recruter ces jeunes pour l'organisation et si l'on veut garder les jeunes ouvriers recrutés dans l'organisation, alors le parti doit lui-même faire le tournant vers l'industrie.

b) Les membres du parti dans l'organisation de jeunesse doivent participer au tournant vers l'industrie. Une crise majeure de direction surgira si le parti fait le tournant vers l'industrie mais que l'organisation de jeunes continue à se bâtir essentiellement parmi les étudiants et les couches lycéennes. Dans ce cas, l'organisation de jeunesse sera extérieure par rapport à l'élaboration et aux préoccupations du parti, aucune attention sérieuse ne lui sera prêtée et une crise de direction se développera.

c) Comme pour le parti et en liaison entre les deux, le tournant doit être un processus organisé. Cela implique des mesures spéciales dans l'organisation de jeunesse et des structures (par exemple des commissions embauche) dirigeant le tournant dans le parti. Des mesures exceptionnelles comme des conférences de jeunes ouvriers ou de ceux qui sont prêts à faire le tournant peuvent être utiles dans l'organisation de jeunesse. Une situation où le tournant est considéré comme de la responsabilité individuelle des camarades ne donnera rien.

24 La situation des organisations de jeunesse réformistes montre une grande inégalité selon les pays et on ne peut adopter d'orientation tactique gé-

nérale. Les lignes directrices suivantes peuvent cependant être indiquées :

— Dans les pays européens où il y a des partis communistes de masse, les organisations de jeunesse de la social-démocratie ont, pendant une longue période, été moribondes et n'offraient pas de champ d'intervention significatif. Dans ces pays, il n'y a pas aujourd'hui d'ouvertures importantes dans les organisations de jeunesse des partis réformistes. La construction d'organisations de jeunesse ouvertes et indépendantes est la tâche cruciale ;

— La situation est plus compliquée dans les pays où des partis sociaux-démocrates de masse dominent le mouvement ouvrier. Les organisations de jeunesse de ces partis ont été grandement affaiblies par la montée qui a conduit à 1968 et qui s'est alors développée. Mais, dans la plupart des pays, ils avaient quand même maintenu un minimum de forces et donc une certaine capacité à se reconstruire dans la période de crise du centrisme de gauche qui a suivi les années 1970. Il y a toujours un rapport de forces qualitativement différent entre les forces indépendantes révolutionnaires et centristes et les organisations de jeunesse réformistes qui existaient avant 1968, mais ces dernières ont gardé une certaine importance et ont connu une certaine renaissance dans quelques cas. Cela pose d'une façon neuve la question du travail systématique en direction de ces organisations ou en leur sein.

C'est particulièrement clair en Grande-Bretagne où la radicalisation de la jeunesse des années 1960 fut d'une envergure moindre que dans d'autres pays d'Europe occidentale et où le Parti travailliste bénéficie historiquement d'une position hégémonique incontestable dans la classe ouvrière. Là, une renaissance véritable de la Jeunesse socialiste du Parti travailliste s'est produite en 1970 et après. Cela crée aujourd'hui un terrain important d'intervention pour les marxistes révolutionnaires en Grande-Bretagne.

En Allemagne occidentale, le poids des organisations centristes créées à partir de la radicalisation de la jeunesse fut plus grand qu'en Grande-Bretagne. C'est le phénomène des « listes alternatives » qui attirent aujourd'hui surtout les jeunes en Allemagne de l'Ouest. Les organisations de jeunesse du SPD, cependant, les Falken (Faucons) en particulier, possèdent dans certaines régions des forces significatives parmi les jeunes radicalisés. Travailler dans ces organisations sur des bases décidées localement est, pour les marxistes



L'organisation de jeunesse révolutionnaire britannique contre la guerre de Margaret Thatcher aux Malouines. (DR)

révolutionnaires, une des tâches de leur travail jeune en Allemagne occidentale aujourd'hui.

Dans d'autres pays, une certaine attention doit être accordée aux développements qui se produisent dans les organisations de jeunesse réformistes. La crise prolongée qui frappe des couches de jeunes dans la classe ouvrière, dans quelques pays conduit à une participation accrue aux organisations de jeunesse réformistes.

25 Dans le cadre de notre orientation générale vers les jeunes travailleurs, deux axes spécifiques se dessinent, qui posent des tâches et des problèmes spécifiques.

a) Dans certains pays, nos organisations de jeunes peuvent donner la priorité au travail en direction des travailleurs immigrés. L'expérience de plusieurs pays d'Europe occidentale montre que, comme on pouvait s'y attendre, la jeunesse forme la couche la plus combative chez les travailleurs immigrés. L'organisation de jeunesse, dans les pays où la question légale n'est pas la question décisive (par exemple en Grande-Bretagne), peut être un instrument particulièrement adéquat pour intervenir dans ce secteur. Cela varie selon les pays. Il faut juger concrètement cas par cas.

b) Travail de soutien aux mobilisations de soldats. Il y a une expérience dans ce domaine dans plusieurs pays. Ce travail a connu un renouveau autour de la question de la lutte contre les missiles et les armes atomiques (Pays-Bas) et de la revendication de la réduction de la durée du service militaire (France).

26 La construction d'une organisation révolutionnaire de la jeunesse ouvre des opportunités particulièrement importantes pour le recrutement de jeunes femmes au mouvement révolutionnaire. Comme pour toutes les couches op-

primées, c'est lorsqu'elles sont jeunes que les femmes s'engagent plus facilement dans la lutte organisée contre la société capitaliste et ses effets à leur encontre.

Dans tous les pays, il y a d'importantes lois spécifiques qui renforcent le rôle répressif de la famille et qui répriment sexuellement les jeunes. Par exemple, en Grande-Bretagne, les lois interdisant toutes relations sexuelles avant 16 ans ; en France, le droit à l'avortement est interdit aux femmes au-dessous de 18 ans. Les femmes jeunes sont systématiquement privées de la possibilité d'acquérir une formation professionnelle, de l'instruction et autres besoins nécessaires à leur épanouissement personnel. Ce ne sont pas seulement les jeunes femmes, mais aussi les jeunes gens qui se sentent concernés et peuvent se mobiliser sur le problème de l'oppression des femmes. De même, des jeunes femmes radicalisées autour de ces questions peuvent être rapidement gagnées à étendre leur politisation à la remise en cause de tous les aspects du capitalisme.

Cela entraîne des opportunités immenses, non seulement pour recruter des femmes jeunes mais aussi pour former chez elle des cadres et des dirigeantes. En France par exemple, la proportion de femmes dans l'organisation de jeunesse (JCR) était, en 1980, de 40 %, alors que dans la LCR (section), elles n'étaient que moins de 25 %. Dans Revolution Youth en Grande-Bretagne, 45 % du Comité national et 50 % du Bureau politique élus après le Congrès de 1980 étaient des femmes.

Ce recrutement de jeunes femmes n'est pas seulement important en lui-même, mais pour tout l'avenir de nos organisations. Il donne la possibilité de former toute une couche de femmes cadres et dirigeantes pour l'organisation. Dans les cas où des crises ou des développements négatifs dans les sections ont conduit à de très importantes pertes de

camarades femmes de l'organisation, le travail jeune est de loin le moyen le plus important pour redévelopper le travail de l'organisation sur la libération des femmes et pour gagner une couche de militantes.

27 C'est dans ce cadre général que se pose aujourd'hui le travail de la IVE Internationale parmi les étudiants. Ceux-ci continuent à être soumis à de dures attaques dues à la crise économique, au manque de débouchés à la fin de leurs études, et aux contradictions économiques, sociales et politiques qui affectent la société en général. Des couches d'étudiants seront donc encore entraînées à l'action, à la fois autour de leurs intérêts étroitement estudiantins et, de façon plus importante, autour des grands problèmes sociaux et politiques, nationaux et internationaux du jour.

Cependant, comparé avec la période de la fin des années 1960, les étudiants sont plus conscients du rapport de forces défavorable qui existe entre eux comme groupe social et la bourgeoisie. C'est pourquoi ils se tournent davantage vers des organisations politiques basées sur le mouvement ouvrier et la classe ouvrière pour trouver une direction, et cherchent pour lutter à se lier aux organisations de masse, aux mouvements des femmes et des opprimés. Les étudiants sont moins enclins, en général, à lancer eux-mêmes des luttes et dépendent plus de la dynamique politique des luttes lancées par le mouvement ouvrier, que du temps de la radicalisation de la fin des années 1960 et du début des années 1970.

Cette situation implique naturellement que les révolutionnaires participent à toutes les luttes étudiantes de même qu'à celles qui se développent au sein de la jeunesse scolarisée, en mettant l'accent particulièrement sur les lycées et les écoles techniques et professionnelles, tout en intégrant ce travail à notre travail politique général.

Cela n'implique pas que nous nous écartions du travail politique en direction des étudiants, sauf dans la toute première période du tournant, quand une certaine désorganisation existe. Au contraire, notre ligne politique, nos campagnes axées sur les problèmes politiques principaux de la société, et le fait d'être une organisation ancrée dans le mouvement syndical et la classe ouvrière industrielle, rendront notre organisation plus attrayante pour les étudiants révolutionnaires au cours des grandes luttes qui s'annoncent. Si, au contraire, nous n'étions pas capables de construire de véritables organisations ouvrières, la capacité de la IVE Internationale d'attirer des étudiants *diminuerait* autant que l'impact de notre orientation politique générale. Une organisation implantée dans la jeunesse ouvrière et le mouvement syndical sera au contraire de plus en plus attrayante pour les étudiants et, à long terme, sa capacité d'attirer des étudiants augmentera.

VII. Les relations organisationnelles entre le parti et la jeunesse

28 Les positions prises par le parti et son attitude constituent le facteur le plus décisif qui agit sur tous les aspects de la construction et du fonctionnement des organisations révolutionnaires de jeunesse. Elles dépendent bien sûr surtout des questions politiques mentionnées plus haut et de la justesse de la ligne adoptée par le parti dans chaque situation concrète ; mais certaines conclusions organisationnelles importantes découlent de ces positions et peuvent favoriser ou retarder la solution des problèmes et des tâches politiques. Ces dernières, bien sûr, varient largement selon la situation, l'étape de construction de l'une et l'autre organisation, etc., mais on peut néanmoins distinguer certains problèmes généraux.

a) L'attitude des membres du parti à l'égard de la jeunesse est très importante et il ne faut pas la sous-estimer. Le parti doit maintenir les principes de l'indépendance organisationnelle et du droit pour les organisations de jeunesse de prendre leurs propres décisions, comme étant les meilleurs instruments d'éducation politique. « *Le jeune ouvrier a besoin d'être dirigé par le parti. Mais il ne doit pas s'agir de direction par commandements. Quand la coercition remplace la persuasion jusque dans les moindres occasions, l'organisation perd son souffle vital et, avec lui, ses membres.* » (Les Bolcheviks léninistes et l'organisation de jeunesse révolutionnaire.) Cela doit se traduire par des mesures organisationnelles, sinon cela ne relèverait que de la « bonne volonté » des camarades du parti.

b) Avant tout, il faut que les rapports entre l'organisation de jeunesse et le parti soient transparents et ouverts. Une intervention politique très rigoureuse du parti vaut mieux que les manœuvres de couloirs, les rapports de clique, l'inégalité des critères de transmission de l'information, etc. Les jeunes ne sont pas fragiles, ils sont parfaitement capables de soutenir et de profiter largement de la critique rigoureuse de leurs propres erreurs, divergences, etc., à condition qu'elle soit réellement conçue dans le but de convaincre et non de détruire ou de manipuler. Ces derniers procédés engendreraient en effet la maladie fatale du cynisme, véritable antithèse de la jeunesse, maladie qui affaiblit et ruine les organisations. C'est à partir de cette constatation qu'il faut établir tous les rapports entre le parti et l'organisation de jeunesse, depuis les questions de droit formelles jusqu'au ton et aux comportements individuels.

c) Ce qui compte le plus, c'est que

l'indépendance organisationnelle de l'organisation de jeunesse soit réelle et non fictive ou formelle. Cela implique que le parti ait le droit de tenter de convaincre l'organisation de jeunesse d'adopter une ligne donnée au moyen d'une argumentation politique. Mais il n'a pas le droit d'imposer une ligne à l'organisation de jeunesse. Celle-ci se gouverne seule et en tous points. « *Le Congrès de l'organisation de jeunesse est souverain. Dans le cas de divergences politiques entre l'organisation de jeunesse et le parti, celui-ci ne peut bureaucratiquement imposer sa ligne à l'organisation de jeunesse. Dans une telle situation, la tâche de la direction du parti est de s'adresser aux militants de la jeunesse, de leur montrer en quoi leurs positions sont erronées, et de les conduire à changer leurs positions par une décision libre.* » (Les Bolcheviks léninistes et l'organisation de jeunesse révolutionnaire.)

d) Ce qui importe le plus pour les rapports entre le parti et la jeunesse, étant donné notamment le caractère réel de l'indépendance organisationnelle de la jeunesse, c'est que la section engage réellement et en pratique des ressources considérables dans la construction de l'organisation de jeunesse. Si le parti est perçu comme la force décisive qui contribue — réellement et dans la pratique — à la construction de l'organisation de jeunesse, à sa ligne et à ses activités politiques, des rapports corrects entre le parti et la jeunesse peuvent s'établir. Si, au contraire, le parti n'est pas sérieusement investi dans la construction de l'organisation de jeunesse, cela sera inévitablement perçu par les militants de la jeunesse. Dans ces conditions, des attitudes et des courants d'opposition au parti, pouvant se manifester par le refus de l'affiliation de l'organisation de jeunesse au parti, se présenteront inévitablement.

e) Dans ce cadre, les liens entre le parti et la jeunesse doivent se situer au niveau des organisations et non des individus. Un système qui dépendrait du fait que certains membres de l'organisation de jeunesse sont aussi membres de la section, et du fait que des dirigeants individuels de l'organisation de jeunesse sont aussi membres des organes dirigeants de la section, ne saurait suffire. Cela veut dire qu'il faut adopter une démarche qui comprend la participation de l'organisation de jeunesse au Bureau politique et au Comité central des sections, avec droit de parole, ou droit de parole et de vote, la présence d'observateurs officiels du parti aux réunions de la direction de l'organisation de jeunesse, etc. Il faut appliquer des mesu-

res semblables au niveau des sections, directions de ville, commissions embauche et des autres structures qui en éprouveraient le besoin.

f) Cette option en faveur de la transparence s'applique aussi à la question de la discipline des membres du parti dans l'organisation de jeunesse. Il faut clairement affirmer que les membres du parti se placent sous la discipline du parti dans toutes les activités qu'ils entreprennent, y compris le travail dans l'organisation de jeunesse. Cependant, il faut avoir le moins possible recours à cet aspect formel de la discipline car, en un certain sens, chaque recours à ce procédé représente en fait une défaite, même si on peut prévoir que le cas se présentera.

Dans chaque cas, la décision concrète doit être prise par le parti, étant entendu que ses membres au sein de l'organisation de jeunesse sont toujours sous sa discipline, mais que ce recours ne doit être utilisé que le plus rarement possible et réservé aux questions les plus cruciales.

g) L'organisation de jeunesse doit être étroitement liée au parti en ce qui concerne la question du tournant vers l'industrie et du travail dans les syndicats. Il y a, naturellement, des problèmes particuliers à l'organisation de jeunesse. En général, il est nécessaire d'avoir un système où des représentants de l'organisation de jeunesse siègent en tant que tels dans les commissions embauche du parti dans les diverses régions. De même, il n'est peut-être pas utile, en général, que l'organisation de jeunesse ait ses propres fractions syndicales mais, soit des fractions syndicales conjointes devraient se tenir, soit, lorsque cela paraît plus approprié, des camarades de l'organisation de jeunesse devraient être invités aux fractions syndicales du parti.

h) L'indépendance de l'organisation de jeunesse par rapport au parti doit être réelle. Cela signifie que, bien qu'il y aura aide matérielle du parti à l'organisation de jeunesse, en particulier à l'étape initiale, cette dernière doit, dès le début, pour avoir une indépendance réelle, pour former des cadres et une direction véritable, posséder ses propres finances, contrôler ses publications, trouver les ressources pour payer ses propres permanents, etc.

L'appui principal que le parti devra donner à l'organisation de jeunesse viendra de la construction, par ses militants, dans leur propre activité, de l'organisation de jeunesse : vente de son journal, organisation de ses réunions, etc. Il ne s'agit pas de lui fournir de façon centralisée des subsides, des permanents, etc. Il y aura toujours un certain apport de cette nature, mais il devra rester réduit si l'organisation de jeunesse veut avoir un équilibre interne autonome.

VIII. Développement international du travail jeune

29 Le but organisationnel final de notre travail dans la jeunesse est de créer une Internationale révolutionnaire de la jeunesse (IRJ). Cependant, nous sommes encore aujourd'hui loin du but, et ce qui est à l'ordre du jour, ce sont des pas en avant bien plus limités sur

la voie de cette perspective finale. Ces pas les plus importants sont les suivants :

a) *Accroître l'activité interne et l'éducation sur la question du travail jeune et les organisations de jeunesse.*

Cela doit être entrepris surtout au ni-

veau des sections nationales, mais cela peut être aidé de façon significative par l'Internationale à travers des rencontres internationales, du matériel publié centralement, et surtout par l'adoption d'une nouvelle résolution internationale sur la question et par le débat qui l'a précédée

au Comité exécutif international (CEI) et au Congrès mondial.

b) *Travail international systématique en direction des jeunes et des organisations de jeunesse.*

Les traditions internationalistes des jeunes sont parmi les éléments les plus importants, les plus progressistes et les plus forts de leur politisation. Cela s'était développé même du temps de la IIe Internationale, et cela s'est accru pendant la Première Guerre mondiale, à laquelle la plupart des organisations de jeunesse des partis socialistes se sont opposées, et cela s'est perpétué avec l'Internationale communiste de la jeunesse.

Aujourd'hui, les ouvertures offertes par ce champ d'activité sont importantes. Les organisations qui mènent la lutte révolutionnaire en Amérique centrale et, lorsqu'elles existent, leurs organisations de jeunesse, sont extrêmement ouvertes au contact avec des organisations de jeunesse révolutionnaires et, dans quelques cas, plus directement qu'avec nos sections. Les organisations de jeunesse qui l'ont essayé ont fait de bons contacts sous l'impact des événements de Pologne.

IX. Priorité aujourd'hui au travail centralisé contre la guerre et la remilitarisation impérialistes

30 Une organisation révolutionnaire de la jeunesse se fonde sur un programme de lutte contre tous les aspects de l'exploitation humaine et de l'oppression. Elle doit faire de la propagande contre le racisme et l'oppression des femmes, contre l'oppression nationale et contre toutes les atteintes aux droits démocratiques. Les organisations de jeunesse en solidarité avec la IVe Internationale ont le même programme fondamental. Dans chaque situation, les thèmes centraux de ces problèmes doivent être transformés en campagnes politiques centrales de l'organisation. Cette priorité doit, bien sûr, être établie en fonction des conditions concrètes du moment. Cependant, l'importance de certains d'entre ces thèmes découle de la situation politique internationale et ceux-ci doivent faire l'objet d'un travail et d'initiatives coordonnées et centralisés à l'échelle internationale.

Dans la situation actuelle, l'axe déterminant autour duquel ce genre de travail doit se développer est la campagne contre la remilitarisation impérialiste et contre l'intervention impérialiste en Amérique centrale. Cela correspond à une importante nécessité objective — la poussée de remilitarisation est, avec l'austérité, un des deux principaux axes de la contre-offensive impérialiste — et à l'état de nos forces. Il doit être le travail prioritaire de nos organisations de jeunesse dans tous les pays impérialistes aujourd'hui.

Les sections et les organisations de jeunesse de chaque pays auront naturellement d'autres priorités qui s'ajouteront à celles-ci.

Les axes précis de la lutte contre la

Etant donné le rôle éminent joué par les jeunes dans tous les mouvements de révolte, étendre notre travail et nos contacts dans ce champ d'activité est l'une des tâches les plus importantes des organisations de jeunesse de la IVe Internationale.

c) *Des rencontres internationales régulières de jeunesse.*

Tout en tenant compte d'éléments contraignants comme les finances, l'expérience montre que de telles rencontres internationales devraient être régulières et soigneusement préparées, afin de limiter l'élément de simple échange d'expériences nationales au cours de la réunion, et de permettre le maximum de discussion à un plan international.

d) *La coordination par l'intermédiaire du Bureau du Secrétariat unifié.*

Il n'est pas réaliste, à l'étape actuelle, de croire que la coordination du travail jeunes puisse être menée à bien par les organisations de jeunesse elles-mêmes. Pour le proche avenir, le travail jeunes doit continuer à être coordonné par le centre international et le Bureau du Secrétariat unifié (SU).

guerre et la remilitarisation impérialiste ne seront évidemment pas les mêmes selon les situations et les différents pays (par exemple, pour la solidarité avec le Salvador et pour le désarmement unitaire en Grande-Bretagne, contre l'adhésion à l'Organisation du Traité de l'Atlantique-Nord - OTAN - en Espagne, contre le service militaire - *draft* - aux Etats-Unis), mais les thèmes fondamentaux sont dictés par la nature de la politique impérialiste.

L'objectif de la mobilisation impérialiste actuelle n'est pas une attaque militaire contre les Etats ouvriers d'Union soviétique et de Chine, ce qui ne veut pas dire que les Etats ouvriers cubain et vietnamien ne soient pas aujourd'hui l'objet de menaces militaires. *Les Etats-Unis et leurs alliés ont engagé et préparent surtout une contre-offensive contre la révolution coloniale.* En même temps, ils cherchent à établir une supériorité militaire par rapport à l'Union soviétique dans le but de s'en servir pour menacer celle-ci et l'empêcher d'accorder une aide matérielle et militaire aux processus révolutionnaires en cours. Notre travail et nos initiatives doivent œuvrer dans deux directions principales, qui sont bien sûr liées :

a) *La solidarité directe avec les luttes coloniales menacées ou attaquées par l'impérialisme.*

Elle comprend, notamment et en général, la solidarité avec le Salvador, le Nicaragua, Grenade, Cuba, le Vietnam, mais aussi la lutte contre l'impérialisme français en Afrique, la solidarité généralisée avec la lutte en Afrique australe, contre l'occupation britannique en Irlande du

Nord, etc. Etant donné la nature généralisée de la contre-offensive impérialiste et la progression des luttes de la révolution coloniale en cours, on peut affirmer avec certitude qu'il y aura de nouveaux événements qui exigeront un travail de solidarité de nos sections, et l'Internationale tout entière doit être prête à mener des campagnes de riposte immédiates ainsi que des campagnes à long terme sur ce terrain.

b) *La lutte directe contre la remilitarisation dans les pays impérialistes.*

Cela comprend notamment la lutte contre les armes nucléaires (USA, Grande-Bretagne, France), contre le déploiement des missiles *Cruise* et *Pershing* et la bombe à neutrons (Allemagne de l'Ouest, Pays-Bas, Belgique, Grande-Bretagne, France, etc.). Nous devons en particulier nous efforcer de lier cette lutte à la lutte contre l'austérité au moyen de mots d'ordre, de thèmes et de campagnes du type « *Oui à l'emploi, non à la bombe !* », qui revendiquent que le budget militaire soit supprimé ou que des articles spécifiques de ce budget (comme le programme *Trident* en Grande-Bretagne, le septième sous-marin nucléaire en France, les missiles *MX*, etc.) soient éliminés pour être remplacés par un programme géant de dépenses publiques pour la création d'emplois et le progrès social. Nous devons faire campagne pour la plénitude des droits civiques et politiques dans les forces armées, etc.

En ce qui concerne la centralisation immédiate de ces campagnes, il n'y a pas, pour des raisons objectives aussi bien que subjectives (ressources matérielles), de grandes initiatives coordonnées à prendre. On peut néanmoins prendre certaines mesures immédiates : 1) mettre régulièrement à l'ordre du jour des rencontres internationales des jeunes la lutte contre la remilitarisation ; 2) l'échange d'informations et d'articles de presse, la sortie de tracts communs, etc., organisés centralement, internationalement et bilatéralement ; 3) l'organisation bilatérale d'échange d'orateurs, de messages de solidarité, etc. A une étape ultérieure, il sera peut-être possible de prendre des initiatives plus audacieuses (meetings internationaux, campagnes internationales contre la remilitarisation, etc.). Mais il faut engager le travail dès maintenant avec ce qui est faisable, ce qui nous aidera à homogénéiser notre travail et à faire progresser notre niveau de conscience, y compris à l'échelle internationale, sur ces questions.

Nous pourrions ainsi assumer des tâches objectives importantes, donner une impulsion à notre travail jeunes, augmenter la capacité d'attraction de nos organisations de jeunesse nationales en leur donnant un profil international, et nous servir de ce profil pour affermir aussi les liens et la solidarité entre nos sections et nos organisations de jeunesse. ■

Comité exécutif international (CEI)
de la IVe INTERNATIONALE

27 mai 1982.

NOUVELLES DU MOUVEMENT OUVRIER ET DE L'INTERNATIONALE

PAYS-BAS

Les soldats libérés, la solidarité doit continuer

Les deux derniers soldats qui restaient emprisonnés par la police militaire néerlandaise pour une affaire de divulgation de « secrets militaires » (cf. *Inprecor*

tefois, si tous les soldats qui avaient été emprisonnés dans cette affaire sont libres aujourd'hui, ils demeurent sous le coup d'une inculpation qui, au terme d'un procès dont la date n'a pas été fixée, pourrait leur valoir de longs mois, voire des années de prison. Il s'agit donc de ne pas relâcher la campagne de solidarité internationale et de continuer à multiplier les prises de position. Une manifestation est appelée par le comité de soutien pour le jour du procès aux Pays-Bas. Autour de cette date, d'autres initiatives pourraient être prises en Europe (piquets devant les ambassades, délégations, pétitions ...). ■

Soldats hollandais dans une manifestation antinucléaire à Amsterdam. (DR)



numéro 129 du 28 juin et numéro 130 du 12 juillet 1982), viennent d'être libérés le 7 juillet dernier. La libération de Oskar van Rijswijk et de Steef Boot est intervenue deux jours seulement après la création d'un comité de soutien impulsé par l'organisation nationale des soldats VVDM. La direction de cette organisation s'était, dans un premier temps, dissociée des militants emprisonnés, allant même, sous l'effet de la campagne de la droite, jusqu'à les suspendre de leurs responsabilités. Sylvio Gastra, porte-parole du VVDM, ne confiait-il pas au *Time* du 12 juillet dernier à ce propos : « *Le VVDM n'a rien à voir avec cela. Nous sommes un syndicat, et la majorité de nos membres veut que nous nous concentrons sur les questions de salaire et de conditions de vie.* » Pourtant, la direction du VVDM a dû changer de position et assumer le soutien de ses militants, d'autant plus qu'il devenait de plus en plus évident que ceux-ci avaient été l'objet d'une provocation de la hiérarchie militaire désireuse de porter un coup d'arrêt à l'organisation des soldats néerlandais.

Leur libération constitue une première victoire et une surprise, puisqu'elle est intervenue une semaine seulement après que la hiérarchie militaire ait décidé de les garder encore trente jours en prison. Tou-

IVe INTERNATIONALE

Des livres pour l'école internationale

La mise sur pied d'une bibliothèque pour l'école internationale de formation de la IVe Internationale est en cours.

Les fonds disponibles pour l'achat de livres et de publications sont limités. En revanche, les besoins sont considérables, et ce d'autant plus que la bibliothèque doit être systématiquement trilingue (anglais, espagnol, français) et inclure si possible des ouvrages d'autres langues encore. De plus, les principaux ouvrages de référence devraient être disponibles dans chacune des trois langues majeures en plusieurs exemplaires.

La bibliothèque de l'école permanente se construira progressivement. Dans l'immédiat, nous ne pourrions acheter que les ouvrages de référence essentiels.

Nous lançons donc un appel aux lecteurs et lectrices d'*Inprecor*, aux militants et sympathisants de la IVe Internationale, pour qu'ils nous aident à collecter les ouvrages dont nous avons besoin.

Parmi les ouvrages qui nous intéressent, il s'agit aussi bien de livres et de documents de référence de politique générale que d'analyses de régions et pays, de documents présentant les autres courants du mouvement ouvrier ou illustrant notre propre histoire, d'analyses sociologiques et économiques, sous toutes les formes : livres, brochures, collections de périodiques ou photocopiés ...

Si vous êtes disposé(e) à vous dessaisir de tout ou partie de votre bibliothèque politique, si un ou une de vos ami(e)s veut en faire autant, si vous avez une idée pour acquérir de tels ouvrages à bas prix ou si vous disposez d'ouvrages en doubles exemplaires, etc., prenez contact avec *Inprecor*, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil, France, et faites-nous vos propositions. ■

Une bonne campagne d'abonnement

Grenoble (France). — La ligue communiste révolutionnaire (LCR) s'était engagée à fond, à Grenoble comme dans les autres villes de la LCR, dans la préparation de la manifestation du 5 juin dernier contre Reagan-la-guerre à Paris. Un stage international de deux jours sur l'impérialisme français, le réarmement impérialiste et l'Amérique centrale a été organisé pour les sympathisants de la LCR sur cette ville avant la manifestation nationale.

Mais les camarades de la LCR de Grenoble ont aussi su lier dans la pratique la préparation de cette échéance politique avec la diffusion d'*Inprecor*. L'heureux résultat de cette activité militante s'est très rapidement concrétisé. En quelques semaines, la campagne d'abonnements à *Inprecor* a été couronnée par un franc succès. A ce jour, et depuis le début juin, c'est un total de 17 nouveaux abonnés que les camarades ont réussi à gagner.

Convaincus de la fonction d'*Inprecor* comme instrument politique d'information et de définition de notre courant à l'échelle internationale, les camarades de la LCR de Grenoble n'ont eu aucun mal à en convaincre leurs sympathisants et les militants ouvriers avec lesquels ils sont en contact dans leur travail de masse.

Voilà une expérience de diffusion qui méritait de ne pas rester inconnue de nos lecteurs. ■

CARAÏBE

Tranchées, revue politique et culturelle du GRS

Tranchées, la revue politique et culturelle du Groupe Révolution Socialiste (GRS), section antillaise de la IVe Internationale, datée de juillet 1982, est entièrement consacrée à « La Caraïbe à l'heure des brasiers ».

Un camarade du GRS s'en explique dans l'éditorial : « *Un numéro de Tranchées consacré aux problèmes de la Caraïbe : voilà qui ne devrait surprendre personne. L'intérêt insistant que nous portons à notre région naturelle coïncide aujourd'hui avec la place qu'elle occupe dans l'affrontement mondial entre impérialisme et révolution.* »

Rappelant les luttes révolutionnaires et antidictatoriales en cours dans cette région, l'éditorialiste de *Tranchées* affirme, à juste titre d'ailleurs, que « *l'aide généreuse de Cuba, l'héroïsme des combattants risqueraient de ne pas suffire, si partout dans le monde, mais d'abord dans le bassin de la Caraïbe, ne se dressait le bouclier de la solidarité prolétarienne* ». Le GRS se félicite donc de la constitution d'un Comité martiniquais de solidarité avec les peuples de la Caraïbe et de l'Amérique centrale.

Dans ce numéro 4 de *Tranchées* sont abordées plusieurs questions d'importance : tout d'abord un article d'un camarade jamaïcain de la IVe Internationale, « *L'échec du socialisme démocratique à la Jamaïque et l'avenir de la Révolution à Grenade* », puis « *La nouvelle stratégie du département d'Etat américain dans la Caraïbe* ». Un long article est consacré à l'analyse de la « *Structure sociale et de la*

lutte des classes au Surinam (ex-Guyane hollandaise) », et une interview d'un dirigeant du Parti des travailleurs haïtiens (PTH) est reproduite à titre de document. Enfin, G. Derey entreprend un examen critique de l'ouvrage de J. de Crusol sur « *les Economies insulaires de la Caraïbe* », et Vincent Placol expose une réflexion sur une production culturelle bien connue dans la Caraïbe anglophone, l'œuvre du romancier de Trinidad, V. S. Naipaul.

Un riche numéro donc, sur une région en ébullition, que l'on peut se procurer en contactant directement son directeur de publication, Daniel Maragnès, BP 28, Sainte Anne, Guadeloupe, ou, en France, la Librairie La Brèche, 9, rue de Tunis, 75011 Paris (prix unitaire : Antilles 12 FF, France 15 FF).

COLOMBIE

Mauvais résultats de la gauche aux présidentielles

Les élections présidentielles du 30 mai dernier en Colombie ont vu le triomphe du candidat du Parti conservateur, Belisario Betancourt. Le Parti conservateur avait obtenu seulement 2 200 000 voix en mars, lors des élections générales (cf. *Inprecor* numéro 122 du 5 avril 1982) mais, le 30 mai, ses résultats ont grimpé à 3 200 000 voix. Alors que le Parti conservateur s'est présenté uni aux élections — les deux chefs de cette formation, l'ex-président Pastrana Borrero et le sénateur Gomez Hurtado appuyant la candidature de Belisario Betancourt —, le Parti libéral s'est présenté divisé entre la candidature « officielle » de l'ex-président Alfonso Lopez Michelsen et celle du sénateur « dissident » Luis Carlos Galan soutenue par l'ex-président Lleras Restrepo. Lopez Michelsen a obtenu 2 200 000 voix en mars et 2 800 000 voix aux présidentielles, tandis que Luis Carlos Galan n'a pas dépassé dans la seconde consultation les 700 000 voix obtenues dans la première.

De fait, dans les deux élections, la majorité des voix est revenue aux libéraux ; avec un total de 3 100 000 voix en mars et 3 500 000 voix pour l'élection présidentielle de mai.

La participation électorale a sensiblement augmenté entre les deux consultations. Si, pour celle de mars, la frange abstentionniste était majoritaire avec 64 %, en mai, les proportions étaient inversées, les votants devenant majoritaires, autour de 64 à 70 %, pour un corps électoral de 13 millions de personnes.

Ces élections montrent que le système bipartite, avec ses candidatures et ses affrontements, est parvenu à polariser l'électorat bien au-delà du clientélisme et du militarisme qui en constituent les appuis permanents. Les trois candidats du système, Belisario Betancourt, Alfonso Lopez

Michelsen et Luis Carlos Galan se sont disputés l'étiquette de « progressiste ». Les grands problèmes du pays : la paix civile et l'amnistie pour les insurgés et les prisonniers politiques, le chômage et la surexploitation, la dépendance et le retard économiques, ont été traités par les candidats du bipartisme de façon déformée et démagogique, avec l'immense puissance des moyens de communication à leur disposition pour manipuler l'opinion publique.

Les candidats du bipartisme se sont présentés pour défendre le système capitalisme semicolonial. Leurs différences se sont surtout situées au niveau de l'approche et de la méthode. Belisario Betancourt a fait une campagne ouvertement populiste centrée sur les problèmes sociaux, se proposant de résoudre le chômage, l'analphabétisme, le manque de logements, de santé, d'hôpitaux, d'approvisionnement en vivres ... Un des slogans les plus couramment utilisés dans sa campagne a été celui de « *Accès au logement sans caution !* », dans un pays où le manque de logements peut être chiffré à 800 000 unités. Les antécédents de Belisario Betancourt et ses liens avec l'Eglise catholique ont réussi à donner à sa campagne l'image de celle d'un homme préoccupé par les problèmes sociaux en opposition à la « *politique politicienne* » et au « *clientélisme* » traditionnel en vigueur en Colombie. L'autre aspect est que Belisario Betancourt a promis de gouverner avec le Parti libéral pour assurer la stabilité du système et de continuer, dans le cadre du Front national, à former des gouvernements de coalition des deux grands partis traditionnels.

Alfonso Lopez Michelsen, pour sa part, a fondamentalement insisté sur des thèmes directement politiques comme celui de l'affiliation du Parti libéral colombien à la social-démocratie internationale, sans prendre aucun engagement en matière sociale et économique autre que celui de gérer avec prudence la grave crise sociale et économique. En ce qui concerne l'amnistie, et bien qu'il ait fait de la paix avec les insurgés son cheval de bataille, Alfonso Lopez Michelsen a fini par appuyer le décret réactionnaire du gouvernement de Julio César Turbay Ayala, qui refuse toute amnistie réelle et réclame la reddition pure et simple des rebelles.

La candidature de Luis Carlos Galan s'est faite sous le signe d'un Nouveau Libéralisme, centré autour de l'appel à battre le « *clientélisme politique* » exercé par les deux derniers gouvernements, celui d'Alfonso Lopez Michelsen et celui de Julio César Turbay Ayala.

Le résultat électoral de la gauche s'est caractérisé par un recul à la fois en nombre de voix et en positions parlementaires, avec la perte de plusieurs mandats électifs. En mars, elle a obtenu environ 95 000 voix et le 30 mai un score identique. Le principal candidat du mouvement FIRMES, Gerardo Molina, appuyé par le Parti communiste (PCC), bien qu'il ait disposé d'une plate-forme avancée, l'a amputée de ses aspects les plus radicaux

N°4 juillet 1982 prix Antilles 12F France 15F.

tranchées

Revue politique et culturelle du Groupe Révolution Socialiste
SECTION ANTILLAISE DE LA IVe INTERNATIONALE



LA CARAÏBE A L'HEURE
DES BRASIER

pour insister seulement sur la lutte « pour l'Etat de droit », contre les monopoles, créant ainsi la confusion en abandonnant une véritable position d'affrontement avec les candidats de la bourgeoisie.

Parce qu'elle était la seule candidature de gauche, le Parti socialiste révolutionnaire (PSR), section colombienne de la IVE Internationale, a appelé à voter pour Gerardo Molina, sur la base d'une position d'indépendance de classe, tout en critiquant ses oscillations. L'autre candidature de gauche, celle du Mouvement ouvrier indépendant et révolutionnaire (MOIR) de Marcelo Torres, avait été lancée avec une politique sectaire un mois avant les élections.

Le mouvement de masse a connu ces dernières années un recul en Colombie. Les résultats électoraux viennent confirmer cette tendance et même la renforcer provisoirement, tout en mettant en évidence le manque d'enracinement social de la gauche colombienne, alors que se poursuit la période d'instabilité sociale et politique, sur un fond de crise économique aiguë dont les effets n'ont jamais pu être mis au centre des débats électoraux, mais qui alimenteront les luttes sociales et politiques à venir du prolétariat et du peuple colombien. ■

Ricardo SANCHEZ
Bogota, juin 1982.

ISRAEL

La LCR (Matzpen) contre la guerre au Liban

Pour les militants de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR-Matzpen), section de la IVE Internationale dans l'Etat d'Israël, l'agression sioniste au Liban n'a pas constitué une surprise. Et c'est dans une large mesure grâce à eux que la manifestation organisée dès le 5 juin par le Comité de solidarité avec l'université de Bir Zeit commémorant le 15e anniversaire de l'occupation des territoires arabes par Israël devenait la première grande manifestation contre la guerre (plus de 2 000 personnes), avant même que les forces blindées sionistes n'envahissent le Liban. A cette occasion, la LCR, qui dispose de deux organes de presse, l'un en hébreu, l'autre en arabe, a vendu 120 exemplaires de l'édition en hébreu.

Dès le lendemain de la manifestation du 5 juin, la LCR décidait de mobiliser l'ensemble de ses forces militantes dans le Comité contre la guerre au Liban où se sont retrouvés les organisations de gauche et tous ceux pour qui l'opération lancée par Menahem Begin et Ariel Sharon devait être dénoncée et complètement rejetée. Depuis, que ce soit dans le Comité contre la guerre au Liban ou dans le cadre des Groupes femmes contre la guerre, la LCR se trouve en première ligne de toutes

les manifestations contre l'agression sioniste au Liban.

La construction et le développement d'un mouvement de masse contre la guerre est la première priorité des marxistes révolutionnaires. La LCR y développe ses propres analyses et ses perspectives plus générales définies dans le cadre d'une longue résolution politique adoptée lors d'un plénum extraordinaire de son Comité central et dont la conclusion la plus importante concerne la perspective d'un renforcement qualitatif des possibilités de jonction entre la lutte de libération nationale du peuple palestinien et celle de l'avant-garde progressiste de la population juive.

Au cours de la manifestation du mouvement « Peace Now », qui a regroupé près de 100 000 personnes le 3 juillet dernier, et dans divers meetings contre la guerre et dans les quartiers, les militants de la LCR ont distribué plusieurs milliers d'exemplaires d'un numéro spécial du *Matzpen* (la Boussole), où l'accent est mis sur le soutien inconditionnel à la lutte héroïque du peuple palestinien et de sa direction légitime, l'Organisation de libération de la Palestine (OLP). Car c'est bien là que les marxistes révolutionnaires se démarquent des principales autres composantes du mouvement antiguerre, qui certes exigent un retrait des forces sionistes du Liban, mais hésitent, voire refusent de prendre position pour l'OLP.

Quant aux camarades et sympathisants appelés sous les drapeaux, ils ont évidemment rejoint leurs unités, mais refusent de traverser la frontière libanaise comme acte de protestation contre cette sale guerre. Loin de les isoler de leurs camarades d'unité, cette attitude leur permet de développer un travail d'agitation contre la guerre rendu d'autant plus facile par diverses autres formes de protestation (pétitions, manifestations de soldats libérés, refus divers d'obéir, y compris dans certaines unités d'élite). Une fois rendus à la vie civile, ces camarades participent aux divers regroupements de solidarité contre la guerre. Finalement, c'est dans les usines où sont présents nos camarades, que nous menons une campagne intensive de propagande contre la guerre, en prévenant les travailleurs des lourds sacrifices qu'ils vont être amenés à faire sur le plan matériel, après avoir versé leur sang pour une cause dont la légitimité leur apparaît de moins en moins évidente.

DECLARATION DE LA LCR DU 24 JUIN 1982

Après vingt jours de destruction et de massacres, l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) vit et vivra toujours.

Malgré l'écrasante supériorité d'Israël, malgré les massacres, les bombardements aveugles, malgré les centaines de milliers de réfugiés, l'armée israélienne n'a toujours pas encore pu atteindre ses objectifs... Et personne ne peut nier ce fait décisif : l'OLP est bien vivante et se bat.

Le gouvernement Sharon-Begin s'était fixé pour objectif la liquidation du mouvement national palestinien, quel qu'en soit le prix. Il y a une semaine en-

core, le chef de l'Etat se vantait d'avoir atteint cet objectif. Mais, hier, le ministre des Affaires étrangères était obligé de reconnaître qu'il était impossible de détruire complètement le mouvement national palestinien. C'est en ce sens que l'on peut dire qu'Israël a gagné la première manche aux points et non pas par knock-out, et que la seconde manche a déjà commencé. Seuls en face des divisions israéliennes et des escadrilles de bombardiers, sans aucune aide des armées arabes, les combattants palestiniens parviennent à maintenir l'essentiel de leurs forces militaires depuis plus de trois semaines. Il y a exactement quinze ans, il suffisait de six jours à l'armée israélienne pour écraser les armées arabes et conquérir des parties substantielles des territoires de Jordanie, d'Egypte et de Syrie...

La seconde manche est la bataille pour la solution politique et la bataille pour Beyrouth... Il faut arrêter l'armée israélienne (Tsahal) aux portes de Beyrouth et immédiatement. Voilà l'objectif que se sont fixés les combattants palestiniens, le mouvement national libanais et les forces syriennes qui se trouvent dans la capitale libanaise. Voilà l'objectif urgent de quiconque refuse d'accepter la logique démente d'une guerre permanente de destruction. Des milliers d'Israéliens se sont déjà mobilisés contre cette guerre, en plein pendant les combats. Dans l'armée, l'euphorie fait place au scepticisme et aux points d'interrogation, et l'on fait état de nombreux refus de servir. Cela n'est que le sommet de l'iceberg d'un mouvement qui ira s'amplifiant tant que la guerre et ses horreurs se poursuivront.

La LCR a investi toutes ses forces militantes pour construire un large mouvement antiguerre qui ouvrira un second front contre les plans de Massada (1) des dirigeants de l'Etat. L'opposition résolue à la guerre n'est pas seulement une question de solidarité avec le peuple arabe palestinien. C'est avant tout une question d'autodéfense pour tout Juif ou Juive qui veut vivre sur cette terre. En développant un large mouvement contre la guerre, nous bâtissons le front uni des Juifs et des Arabes. La lutte commune des Juifs et des Arabes est l'unique possibilité de co-exister en paix dans la sécurité et l'égalité.

— Non à la guerre au Liban, non à l'aventure à Beyrouth !

— Retrait immédiat de toutes les forces israéliennes du Liban !

— Solidarité totale et inconditionnelle avec la lutte héroïque du peuple arabe palestinien !

— Pour le droit à l'autodétermination du peuple arabe palestinien !

— Vive la lutte commune des Juifs et des Palestiniens contre la guerre, l'occupation et l'oppression nationale ! ■

LIGUE COMMUNISTE
REVOLUTIONNAIRE (LCR)
Tel Aviv, 24 juin 1982.

1. Massada, du nom du dernier bastion de la résistance juive aux Romains (66-73 ap. JC).



Résultats de la campagne électorale du PRT

C'est par un imposant rassemblement populaire de 50 000 personnes que s'est clôturée la campagne électorale à Mexico, la campagne électorale révolutionnaire des travailleurs, la section mexicaine de la IVe Internationale. La nature de la campagne du PRT — qui présentait Rosario Ibarra de Piedra aux élections présidentielles, une personnalité très connue de la lutte pour la défense des prisonniers politiques et la réapparition des disparus — n'a pas manqué de s'exprimer très clairement lors de ce rassemblement, où les principaux thèmes clamés par les dizaines de milliers de personnes présentes étaient : « Rosario Ibarra, candidate du prolétariat ! » et « Lutte, lutte, lutte, n'arrête pas de lutter pour un gouvernement ouvrier, paysan et populaire ! » Les manifestants, parmi lesquels se trouvaient un cortège de plusieurs centaines de paysans, ainsi que des travailleurs de diverses entreprises et des membres des organisations politiques et populaires qui appuyaient la candidature de Rosario Ibarra de Piedra, étaient venus de 30 des 32 Etats du pays. La plus grande partie des participants à la marche qui précéda ce rassemblement défilèrent dans le cortège du PRT que coloraient des milliers de drapeaux rouges.

Les « une » des journaux du lendemain ne faisaient pas mystère de l'importance de cette manifestation et, partant, de l'impact de la campagne du PRT. Tous les sondages électoraux accordaient au PRT un score largement supérieur aux 1,5 % nécessaires pour lui assurer, selon la loi, une légalisation définitive. Cela ne pouvait être pour plaire au Parti révolutionnaire institutionnel (PRI) gouvernemental, dont la réforme politique de légalisation d'un certain nombre de partis était surtout conçue comme un moyen pour tenter de canaliser la montée des revendications populaires dans un cadre légal et parlementaire.

Après les élections du 4 juillet dernier, les pointages effectués par les organisations d'opposition attribuaient au PRT et aux autres formations des résultats supérieurs aux estimations gouverne-

mentales. Les formations d'opposition, d'après leur décompte aux présidentielles, créditaient le PRI de 60 % des voix, le Parti d'action nationale (PAN, opposition de droite traditionnelle) de 15 %, le Parti socialiste unifié mexicain (PSUM, fusion d'organisations nationalistes et du PC local) de 6 %, et le PRT de 3,5 % des voix.

Il était évident que le pouvoir ne l'entendrait pas de cette oreille. Les différentes irrégularités lors des votes (urnes bourrées avant l'ouverture des bureaux de vote, scrutateurs du PRT expulsés des bureaux de vote, soldats et marins votant en groupe sous la surveillance de leurs officiers...) laissent déjà imaginer les manœuvres gouvernementales. En effet, le PRI a lancé sa machine à fraude électorale, qui a disposé d'une douzaine de jours pour opérer le décompte des voix. Et, le 16 juillet, le gouvernement rendait publics ses résultats : 71,63 % des suffrages, soit 16 145 254 voix, pour le PRI ; 3 700 045 voix pour le PAN, 821 995 voix pour le PSUM, 433 886 voix pour le petit Parti démocrate mexicain (PDM) et, enfin, 416 448 voix pour la candidate du PRT, soit autour de 2 % des suffrages exprimés.

Il est clair que le gouvernement a tout employé pour parvenir à ce résultat qui, grâce au coup de pouce du dépouillement, propulse le groupuscule démocrate PDM devant le PRT. Il n'empêche que la section mexicaine de la IVe Internationale est véritablement apparue, lors de ces élections, comme la quatrième force politique du pays. Si, avec le dépouillement des législatives le pouvoir tentera de limiter sa représentation parlementaire, il ne parviendra pourtant pas à la supprimer. De plus, le PRT se trouve maintenant officiellement et définitivement légalisé par ce résultat. Enfin, le PRT a étendu et renforcé son implantation tout au long de cette campagne électorale. A telle enseigne même qu'un secteur du PSUM regrette maintenant la division électorale entretenue par la direction de son parti et se déclare favorable à des discussions entre les deux partis pour parvenir à l'élaboration d'un plan d'unité d'action pour les mois à venir.

Parce qu'elle était conçue aussi comme le moyen de faire avancer concrètement le degré d'organisation et de mobilisation des masses au cours même de cette campagne électorale, l'activité du PRT a mis en évidence, au cours de ces derniers mois, l'efficacité du Parti. Le soutien à la candidature de Rosario Ibarra de Piedra a permis de regrouper une fraction des masses populaires et d'approfondir l'unification et l'organisation du prolétariat et des masses mexicaines opprimées. Des formes d'organisation de travailleurs et de la population ont vu le jour là où elles n'existaient pas. Elles ont déjà pris leurs responsabilités dans la lutte des classes quotidienne et continueront à le faire. Quel que soit donc le nombre exact de députés que le gouvernement acceptera de reconnaître au PRT, cette campagne électorale fera date dans l'histoire de la section mexicaine de la IVe Internationale, à laquelle elle ouvre des opportunités politiques de construction qu'il faudra savoir, dès à présent, mettre pleinement à profit.

